

**Bechar : arrêt des recherches de l'enfant disparu** P. 4

**Le Quotidien**  
Edition Nationale d'Information  
D'ORAN

LE PR RACHID BELHADJ, PRÉSIDENT DU SNECHU

**«La pandémie de Covid-19  
est en train de reculer»**

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 4

**EDUCATION**

# Une rentrée scolaire difficile

Lire l'article de M. Aziza page 3



**CHERTÉ DES  
ARTICLES SCOLAIRES**

**Les ménages  
à faibles  
revenus mis  
à rude épreuve**

P. 3

**Notre supplément  
AUTOUR  
DU MONDE**  
Avec la  
collaboration de

P. 12 à 14

PROJECT  
SYNDICATE  
AN ASSOCIATION  
OF NEWSPAPERS  
AROUND THE WORLD



**INCENDIES DE FORÊT  
L'enquête étendue  
à 30 wilayas,  
71 suspects arrêtés** P. 2

Ce que la Covid-19  
nous apprend sur la faim



PAR BRITTANY  
KESSelman

Post-doctorante à l'Institut de la  
Société, du travail et de la politique  
de l'Université de Witwatersrand

Financer un système  
alimentaire mondial durable



PAR SIMON  
ZADEK

Pprésident de la Finance  
for Biodiversity Initiative

Les risques  
économiques du Pandexit



PAR HOWARD  
DAVIES

Président de NatWest Group

**YOUCEF AOUCHE, PREMIER SECRÉTAIRE  
DU FFS**

**«Notre participation  
vise à défendre  
l'unité nationale»**

Lire l'article de R. N. page 2

**JUSTICE**

**Le procès de  
l'ancienne ministre  
Houda Feraoun  
reporté** P. 4





## Youcef Aouchiche, premier secrétaire du FFS «Notre participation vise à défendre l'unité nationale»

R. N.

Invité hier à la radio nationale chaîne 3, le premier secrétaire du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, s'est longuement exprimé à propos de la décision du parti de participer aux élections locales anticipées. «Notre participation est un choix stratégique dicté par nos responsabilités nationales», a-t-il déclaré, précisant que cette démarche vise à défendre l'unité nationale et à faire barrage à ceux qui veulent porter atteinte à la cohésion du peuple algérien.

« Cette décision a été prise suite à un débat très large au sein des structures du parti, notamment le Conseil national, où nous avons décidé à l'unanimité de prendre part à ces élections », a ajouté M. Aouchiche. «Trois impératifs» guidaient cette décision, selon les explications de l'intervenant. «Le premier a un lien direct avec les dangers qui guettent notre état national», dit-il, ajoutant que le parti est «contre les extrémistes sécessionnistes et ceux qui veulent stigmatiser la Kabylie, instaurer un climat de haine entre les Algériens, et qui à chaque fois, essaient d'instrumentaliser des événements, tragiques, pour porter atteinte à l'unité nationale». Le deuxième impératif, pour le FFS, «concerne directement notre proximité avec la population, étant donné que les institutions locales nous donnent l'opportunité d'être en contact permanent avec les citoyens, dans les villages, les villes et les communes».

Toutefois, à propos de la gestion des collectivités locales, le Premier secrétaire du FFS affirme qu'il «est temps d'apporter des changements

dans les textes» qui régissent les assemblées locales. Ainsi, et pour dynamiser les activités des assemblées locales, l'intervenant estime qu'il faudrait donner plus de prérogatives aux élus locaux afin d'apporter les solutions nécessaires et répondre aux doléances des citoyens. « Il y a énormément de volonté au niveau des assemblées locales qu'il faudrait exploiter et mettre au profit du développement du pays.

Les élus sont dépourvus de toutes prérogatives, je suis moi-même élu local, et des fois on se retrouve les mains liées. Nous n'avons pas suffisamment la force d'agir et d'apporter les solutions attendues par les citoyens. Il est temps d'apporter des changements fondamentaux dans les textes qui régissent nos collectivités », ajoute-t-il à ce propos. Il s'agit, selon lui, de «donner des pouvoirs aux élus locaux notamment en termes de fiscalité locale et d'entrepreneuriat au niveau local», a-t-il indiqué.

Le troisième «impératif» derrière la décision du FFS, est d'ordre interne. Il est lié à la dynamique organique que les responsables du FFS veulent créer au sein des structures du parti.

Selon l'intervenant, la participation aux élections locales «va nous permettre de préparer un congrès national ordinaire qui donnera la parole à toutes les militantes et militants et ceux qui partagent notre projet de société et notre vision».

Le 6<sup>e</sup> congrès «va nous permettre de revoir certains modèles de fonctionnement et de nous adapter aux mutations et aux réalités d'aujourd'hui », affirme M. Aouchiche.

## Incendies de forêt L'enquête étendue à 30 wilayas, 71 suspects arrêtés



Les enquêtes de police judiciaire sur les incendies de forêt ont été élargies à 30 wilayas touchées et conduit à l'arrestation de 71 suspects présentés devant les juridictions compétentes, indique lundi un communiqué des services de la Gendarmerie nationale (GN).

«Les enquêtes de police judiciaire diligentées suite aux incendies enregistrés récemment dans plusieurs régions du pays ont été étendues, sur instruction des juridictions compétentes, à 30 wilayas touchées», précise la même source qui a fait état de la «mobilisation de tous les moyens humains et matériels pour déterminer l'origine de ces incendies déclenchés simultanément et d'identifier les responsables».

Les investigations approfondies menées sur la base de preuves matérielles recueillies sur les lieux des incendies ont permis l'arrestation de soixante-et-onze

(71) suspects au niveau de 14 wilayas, répartis sur : Tizi Ouzou (13), Jijel (11), Bejaïa (10), Guelma (8), Annaba (6), Alger (4), Blida (4), Médéa (4), El Tarf (3), Skikda (3), Tipasa (2), Oum El Bouaghi (1), Chlef (1) et Aïn Defla (1). Après la présentation des suspects devant les juridictions compétentes, 47 individus ont été placés en détention provisoire, dont 7 sous contrôle judiciaire, tandis que 9 autres restent sous enquête, et 8 individus ont été relâchés.

Le Commandement de la Gendarmerie nationale a affirmé «son engagement total à poursuivre sa noble mission dans la protection des personnes et des biens en toute circonstance et à mettre en échec toute tentative douteuse visant à porter atteinte à la sécurité et à l'ordre public», précise le communiqué.

La GN a salué, dans ce sens, le haut sens de solidarité dont ont

fait montre les citoyens, notamment avec les régions les plus touchées par ces sinistres incendies, ajoutant que cette mobilisation spontanée des citoyens, mus par un haut sens de responsabilité a permis d'identifier les criminels et d'établir l'implication d'organisations terroristes.

La GN a affirmé, en outre, que «les enquêtes se poursuivent pour identifier toutes les parties impliquées», exhortant les citoyens à «participer efficacement à la lutte contre les différentes formes de crime, à travers le signalement immédiat de tout acte criminel ou toute atteinte à l'intérêt général».

Elle rappelle, à cet effet, le numéro vert 10.55 et le site de renseignements et de plainte (PPGN.MDN.DZ) mis à la disposition des citoyens qui peuvent également solliciter l'Unité de la Gendarmerie nationale la plus proche».

## Le Plan d'action du gouvernement présenté au sénat

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane présente, aujourd'hui mardi, le Plan d'action du Gouvernement aux membres du Conseil de la nation, a indiqué dimanche un communiqué du Conseil.

Lors d'une réunion du bureau du Conseil de la nation, élargie aux présidents des groupes parlementaires sous la présidence de Salah Goudjil, président du Conseil, pour arrêter le calendrier des plénières consacrées à l'examen et au débat du Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République, il a été décidé de la reprise des plénières le mardi 21 septembre 2021 à 09:30 pour la présentation du plan du Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane. Les membres du Conseil de la nation présenteront, tout au long de la journée, leurs interventions sur le contenu du Plan d'action du gouvernement. La séance matinale de la journée suivante sera suivie par les interventions des présidents des groupes parlementaires représentés au Conseil. La clôture des travaux de l'après-midi sera marquée par les réponses du Premier Ministre aux interventions des membres du Conseil qui seront suivies par l'adoption

par les membres du Conseil de la nation d'une motion sur le Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du Président de la République, conformément aux dispositions de l'article 106 de la Constitution en vertu de la Loi organique N 12-16 et au règlement intérieur du Conseil, selon le calendrier.

A l'entame de la réunion, le président du Conseil de la nation a précisé que le débat par les membres du Conseil du Plan d'action du gouvernement «demeurera une opportunité sûre et privilégiée pour traiter des affaires publiques et plaider pour les acquis réalisés à l'ère de la nouvelle République dont le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune assoit les fondements». Par ailleurs, il a été décidé lors de la même réunion de soumettre le projet de Loi portant approbation de l'ordonnance 21-03 du 25 mars 2021 modifiant et complétant la loi 84-09 du 4 février 1984 loi 09-84 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale à la Commission des affaires juridiques et administratives, des Droits de l'Homme, de l'Organisation locale, de l'aménagement et du découpage territorial pour l'élaboration d'un rapport, conclut la même source.

## ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

**A** quoi peut bien rimer cet appel brusque à la re-

lance « dans les plus brefs délais » des entreprises industrielles à l'arrêt ou en difficulté ? Lancé dimanche dernier par le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, à l'occasion d'une réunion avec les responsables des groupes industriels publics, l'appel en question révèle une certaine anxiété dans l'action, recommandée par les hautes autorités, en l'occurrence le Président de la République et le Premier ministre, et reste également chargé d'ambiguïté.

L'objet de la réunion indiquée est réservé à l'étude de la situation des entreprises et unités à l'arrêt ou en difficulté et les mécanismes permettant de les relancer, ou des les remettre sur pied, sans illustrer quoi que ce soit au sujet de ces mécanismes. Il s'agit, donc, d'établir un diagnostic avant de chercher le remède, un remède qui ne peut être autre que le financement. Pour faire redémarrer les activités des entreprises industrielles à l'arrêt ou en difficultés, il est indispensable dans la majorité des cas d'injecter de l'argent frais dans leurs caisses.

C'est ce qu'on a toujours fait ces dernières années, avec les plans «sérums», ou d'assainissement financier des entreprises publiques à l'arrêt ou en difficultés, sans donner aucun résultat positif. Va-t-on vers l'engagement d'un nouveau plan d'assainissement financier pour redresser ces entreprises industrielles ? La situation financière du pays ne le permet pas, mais on pourrait être tenté de faire le minimum dans

### Thérapie du «sérum»?

ce sens. Le ministre de l'Industrie a, en effet, insisté les responsables de son secteur à «formuler des propositions tangibles en vue de les examiner et de les mettre en œuvre dans les plus brefs délais». En d'autres termes, les responsables doivent introduire des propositions « acceptables » à même de relancer dans l'immédiat les entreprises moribondes. Est-ce possible ? Impossible de refaire les erreurs du passé. Dans ce cadre, le ministre a insisté sur l'impératif de réviser la gestion des groupes industriels publics notamment ceux en difficulté, soulignant l'intégration des contrats de performance dans le mode de gestion. Mais le problème du soutien financier reste entièrement posé, à moins d'aller le chercher ailleurs que dans les caisses du Trésor public.

Cet ailleurs ne serait que l'ouverture du capital aux privés par le biais de cette formule des « 3P », dont on parle avec insistance ces derniers temps, en l'occurrence le Partenariat public / privé (PPP).

Le PPP devrait servir au financement des grands projets structurants, qui auront un retour sur investissement à moyen terme, comme l'a indiqué le Premier ministre, en parlant d'un projet qui sera présenté très prochainement dans ce sens devant le Parlement, mais l'argent frais serait également le bienvenu pour garantir la pérennité des entreprises industrielles.

Des entreprises publiques qu'il faudrait bien rendre plus attractives, en cherchant à relancer leurs activités rapidement, avant de les présenter aux partenariats avec le privé ?

**Le Quotidien**  
D'ORANEdition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU**Direction - Administration**  
**Rédaction centrale**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20**Imp. : Oran :** imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger :** imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine :** S.I.E.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)**Rédaction Algéroise**  
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57  
**Pub** Tél.: 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**  
Tél. : 031.92.12.11  
Fax : 031.92.12.22**Diffusion :** Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE



Education

# Une rentrée scolaire difficile

**La rentrée des classes s'annonce, cette année encore, difficile. Bien que les indicateurs de la troisième vague de la Covid-19 ne cessent de s'estomper, mais selon les pronostics des spécialistes, une quatrième vague est inévitable.**

M. Aziza

Pour garantir une rentrée scolaire sans gros dégâts, et ce, en tentant de limiter la circulation du virus dans les établissements scolaires, le ministère de l'Éducation nationale a prévu de reconduire les mesures relatives à l'application du protocole sanitaire. Il mise également sur la vaccination du personnel de l'Éducation.

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, s'est engagé, dans ce sens, à assurer les moyens nécessaires pour l'exécution du protocole sanitaire. Il a également affirmé en prévision de la rentrée scolaire, la réception de 473 nouveaux établissements scolaires, dont 303 primaires, 73 lycées, et 97 établissements d'enseignement moyen (CEM). Ce qui permettra de garantir le principe de la distanciation physique entre les élèves, et évitant ainsi la surcharge des classes ou plutôt des groupes. Plus de 10 millions d'élèves des 3 cycles de l'enseignement sont attendus pour cette rentrée scolaire. Pour certains syndicats, théoriquement et selon les engagements du ministère de l'Éducation, tout est prêt pour une rentrée scolaire dans les meilleures conditions possibles. Mais, disent-ils, «on verra sur le terrain». «Pour l'instant, il est bien trop tôt pour parler des points positifs ou des points négatifs», a affirmé à notre journal, Messaoud Boudiba, le secrétaire national chargé de la communication et de l'information au CNAPESTE. Il affirme que son syndicat et d'autres formations syndicales ont tous décidé de réunir leurs conseils nationaux après une semaine de la rentrée pour faire «une évaluation exhaustive» sur la rentrée scolaire 2021-2022.

Pour Messaoud Boudiba «tout est prêt si on se réfère aux déclarations des responsables du ministère de l'Éducation notamment en matière de moyens». Et d'enchaîner «la chose qui devrait, peut-être, poser problème, c'est la surcharge du volume horaire pour certains enseignants, car la tutelle n'a pas encore évoqué la création de postes

budgétaires ou d'éventuels recrutements».

Pour Abdelouahab Lamri Zegar, porte-parole de l'Union nationale du personnel de l'Éducation et de la Formation (Unpef), le ministre de l'Éducation s'est engagé à régler ce problème, affirmant que les cadres de son secteur vont pouvoir trouver des solutions selon les besoins dans chaque établissement. «Ils vont sûrement faire appel aux vacataires, car ils n'ont prévu pas, à notre connaissance, un plan de recrutement de nouveaux enseignants pour le moment», ajoute notre interlocuteur.

Pour ce qui est de la campagne de vaccination anticovid engagée au profit du personnel de l'Éducation, Lamri Zegar a affirmé que malheureusement sur les 740.000 fonctionnaires de l'Éducation, seuls 10% ont été vaccinés, pour le moment. Il a ainsi justifié «ce faible taux» par «l'absence de grands moyens de vaccination, en matière de doses de vaccins et en matière de personnel médical chargé de la vaccination, à travers le territoire national et pas seulement dans les grandes villes».

A noter que le gouvernement a décidé, en coordination avec le ministère de la Santé, de permettre le déplacement des médecins, dès la rentrée scolaire, prévue aujourd'hui, dans les établissements scolaires pour permettre aux employés du secteur de se faire vacciner sur leur lieu de travail.

Pour le porte-parole de l'UNPEF, cette décision va sûrement permettre de faire augmenter le taux de vaccination parmi le personnel des établissements scolaires. Il affirme, par ailleurs, que son syndicat réunira son conseil les 28-29-30 pour faire une évaluation de la rentrée scolaire. M. Zegar a évoqué, avec regret, le retour probable des mouvements de grève dans le secteur de l'Éducation à partir du mois d'octobre, et ce, en l'absence de réponses aux multiples doléances du personnel de l'Éducation qui souffre, au même titre que l'ensemble des fonctionnaires de la dégradation fulgurante du pouvoir d'achat.

## Cherté des articles scolaires

## Les ménages à faibles revenus mis à rude épreuve

Cartables décorés de célèbres personnages de fiction cartoon, stylos, crayons, trousse, blouses de design divers : les fournitures scolaires sont disponibles en nombre et en qualité, mais à des prix jugés "élevés" par les parents appelés à dépenser plus cette année notamment avec la hausse des prix de certains produits de large consommation.

A Bab el Oued et Place des martyrs, quartiers populaires où des jeunes s'improvisent en vendeurs d'articles scolaires en pareille occasion, étalent un large panel d'effets scolaires de différentes marques, couleurs, formes et modèles.

Si le choix et les goûts y sont, il n'en est pas de même pour les prix qui varient selon la qualité, a constaté l'APS lors d'une virée dans certains marchés et librairies de la capitale.

Accompagnés de leurs parents, des enfants sillonnent les allées du marché de "Place des martyrs", un endroit réputé pour ses prix "abordables" comparativement à d'autres espaces de la capitale, spécialisés dans la vente d'articles scolaires.

Pour sa première rentrée en classe, prévue mardi, Amina, 5 ans, semble toute contente de choisir son cartable rose, aux couleurs et motifs de sa poupée préférée "Barbie".

"J'ai consacré un budget de 6.000 dinars pour les fournitures de ma fille qui va rejoindre les bons de l'école pour la première fois. Je trouve que les prix sont un peu élevés par rapport à l'année dernière", dit sa maman, Lila. "Rien que pour le cartable et la blouse, j'ai dépensé 2.800 DA. Les autres articles comme les livres, cahiers et leurs protèges, stylos, ardoise, nécessitent un budget de pas moins de 3.000 DA, selon la qualité", a-t-elle détaillé.

Pas loin, à Bab El Oued où les fournitures scolaires sont exposées à même le trottoir, les parents font des allers-retours en quête d'articles à "petits prix". Ahmed, père de cinq enfants scolarisés, se limite à acheter les cahiers dont les prix sont jugés "abordables", variant entre 20 et 120 dinars, selon le format.

Un peu plus loin, à la rue Laarbi Ben M'hidi, au centre d'Alger, un vendeur spécialisé dans les manuels et fournitures scolaires, affirme que le budget moyen des articles pour un écolier du primaire s'élève à 4.500



dinars, le cartable compris. "Les parents aux moyens revenus, notamment ceux ayant en charge plus d'un enfant scolarisé, ne sont pas en mesure d'assurer les dépenses liées à la scolarisation", souligne ce vendeur.

### UNE HAUSSE VERTIGINEUSE, SELON L'APOCE

Le président de l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (Apoce), Mustapha Zebdi, admet que cette rentrée s'annonce "difficile" pour les parents d'élèves en raison de la cherté des articles scolaires.

"Les prix des fournitures scolaires ont enregistré une hausse vertigineuse cette année, à l'instar de tous les produits importés", a fait constater M. Zebdi dans une déclaration à l'APS.

A l'origine de cette recrudescence des prix, il a évoqué le coût du transport maritime qui a "explosé" avec la conjoncture sanitaire liée à la Covid-19, les pratiques spéculatives de certains commerçants et la dévaluation du dinar. Par ailleurs, le président de l'Apoce a mis en évidence la quasi-dépendance de l'Algérie des marchés extérieurs en matière d'articles scolaires, avec le déclin de l'industrie locale dans ce domaine vers les années 90.

Interrogé sur la commercialisation d'articles scolaires comportant des produits toxiques ou cancérigènes, M. Zebdi a cité notamment des pâtes à modeler, des gommes colorées, des crayons et stylos parfumés qui ne répondent pas aux normes de santé et de sécurité.

"Ce sont des produits bas de gamme, qu'on retrouve surtout sur le marché parallèle à des prix relativement

bas par rapport aux produits de marque", a-t-il dit, assurant que son association a toujours revendiqué un contrôle systématique des articles destinés aux enfants et écoliers avant leur introduction sur le marché. Abondant dans le même sens, le président de l'Association nationale de parents d'élèves (ANPE), Khaled Ahmed, a sollicité carrément l'intervention des pouvoirs publics sur le marché. "L'Etat doit absolument agir afin de garantir aux consommateurs des produits de qualité conformes aux normes et à des prix abordables", a insisté M. Ahmed, en faisant constater que les prix se sont accrus "de plus de 30 %" par rapport à l'année précédente.

A cet effet, il propose à la tutelle de coordonner dorénavant ses efforts avec les communes et les daïras pour la vente des trousseaux scolaires au sein même des écoles primaires, collèges et lycées au même titre que les manuels scolaires.

De son côté, le président de l'association El Aman pour la protection des consommateurs, Hacène Menouar, a appelé les enseignants à ne pas demander aux élèves de ramener que les articles scolaires indispensables et de ne pas exiger l'utilisation d'articles neufs. "Cela entre dans le cadre de l'éducation des enfants et leur sensibilisation quant au gaspillage, tout en développant la notion de recyclage dans leur esprit", a souligné M. Menouar dans une déclaration à l'APS.

Pour rappel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait donné, lors du Conseil des ministres qu'il avait présidé le 12 septembre dernier, des instructions afin de trouver des solutions immédiates à la souffrance des élèves due au poids du cartable.

**Raïna Raïkoun**  
El-Houari Dirmi

## Les dessous de la corbeille

**Encore et toujours, personne de sensé ne pourrait valablement réfuter l'idée qui voudrait que pour que le pays ait**

**une chance de retrouver sa force perdue, il ne faudrait surtout pas persister à cacher la vérité aux Algériens.**

**Il est légitime de s'interroger sur le «timing» de ces «offensives tous azimuts» que subit, avec une grande froideur d'esprit, l'Algérie et ses dirigeants. Cruellement désillusionné pour avoir été pendant longtemps gavé de «bobards» amers, l'Algérien doit aujourd'hui apprendre à influencer sur son destin et avoir le courage de faire face à l'austère nudité de la vérité. Indice plutôt encourageant, quelque chose est en train de changer dans le pays : nombre de voix se font entendre, ces derniers temps, pour dire que la démarche des nouveaux hommes en charge de la gestion du pays, aussi sujette à caution qu'elle pourrait l'être, a au moins le mérite de rassurer sur un point: le discours langue de bois et «orienté» vers des buts peu avouables est en net recul. Et cela n'est pas rien quand on connaît les graves dommages occasionnés au pays par les fausses assurances données aux Algériens au moment où l'ex-Mazghana se**

**rapprochait dangereusement du précipice. A l'ère de l'Algérie nouvelle, les choses sont condamnées à changer. Sous les**

**coups de boutoir d'une vie outrageusement «déla-vée», le citoyen n'a plus besoin d'écouter de fastidieux et creux discours, pour savoir si le pays va bien ou se porte très mal. L'exemple qui nous montre le mieux que les temps ont changé est sans conteste la mauvaise passe économique que traverse le pays, aggravée par la crise sanitaire majeure que vit le pays tout comme le reste du monde. Mais face à la grandeur des défis, rien ne dit que des résistances ne vont pas continuer à se dresser sur le chemin du nouveau personnel politique en charge de la gestion du pays, qui fait montre, il faut bien le dire, d'une grande détermination à faire «avancer les choses». Et si résistance il y a (et il y en aura sans doute), les Algériens doivent-ils se convaincre que le sauvetage du pays doit nécessairement passer par leur propre faillite ? Aussi vrai que beaucoup de chemin reste à faire pour s'arrimer au train du développement, il est à craindre que les dessous de la corbeille vont bientôt commencer à apparaître !**



## Le Pr Rachid Belhadj, président du SNECHU «La pandémie de Covid-19 est en train de reculer»

El-Houari Dilmli

Donner la priorité absolue et de l'importance à l'élément humain est le seul moyen pour arriver à une refonte globale du système de santé en Algérie», a déclaré, hier lundi, le professeur Rachid Belhadj, directeur des activités médicales et paramédicales au CHU Mustapha Pacha et président du Syndicat des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires (SNECHU).

S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le Pr Rachid Belhadj a plaidé pour «une refonte globale du système de santé avec pour axe principal l'élément humain», a-t-il indiqué, insistant sur «l'implication des spécialistes et de professionnels du secteur lors des assises nationales sur la santé en vue d'évaluer leurs préoccupations, l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles, et du coup procéder à une évaluation minutieuse du secteur et trouver des solutions pratiques applicables sur le terrain», a-t-il expliqué. «L'objectif premier est d'ar-

river à une autogestion des hôpitaux et un nouveau mode de management de la ressource humaine en vue d'encourager les jeunes générations du secteur de la santé à travailler dans leur pays», a-t-il encore affirmé.

Et à la veille de la rentrée sociale, le président du SNECHU a plaidé pour un «plan spécial» pour la protection des citoyens contre la pandémie de Covid-19, «en veillant surtout au respect rigoureux des mesures de prévention et éviter tout relâchement», a-t-il souligné, saluant les efforts des autorités publiques dans leur lutte contre l'épidémie». «La situation actuelle, avec une baisse sensible des cas de contamination prête à satisfaction, mais il faut profiter de cette aubaine pour continuer à vacciner la population», a-t-il souligné.

Au sujet de la campagne nationale de vaccination, le directeur des activités médicales et paramédicales au CHU Mustapha Pacha a exprimé «son regret de voir les citoyens peu enclins à se faire vacciner», ajoutant que l'hôpital «Mustapha Pacha est en train de

préparer une action visant à se déplacer chez les personnes âgées et aux besoins spécifiques en vue de les vacciner contre le coronavirus».

Au sujet de la baisse notable des cas de contamination, le Pr Rachid Belhadj a expliqué que cette décrue «est principalement imputable à la vaccination qui reste très importante en matière de prévention, outre d'autres facteurs comme le respect des mesures barrière comme la distanciation physique et le port du masque de protection», a-t-il expliqué. «Selon des études menées au niveau mondial accordant une importance accrue à l'évolution des virus, la dangerosité du variant «Delta» commence à baisser avec l'espoir d'un retour progressif à une vie normale», a-t-il assuré. L'invité de la Radio a cependant expliqué que les retombées sociales et psychologiques de la pandémie durant les prochaines années «auront un effet mécanique sur l'apparition de maladies chroniques, surtout pour les affections psychiatriques comme, la dépression», a-t-il conclu.

### CNEP-Banque

## Une convention pour lever les contraintes de financement pour le LPP

Une convention cadre pour la levée des contraintes rencontrées par les bénéficiaires de logements promotionnels participatifs (LPP), notamment en matière de financement, a été signée entre plusieurs entités, a indiqué lundi un communiqué de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque).

Cette convention a été signée entre la CNEP-Banque, représentée par son directeur général, Samir Tamrabet, l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI), représentée par son directeur général, Nassim Racim Ghalemet et la Chambre nationale des notaires, représentée par son président Réda Benounane, a précisé la même source.

Paraphée jeudi passé, elle permet "la levée de toutes les entraves à l'exécution des programmes LPP, principalement celles engendrées

par l'absence de documents permettant l'hypothèque pour la formalisation des dossiers des souscripteurs en matière d'octroi de crédits", souligne la CNEP-Banque. Ainsi, explique la même source, elle vise, en l'absence de garanties, à trouver "un moyen légal permettant les transferts des prêts accordés par la CNEP-Banque aux bénéficiaires des logements LPP vers l'ENPI pour le remboursement des crédits obtenus pour le financement de la réalisation des logements".

A cet effet, l'association de la Chambre nationale des notaires, à travers cette démarche, va permettre d'assurer "le transfert des prêts financiers mis à leur disposition sur le compte de la clientèle ouvert au niveau du trésor public de l'Etat à l'ENPI dès l'établissement d'un contrat de gage, en attendant l'obtention des documents nécessaires à l'établissement du contrat hypothé-

caire au profit de CNEP-Banque".

Cette convention cadre, qui définit les responsabilités et obligations des signataires, apporte "une solution aux situations de blocages générées par l'absence des documents fonciers et techniques exigés par les notaires aux promoteurs immobiliers pour la délivrance des actes de propriété, document exigé par la banque au souscripteur pour l'octroi d'un prêt immobilier", assure la CNEP-Banque. La mise en œuvre de cette convention cadre est "une garantie pour le souscripteur, l'organisme prêteur et le promoteur immobilier", note la même source, précisant qu'elle ne concerne que les crédits immobiliers conventionnels.

Elle sera élargie dans une seconde phase à la finance islamique, "une fois que toutes les autorisations, nécessaires au lancement de cette forme de financement, seront délivrées par les organismes habilités".

### En possession d'une «substance prohibée» Un membre d'équipage d'Air Algérie arrêté à Orly

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a annoncé lundi dans un communiqué, l'arrêt de vol et la suspension de la relation de travail avec un membre de son personnel navigant commercial (PNC) appréhendé par les services de sécurité de l'aéroport de Paris-Orly (France) suite à la découverte en sa possession d'une substance prohibée. "Un membre navigant commercial du vol AH 1123 assurant la liaison Paris-Constantine a été appréhendé, samedi, par les services de sécurité de

l'aéroport de Paris-Orly (France) suite à la découverte en sa possession d'une substance prohibée" a précisé la même source. A cet effet, "Air Algérie a entamé des mesures administratives et conservatoires, à l'encontre du navigant commercial mis en cause, prévues par son règlement intérieur (arrêt de vol et suspension de la relation de travail)", souligne la compagnie.

Air Algérie "se réserve le droit de se constituer partie civile dans cette affaire", a-t-elle précisé.

### Fortes pluies sur des wilayas du Centre et de l'Est du pays

De fortes pluies, parfois sous forme d'averses orageuses, affecteront, aujourd'hui et demain, plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays, selon un bulletin météorologique spécial (BMS) émis, lundi, par l'Office national de la météorologie (ONM).

Les wilayas concernées par cette alerte de niveau "Orange" sont :

Chlef, Ain Defla, Tipaza, Alger, Bli-da, Boumerdes, Tizi-Ouzou, Bejaia, Jijel, Bouira et Médéa, précise le BMS, dont la validité s'étale jusqu'à mercredi à 06h00.

La quantité des pluies, accompagnées localement de chute de grêle, sont estimée entre 20 et 30 mm et pouvant atteindre ou dépasser localement 40 mm, ajoute le bulletin.

### Béchar Arrêt des recherches de l'enfant disparu

La direction de la protection civile (PC) de Bechar a annoncé lundi l'arrêt du dispositif mis en place pour la recherche de l'enfant Ahmed Soheib Houaychi (4 ans), disparu depuis jeudi dans la soirée au sud de Bechar, du fait qu'aucune trace de l'enfant n'a été retrouvée.

«Le dispositif de recherches pour retrouver cet enfant, mis en place vendredi tôt le matin, a été arrêté, car nous n'avons retrouvé aucune trace de lui, malgré notre vaste campagne de recherches et de ratissage sur un rayon de plus de trois (3) kilomètres de la zone limitrophe de son domicile familial, sis au quartier de Bechar-Djedid (sud de Bechar)», a affirmé à l'APS le sous-lieutenant Baali Abou Bakr Sedik, responsable de la cellule de communication de la direction locale de la P.C. Les recherches, avec l'appui et le soutien des services compétents de la sûreté de wilaya et de la gendarmerie nationale qui a fait appel à sa brigade cynophile, et la contribution active de centaines

de citoyens, n'ont pas permis jusqu'à dimanche tard dans la soirée de retrouver l'enfant disparu, a-t-il expliqué.

Outre les opérations de recherches qui ont ciblé plusieurs endroits et lieux, notamment un canal d'évacuation des eaux usées, l'oued et les puits des différentes exploitations agricoles limitrophes au domicile familial du disparu, une enquête judiciaire a été ordonnée par le procureur de la république près le tribunal de Bechar pour «déterminer avec exactitude les circonstances dans lesquelles ce drame est intervenu», a ajouté la source. L'enquête est actuellement diligentée par les éléments du service de la police judiciaire, relevant de la sûreté de wilaya. Des appels à témoins et de solidarité pour retrouver cet enfant disparu, avaient été lancés par son père, ses proches et des citoyens à travers les réseaux sociaux, de même qu'il a été procédé à une large diffusion de son portrait à travers la ville de Bechar et des autres localités de la wilaya.

### Justice

## Le procès de l'ancienne ministre Houda Feraoun reporté

Le Pôle pénal spécialisé dans la lutte contre le crime financier et économique près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a reporté lundi au 4 octobre prochain le procès de l'ancienne ministre de la Poste et des Télécommunications, Imane Houda Feraoun. Ce report intervient à la demande du collectif de défense en raison de la constitution d'un nouvel avocat, et en attendant la désignation d'un interprète pour le représentant de la société chinoise «Huawei». Placée en détention provisoire à l'établissement pénitentiaire de Koléa, Imane Houda Feraoun est poursuivie pour des chefs d'accusation liés à la corruption dont la dilapidation des deniers publics, l'octroi d'indus privilèges et l'abus de fonction. L'ancienne ministre de la Poste est impliquée dans plusieurs dossiers, dont le projet d'un million de lignes internet haut débit ayant causé au trésor public une perte de plus de



73 millions USD, en sus du dossier d'octroi d'indus avantages à la société «Mobilink» appartenant aux frères Kouninef, poursuivis également dans des affaires de corruption. Le projet «Mobilink» a coûté au trésor public des pertes de l'ordre de 30 millions USD. Sont poursuivis également dans cette affaire, 9 anciens cadres du secteur durant la période où Imane Houda Faraoun était à sa tête.

### Alger

## Un camion percute un poteau électrique, un mort et deux blessés

Un ouvrier d'un chantier a trouvé la mort électrocuté et deux autres personnes ont été blessées lorsqu'un camion a heurté un poteau électrique au niveau de l'autoroute de Ain Naâdja (Alger), provoquant la chute de câbles électriques, a-t-on appris de la Direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger.

"Vers 14:30, ce lundi, un accident de la circulation s'est produit sur l'autoroute de Ain Naâdja, après qu'un camion a heurté un poteau électrique, causant la chute de câbles électriques", a affirmé à la presse le chargé de la cellule de Communication de la direction, le lieutenant Khaled

Benkhalfallah. "Cet accident a causé la mort sur le coup d'un ouvrier dans un chantier, âgé de 69 ans, tandis qu'un autre sexagénaire a subi des brûlures dans différentes parties de son corps et a été transporté vers l'hôpital de Douera par les agents de la Protection civile".

Le chauffeur du camion a subi, quant à lui, des blessures plus ou moins graves et a été évacué vers l'hôpital Salim Zmirli d'El Harrach, selon la même source qui ajoute que des unités de la Protection civile de Kouba et de Ain Naâdja sont intervenues dans cet accident, en sus de l'Unité principale.



## Dans un contexte tendu entre Paris et les militaires La ministre française des Armées au Mali

**La ministre française des Armées Florence Parly était lundi au Mali, où le gouvernement de transition dominé par les militaires envisage de s'adjoindre les services de la société paramilitaire russe Wagner, au prix de tensions avec Paris, qui réduit sa présence militaire dans le pays.**



« Mon objectif est de parvenir à clarifier la position des autorités maliennes et de réitérer des messages », a expliqué Mme Parly avant de rencontrer lundi son homologue malien, le colonel Sadio Camara. « On ne va pas pouvoir cohabiter avec des mercenaires », a-t-elle prévenu. Un recours à Wagner pour former les forces armées maliennes et assurer

la protection des dirigeants serait « incompatible » avec le maintien au Mali des troupes françaises, qui combattent depuis huit ans les jihadistes au Sahel, avait déjà prévenu mardi le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian. La sulfureuse société privée russe, soupçonnée d'appartenir à un homme d'affaires proche du Kremlin, Evguéni Prigojine, a déjà

conclu en 2018 un contrat avec la République centrafricaine, où elle est accusée d'exactions et de pillage des ressources minières et douanières. Mais le gouvernement malien a rétorqué dimanche dans un communiqué qu'il ne permettrait « à aucun Etat de faire des choix à sa place et encore moins de décider quels partenaires il peut solliciter ou pas ». « Il y des partenaires qui ont

décidé de quitter le Mali pour se replier sur d'autres pays, il y a des zones qui sont abandonnées », avait fait valoir jeudi le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga.

Les négociations entre la junte et Wagner interviennent en effet au moment où la France a entamé une réorganisation de son dispositif militaire au Sahel au profit d'un présence resserrée, centrée sur les frappes ciblées contre les chefs et cadres jihadistes et l'accompagnement des armées locales. Les militaires français doivent quitter d'ici la fin de l'année les bases de Kidal, Tessalit et Tombouctou, dans le nord du Mali, et le nombre de troupes françaises déployées au Sahel devrait passer de plus de 5.000 hommes actuellement à « 2.500 ou 3.000 » d'ici 2023, selon l'état-major.

### ELECTIONS EN SUSPENS

Outre le dossier Wagner, les autorités françaises s'inquiètent du peu d'empressement des colonels, qui ont renversé le 18 août 2020 le président Ibrahim Boubacar Keïta, à organiser des élections pour rendre le pouvoir aux civils en février 2022. « Les dirigeants maliens veulent probablement prolonger la transition en dépit des engagements pris auprès de la Cédéao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) », craint-on à Paris. Dimanche, Florence Parly avait débuté sa tournée sahélienne par une halte à Niamey, où elle a rencontré le président nigérien Mo-

hamed Bazoum et son ministre de la Défense Alkassoum Indatou afin d'évoquer la transformation du dispositif militaire français.

Au Niger, la base aérienne projetée française de Niamey devrait prendre plus d'importance dans les mois à venir, sous réserve de l'accord du pays hôte, avec « des capacités de combat qui nous permettront d'intervenir dans toute la région », explique-t-on au ministère des Armées. Cette emprise de Niamey, où sont déployés 700 militaires français, accueille actuellement 6 avions de chasse et 6 drones armés français non loin de la zone dite des « trois frontières », aux confins du Mali, du Niger et du Burkina Faso.

Dans cette région régulièrement touchée par les attaques contre civils et militaires, la présence de groupes jihadistes affiliés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) ou à l'Etat islamique au grand Sahara (EI GS) s'est greffée sur des tensions qui existent de longue date entre communautés.

Dimanche, Mme Parly a tenu à rassurer sur la poursuite des efforts français au Mali et plus largement au Sahel malgré la réduction en cours des effectifs, alors que le départ américain d'Afghanistan fin août s'est soldé par le retour au pouvoir des talibans. « La France ne s'en va pas », elle « maintiendra son engagement pour accompagner les forces armées sahéliennes », a-t-elle souligné. « La situation reste précaire, nous savons que c'est un long combat ».

## En situation délicate sur la scène internationale La France, meurtrie

En optant pour une crise frontale avec les Etats-Unis après la perte d'un mega-contrat de sous-marins, la France fait un pari risqué, avec des alliés européens peu pressés de la soutenir et guère d'options à sa disposition. « Quand on entre dans une crise de ce type, il faut savoir par quelle porte on pourra en sortir », avertit Bertrand Badie, professeur de relations internationales à l'Institut de Sciences Politiques à Paris. Pour marquer sa colère, la France a rappelé son ambassadeur aux Etats-Unis, un acte sans précédent vis-à-vis de cet allié historique, de même que celui en Australie, pays à l'origine de la crise. « Il faudra bien qu'ils retournent à leur poste, surtout l'ambassadeur à Washington. Or on ne voit pas aujourd'hui quel type d'événement pourrait permettre ce retour sans que la France donne l'impression de céder ou de perdre la face », explique Bertrand Badie à l'AFP.

Paris ne décolère pas contre les Etats-Unis et l'Australie qui, en annonçant mercredi une alliance stratégique avec Londres pour contrer l'influence de la Chine, ont en même temps torpillé un contrat de vente de sous-marins français à la marine australienne pour plus de 50 milliards d'euros. Si le président Emmanuel Macron est resté silencieux, son chef de la diplomatie, Jean-Yves Le Drian, d'ordinaire peu expansif, tire à boulets rouges sur les trois contrevenants en des termes très peu diplomatiques plutôt rares. « Mensonge », « duplicité », « mépris »... Il leur reproche d'avoir dissimulé pendant des mois leurs négociations, dénonce une « rupture majeure de confiance » entre alliés de l'Otan et traite au passage le Royaume-uni de « cinquième roue du carrosse ».

### « UN COUP DUR »

Face à cette charge, doublée d'un silence

européen éloquent, la France se retrouve bien seule sur la scène internationale alors que s'ouvre cette semaine à New York l'Assemblée générale annuelle de l'ONU. Emmanuel Macron a choisi de ne pas s'y rendre, Jean-Yves Le Drian représentant la France. A Berlin, le gouvernement s'est borné à dire avoir « pris note » de la crise.

Avec les législatives allemandes du 26 septembre, la France sait qu'elle ne pourra guère compter dans l'immédiat sur Berlin. « C'est un coup dur pour la France. Il n'y a pas de sortie par le haut », considère Célia Belin, spécialiste des relations transatlantiques à la Brookings Institution. Dans cet imbroglio, « il faut exiger que les choses se terminent de manière légale et correcte avec les Australiens », précise-t-elle à l'AFP. L'escalade avec les Etats-Unis risque d'impacter plusieurs dossiers sauf à tenter de recoller rapidement les morceaux. « Ça peut être des gestes formels, symboliques, une rencontre, des propos très aimables, quelque chose qui vienne flatter la diplomatie française », juge Bertrand Badie.

Joe Biden a demandé à s'expliquer avec Emmanuel Macron, qui le prendra au téléphone dans les « prochains jours », selon le porte-parole du gouvernement français, Gabriel Attal. A ce stade, aucune rencontre bilatérale n'est prévue en marge de l'Assemblée de l'ONU à New York entre le chef de la diplomatie française et ses homologues américain Antony Blinken et britannique Liz Truss.

### LA COLÈRE, MAUVAISE CONSEILLÈRE ?

Une réunion des ministres français et britannique de la Défense, prévue cette semaine, a été annulée à la demande de Paris. « On a le droit d'être en colère (...) Mais le risque pour la France c'est que ce soit la colère qui la



guide », pointe François Heisbourg, de la Fondation pour la Recherche stratégique (FRS) à Paris. Parmi les sorties de crises possibles, l'Australie pourrait louer des sous-marins nucléaires d'attaque à la France en attendant que les Etats-Unis lui en fournissent, suggère-t-il. Le contrat initial portait sur des sous-marins à propulsion diesel. « Après un carroufel comme ça, il est très important que les Français se concentrent sur l'Europe et s'assurent une solidarité européenne », estime Célia Belin. Loin de ses promesses de début de mandat, Joe Biden a déjà plusieurs fois bousculé ses partenaires européens, de l'annonce unilatérale du retrait d'Afghanis-

tan au maintien de frontières fermées pour les voyageurs européens en raison de la pandémie de Covid-19.

« Mais l'Europe n'a jamais été autant divisée sur ses options de politique étrangère » et sur sa relation avec Washington, observe Bertrand Badie. Pour les Européens de l'Est, le salut face à la Russie ne peut passer que par les Etats-Unis. L'Allemagne reste aussi soucieuse de ménager l'allié américain. Ces positions vont à l'encontre de l'autonomie stratégique de l'Europe réclamée par le président Macron dont le pays prendra la présidence de l'Union européenne au premier semestre 2022.



## La vocation politique de la religion est inscrite dans sa genèse

Par Khider Mesloub

Suite et fin

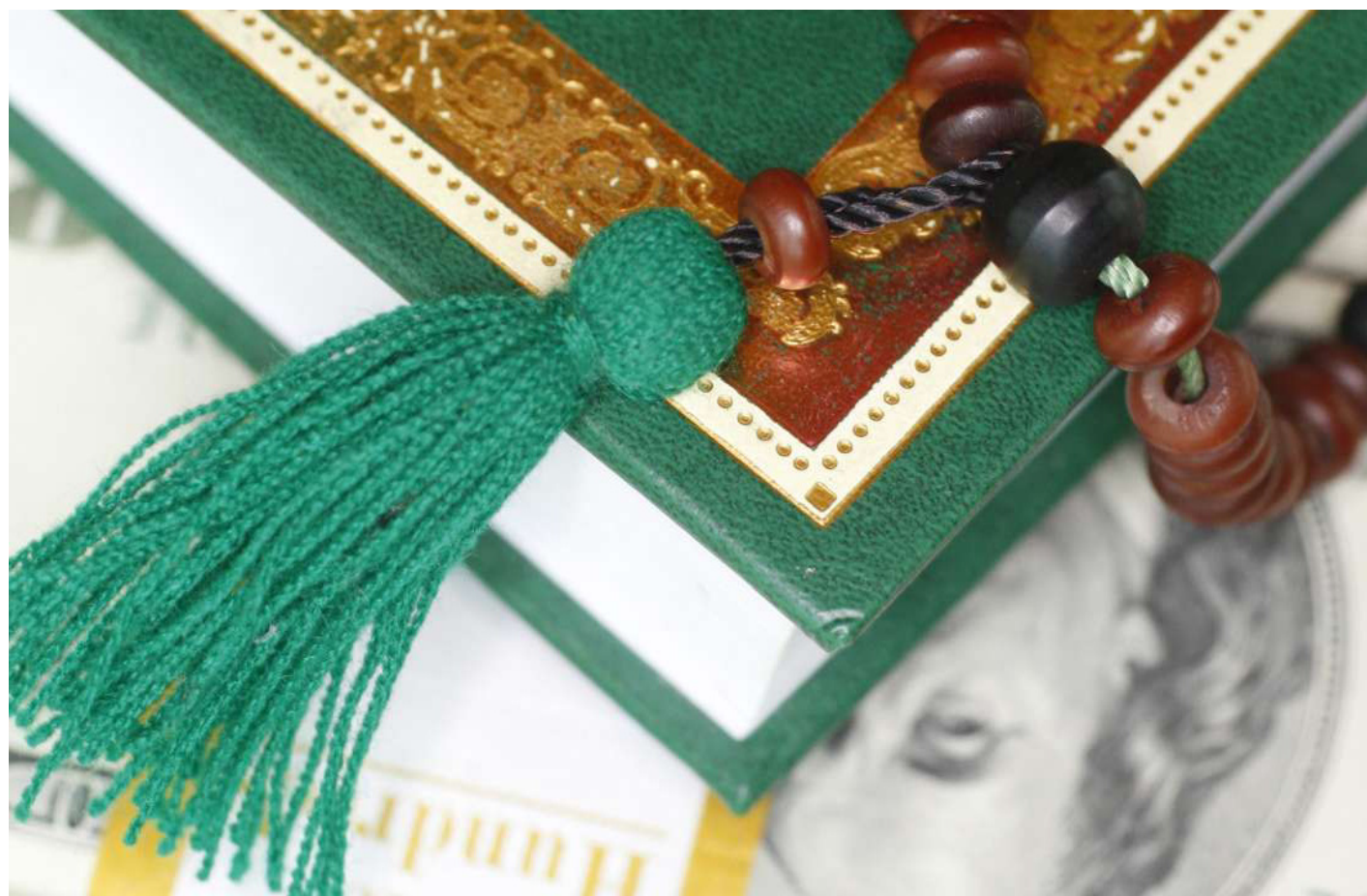
Une chose est sûre : les hommes de la période du paléolithique étaient dépourvus de tout sentiment religieux. La preuve scientifique a été administrée par l'absence des monuments funéraires et le caractère réaliste de l'art des sociétés de l'époque paléolithique. Les religions, quelles qu'elles soient, n'engendrent, comme objets d'art, que des monstruosité, des difformités, des extravagances, ou le rejet radical de tout Art.

Au reste, comme l'a écrit Freud, la religion est une forme de névrose. Quand on sait que la névrose est marquée par la disparition des sentiments sociaux et la prédominance des tendances sexuelles, et surtout le refoulement au second plan du monde réel, on comprend mieux les ravages (psychologiques, sociaux, politiques) que peut provoquer la religion en matière cognitive, comportemental et économique. Cognition, comportements et économie condamnés à demeurer au stade primaire du développement humain. À cet égard, il n'est pas inutile de souligner que pour la religion, ennemie du raisonnement et des sciences, le sage n'est point celui qui exerce sans trêve sa Raison et son imagination créative, mais celui qui se soumet aveuglement en tous points aux exigences de la foi, au dogme indiscuté et indiscutable.

En résumé, le sage n'est pas celui qui emploie sa Raison sans trêve, mais celui qui rêve sans Raison, se contente d'imaginer sa vie par la croyance dans l'autre divin monde auréolé de toutes les félicités, pour éviter de penser au développement de son être social dans ce bas monde méprisé avec foi.

À cet égard, la religion craint au plus haut point la nouveauté, l'innovation, le doute, le questionnement philosophique ; elle a peur de l'inconnu, du changement, des transformations (surtout sociales : la religion est le meilleur rempart des classes dominantes). Elle n'a confiance que dans son univers mystérieux ritualisé et sanctifié, dans ses rites traditionnels sacralisés, parce qu'elle en connaît les puissances mystiques, elle en maîtrise les symboles mythiques. Aussi, n'est-il pas surprenant que la religion, puissance conservatrice et force d'inertie, érige la Tradition en maîtresse divine de la vie sociale, le Dogme en maître déifié des relations sociales réduites à leur plus simple expression coutumière et ascétique.

La religion est l'alliée naturelle des classes dominantes. La religion est née avec les sociétés de classes. De même la croyance en Dieu émerge avec la division de la société en classes antagoniques. Quoi qu'il en soit, si les croyances de type mystique sont très anciennes, en revanche, la croyance en un dieu date de l'époque de la naissance de la royauté. Pour croire en un Roi du ciel (Dieu), les hommes ont dû d'abord connaître un roi sur terre. «L'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle est capable de résoudre», affirmait Karl Marx. À la question de la nouvelle existence problématique de la classe aristocratique royale dressée sur la population jusque-là évoluant dans une société primitive égalitaire sans classe sociale, il fallait trouver une solution (subterfuge) pour justifier et légitimer idéologiquement cette nouvelle forme de pouvoir dominant tyrannique : la sacraliser au moyen d'un esprit supranaturel créé à l'image du nouveau roi temporel ; le Dieu tout-puissant éternel. Le roi incarne Dieu sur terre, et Dieu est le roi désincarné au ciel. Qui vénère dieu révère le roi. Le roi est aussi puissant et omniscient que Dieu. Son pouvoir est sacré. Qui craint Dieu craint le Roi. Qui attend à l'honneur du Roi blasphème Dieu. Ainsi,



toute autorité royale est établie par Dieu, pour le bien de ceux qui lui sont soumis.

Paradoxalement les deux entités sont royalement installées au firmament des galaxies gouvernementales : Dieu trône au Ciel dans sa voute céleste éloigné du globe oculaire de ses adeptes incurieux, protégé de l'indiscret regard profane des disciples de la curiosité scientifique fondée sur la preuve ; le Roi règne dans ses fastueux palais inaccessibles au commun des mortels, à l'abri de la proximité et promiscuité des masses populaires asservies à son pouvoir contesté et indiscuté : preuve de sa divine supériorité ou gage de sa sécurité personnelle, susceptible d'être détrôné ?

Il n'est donc pas étonnant que les rois et les dieux aient eu partie liée depuis toujours, les premiers sont censés incarner le pouvoir indiscuté des dieux sur terre. Pas étonnant non plus qu'ils aient tendance à chuter en même temps. L'extinction de la monarchie entraîne la mort de Dieu. Néanmoins, il convient de nuancer le propos. Étant entendu qu'aujourd'hui encore, si la royauté s'est partout effondrée, Dieu règne encore sur certains peuples passionnément entichés de servitude volontaire. Les religions persistent à régner royalement sur les esprits de nombreux individus avides de soumission confessionnelle et d'aliénation professionnelle. Les hommes ne sont toujours pas maîtres de leur destin. Tout se passe comme s'ils aiment, par une forme de docilité moutonnaire, soumettre leur destin à des maîtres (à penser) pour conduire (en laisse) leur vie. Rien de surprenant pour des hommes nourris des siècles durant de religions de la soumission, d'idéologies de la résignation à l'ordre existant. Il y a une convergence entre les doctrines religieuses de la soumission à Dieu et les idéologies politiques et sociales de la résignation au Pouvoir.

Comme l'avait écrit le romancier et essayiste Henry de Montherlant : «La religion est la maladie honteuse de l'humanité. La politique en est le cancer». Les deux s'alimentent à la source de l'ignorance et de la servitude.

Au reste, l'Église sanctifie l'esclavage, donc l'asservissement au maître. Dans l'Évangile, Timothée 6.1-2, il est explicitement écrit : «Que tous ceux qui sont sous le joug de l'esclavage regardent leurs maîtres comme dignes de tout

honneur [...] Et que ceux qui ont des fidèles pour maîtres ne les méprisent pas, sous prétexte qu'ils sont frères ; mais qu'ils les servent d'autant mieux». L'apôtre Paul déclare : «Exhorte les serviteurs à être soumis à leurs maîtres, à leur plaire en toutes choses». Cette règle s'applique en particulier aux femmes invitées à se soumettre à leurs maîtres, autrement dit leurs maris : «les femmes aussi doivent l'être à leur mari en toutes choses» (la soumission de la femme était la règle dans le monde chrétien, même si, aujourd'hui, la majorité des Occidentaux se gausse de la misogynie des musulmans). Au vrai, la religion a été inventée pour justifier et légitimer toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Pour revenir à l'aspect historique, si la figure de Dieu a été modelée sur celle du Roi (pourtant de tous les pouvoirs, auréolé de toutes les vertus) il en va de même des autres manifestations de la croyance religieuse. Il en est ainsi au plan du Pouvoir. Si l'apparition de la royauté a constitué un bouleversement radical dans le mode de direction de la société, auparavant dirigée sur un mode collectif tribal égalitaire, cette révolution institutionnelle monarchique a été suivie d'un bouleversement tout aussi radical sur le plan religieux, incarné par l'apparition d'un personnage unique, Dieu. Ainsi, historiquement, Dieu est l'enfant du Roi. La création du Dieu unique est l'œuvre de la royauté inique.

De manière générale, l'idéologie religieuse reflète toujours les bouleversements sociaux. La plus grande révolution sociale est certainement le passage de l'homme prédateur de la nature à l'homme créateur de sa production. En effet, les deux époques marquées par deux «civilisations» radicalement divergentes ont façonné deux mentalités religieuses totalement différentes. À la première civilisation paléolithique fondée sur la cueillette et la chasse exercée sur une nature dominant l'homme, a correspondu les croyances animistes. Pour nos ancêtres dominés par les forces de la nature, derrière chaque espèce végétale, minérale, animale, se dissimule un Esprit. Nos ancêtres primitifs étaient plus matérialistes. Ils croyaient aux pouvoirs des éléments de la nature. Chaque élément de la nature était doté, selon nos aïeux les terriens, d'un Esprit (créateur). Leur polythéisme était plus rationnel et matérialiste que nos monothéismes magiques et ésotériques enfantins et

infantiles, inventés par les classes régnautes et royales pour légitimer leur pouvoir de domination. Le polythéisme est plus «démocratique» que le monothéisme, car il admet la multiplicité des croyances, la diversité des Dieux (il n'est pas surprenant que la Démocratie soit née dans la péninsule grecque, célèbre pour son polythéisme). Le Dieu unique est par essence despotique : il n'admet aucun concurrent, aucun rival, aucune diversité de croyances (à l'image du Roi (ou dictateur) s'imposant comme unique gouvernant). Le Dieu unique est adapté (et adopté) aux sociétés où règne la domination d'une classe tyrannique. Pour justifier la soumission à un seul Dieu, Jésus a employé un argument tiré de la réalité de sa propre société fondée sur l'esclavage : «Nul serviteur ne peut servir deux maîtres. Car, ou il haïra l'un et aimera l'autre, ou il méprisera l'un et s'attachera à l'autre. Vous ne pouvez servir Dieu et Mammon». S'il est impossible de servir deux maîtres, à plus forte raison il est impossible de servir de dieux (Mammon désigne le dieu de la richesse).

Avec la révolution néolithique, matérialisée par l'invention de l'agriculture, la domestication des animaux, la création de l'artisanat, et la naissance de la ville et de l'écriture, l'homme devient maître de la nature et donc artisan de sa vie. À cette civilisation technicienne, façonnée par l'esprit de l'homme, a correspondu la religion du producteur tout puissant incarné par Dieu (image inversée de l'homme soumis au règne des nouveaux maîtres du pouvoir, les propriétaires d'esclaves, puis les patrons industriels).

Dieu, roi (président), patron, trois entités identiques dressées sur la masse des peuples pour les dominer, les soumettre, les exploiter, les aliéner. L'homme produit Dieu dans son cerveau. Dieu est le reflet de ses besoins individuels, de son fonctionnement cérébral, conscient et inconscient, corollaires des rapports sociaux au sein desquels est inscrite sa vie sociale. Ainsi, l'homme producteur et créateur a un Dieu producteur et créateur. En revanche, l'homme prédateur de la nature n'avait même pas un mot pour concevoir la notion de «création» (pour lui chaque élément de la nature est l'œuvre de sa propre création animée par un Esprit immanent). Aucune transcendence à l'œuvre de la création (de la nature). Donc aucune religion.

Suite en page 7



## La vocation politique de la religion est inscrite dans sa genèse (2/2)

Suite de la page 6

Avec la révolution néolithique, il en découle le passage de croyances fondées sur l'appartenance à la nature (animisme, totémisme) à des cultes fondés sur une création de la nature par un Esprit (Dieu), en vérité propriétaire d'esclaves ou patron déifiés. On passe de l'immanence de l'esprit à l'esprit de transcendance. L'esprit est expulsé de la nature créatrice vers le ciel des nouveaux maîtres de la terre, trônant dans les palais royaux et sacerdotaux.

Cette expulsion de l'esprit animant la nature sacrée nourricière trouve sa justification dans le nouvel ordre de production destructeur de la nature, entamé à l'époque néolithique. L'exploitation féroce et effrénée de la nature exige sa désacralisation. La nouvelle classe dominante esclavagiste désacralise la nature pour la soumettre à son esprit de prédation, à son culte profanateur productiviste mercantile. Au même moment où elle désacralise la terre, livrée désormais à une surexploitation effrénée, à la rapacité insatiable des propriétaires d'esclaves, elle sacralise le Ciel pour offrir une nouvelle religion consolatrice (compensatoire) aux femmes et hommes nouvellement réduits en esclavage, supporter leurs souffrances laborieuses contraignantes et aliénantes.

On connaît la suite de l'histoire productiviste de l'économie (agriculture intensive, déforestation, extraction des énergies fossiles). Depuis le néolithique, la nature a été totalement exploitée, et avec le capitalisme elle sera bientôt définitivement épuisée. Grâce à cette désacralisation, la nature a été vidée, au sens figuré et au sens propre du terme, de sa substance (matérielle et spirituelle), exploitée à outrance par les nouvelles classes mercantiles (propriétaires d'esclaves puis les industriels capitalistes). Depuis lors, la terre est devenue l'objet de toutes les destructions pour assouvir la faim inépuisable du dieu argent.

Ce dieu argent, nouveau totem des créatures méprisables de notre civilisation marchande.

Pareillement, la religion ne s'élève jamais au-dessus de la société. La religion ne reflète que l'idéologie dominante de la société à l'origine de la fondation de cette religion. Une société fondée sur l'ethnie produit une religion ethnique. Il suffit de lire l'Ancien Testament pour s'en convaincre qu'il a été écrit par et pour un peuple d'élèves. Une société où la femme est dominée produit une religion misogyne, comme l'islam, même si les musulmans prétendent le contraire. La lecture du Coran et la réalité quotidienne se chargent de démentir leurs élucubrations sur l'islam prétendument émancipateur de la femme : sourate Al Baqarah-223. « Vos épouses sont pour vous un champ de labour ; allez à votre champ comme [et quand] vous le voulez et œuvrez pour vous-mêmes à l'avance » ; le verset 34/38 de la sourate 4 : « Les hommes sont supérieurs aux femmes à cause des qualités par lesquelles Dieu a élevé ceux-là au-dessus de celles-ci, et parce que les hommes emploient leurs biens pour doter les femmes. »

Les femmes vertueuses sont obéissantes et soumises ; elles conservent soigneusement pendant l'absence de leurs maris ce que Dieu a ordonné de conserver intact. Vous réprimandez celles dont vous avez à craindre l'inobéissance ; vous les relèguerez dans des lits à part, vous les battez ; mais aussitôt qu'elles vous obéissent, ne leur cherchez point querelle. Dieu est élevé et grand ».

Dans cette glorification de la soumission tous azimuts, la femme, symbole de la sensualité, incarnation de l'amour, doit impérativement être as-

sujetie (pour éviter l'amollissement de la société patriarcale violente, la dévirilisation de l'homme pétri de religiosité belliqueuse symbolisée par la divinité masculinisée : Dieu ; l'adoucissement et l'humanisation des mœurs rustiques diffusées par cette religion phallocratique), et donc être reléguée au rang d'être subalterne. Il n'est pas surprenant de relever que les termes « misogynie », « sexisme ou machisme » n'existent pas dans la langue arabe. Et pour cause.

Une société dominée par le mode de production esclavagiste produira une religion légitimant l'esclavage, comme dans le judaïsme (il n'est donc pas étonnant que les sionistes s'appuient sur leur Thora pour justifier et légitimer leur entreprise colonialiste en Palestine).

Une société désespérée par l'échec d'une tentative de transformation sociale écrasée dans un bain de sang, produira une religion de la peine et de la consolation mystique dans l'isolement et la renonciation (comme c'est le cas de nombreuses sectes apocalyptiques ayant émaillé l'histoire). Une société dans laquelle une classe, autrefois opprimée, se voit devenir dirigeante produira une croyance qui justifie ce nouveau mode de fonctionnement social, comme c'était le cas pour le protestantisme face au catholicisme (on peut y inclure cette doctrine religieuse sécularisée nommée « stalinisme, nouvelle religion laïcisée - « athéisée » - d'une classe bureaucratique fraîchement arrachée à sa basse condition sociale paysanne, soudainement hissée au pouvoir par la grâce d'une révolution, qui dissimule son nom de révolution bourgeoise antiféodale).

À l'évidence, toute religion est politique. Toute l'histoire des religions nous le prouve. Aucune religion n'échappe à cette dimension politique inscrite dans son culte. De surcroît, au cours de l'histoire, la religion a toujours servi d'instrument d'asservissement pour les classes exploiteuses. Plus fondamentalement, toutes les religions sont expansives, se proclament « universelles », euphémisme pour désigner leur politique impérialiste. Le christianisme, à ses débuts, durant plus de trois siècles, a été une religion des opprimés. Émanation du judaïsme, cette nouvelle religion s'est bâtie contre la dépravation de la classe privilégiée juidaïque alliée des Romains. La religion naissante chrétienne voulait révolutionner la société par la fin des injustices. C'est pourquoi elle a été condamnée et persécutée à la fois par la classe parasitaire sacerdotale rabbinique et les classes régnantes romaines. Par son message d'amour pour les opprimés, elle déclarait la guerre aux classes régnantes exploiteuses. Persécutée trois siècles durant par les Romains, elle a fini par être récupérée par le pouvoir romain décadent menacé d'effondrement.

En effet, à la faveur de la crise de l'empire romain envahi de toutes parts par des hordes de « barbares », l'empereur Constantin se résolut à se convertir au christianisme, pour se concilier sa population opprimée menaçante progressivement christianisée. Dès lors, le christianisme devint la religion (politique) officielle des classes régnantes aristocratiques européennes. L'Église s'installa au pouvoir. Elle se dota d'une papauté alliée de la royauté.

Ce tandem politico-religieux dominera le monde chrétien européen durant presque mille cinq ans. Ainsi, cette religion des opprimés se métamorphosera-t-elle, une fois intégrée dans les palais royaux, en religion politique impérialiste des souverains pontificaux et royaux.

L'Église a régné sur les âmes pour mieux dominer le corps de ses ouailles. Elle s'est nourrie du sang

christique de ses adeptes, réduits en serfs producteurs des richesses accaparées par les institutions ecclésiastiques et nobiliaires. En outre, elle s'est livrée, en association avec les souverains royaux, à une politique d'impérialisme sous couvert de guerres de religion désignées sous le nom de Croisades. Elle a légitimé et béni les conquêtes colonialistes entreprises par le capitalisme naissant. Elle a religieusement cautionné et glorifié l'esclavage des Noirs. Elle a lâchement béni par son silence complice l'entreprise guerrière et exterminatrice des régimes impérialistes (Français, Britannique, Allemand, Américain).

L'islam n'est pas mieux loti. Dès sa naissance, il a affiché sa volonté d'expansionnisme territorial, son prosélytisme belliqueux, sa nature impérialiste, en résumé : ses véritables ambitions politiques colonialistes et dominatrices. Cette religion, née dans le sable, bâtie par le sabre, en moins de deux décennies, a conquis par la force et converti par la contrainte plusieurs pays. Qui plus est, comme le christianisme, toute son histoire a été jalonnée de guerres et de conflits de pouvoir. Quasiment tous les successeurs du prophète Mohamed ont été assassinés par leurs proches collaborateurs dévorés d'ambitions politiques. La religion leur a servi de tremplin pour assouvir leur soif de pouvoir.

L'islam s'est propagé par la force, avec comme fondement l'appât du gain, galvanisé par l'esprit du lucre, non par la conviction religieuse ; par l'invasion guerrière des territoires, non par la conquête spirituelle des cœurs. Il ne faut pas oublier que les habitants des pays conquis devaient s'acquitter d'un impôt, payer un tribut. C'est pour échapper à cette imposition forcée qu'ils préférèrent se convertir à la nouvelle religion conquérante. Ainsi, la violence en islam imprègne sa politique culturelle et culturelle dès sa fondation.

L'islam, surgi accidentellement, tel un volcan soudainement en éruption, dans une société tribale marquée par la violence, demeure toujours prisonnier de l'esprit politique dominateur et expansionniste qui a présidé à sa fondation.

Dans sa genèse comme aujourd'hui, historiquement l'islam a été fondé par l'esprit de conquêtes et l'ambition de la puissance de l'argent. Récemment, Daech ne s'était-il pas imposé et enrichi grâce aux butins de guerre (comme aux temps de la fondation de l'islam) et au contrôle du pétrole, du gaz, la vente des femmes. Le pouvoir islamique, dans sa phase d'expansion politique, s'est bâti sur l'esprit de domination plus que le respect des hommes. Dès les premiers temps de l'islam, les califes avaient soumis les opposants et banni ou condamné toute personne tentée par le questionnement du fonctionnement de la société et du pouvoir. Car, selon le pouvoir islamique, seul Dieu, par le biais de ses représentants terrestres auto-proclamés, peut réfléchir sur l'organisation de la société et définir les normes morales organisations. Dans la société islamique, le croyant n'a rien à compléter, à modifier, à transformer. Il doit se contenter d'obéir aux préceptes dictés par le texte sacré et ses gouvernants sacralisés.

De nos jours, l'islam s'est encore d'amplement dévoyé par sa politisation extrémiste. Nul besoin de retracer en détails les ravages de l'islam politisé ou de la politisation de l'islam actuellement en œuvre dans tous les pays musulmans, renouant ainsi avec ses orientations belliqueuses originelles, ses mœurs guerroyantes de sa genèse, de sa tribale jeunesse. Qu'il nous suffise de rappeler les points saillants suivants. Sa volonté totalitaire de régenter la vie de son adepte depuis le berceau jusqu'à la

tombe, dans ses moindres attitudes, illustre sa nature foncièrement despotique. L'islam a toujours été l'allié objectif des dictatures politiques, des despotismes culturels, des totalitarismes sociétaux. Il faut vivre dans un pays musulman pour mesurer le poids de son absolutisme autocratique. Ennemi de la liberté de conscience, de la liberté d'expression, l'islam obère tout progrès de développement démocratique et économique. Sa focalisation obsessionnelle pour les préceptes du passé lui fait oublier les principes progressistes du présent et ignorer totalement la nécessité d'élaborer la planification du futur. Cette religion de l'autruche se voile la face pour ne pas avoir à devoir affronter la réalité, à bâtir une existence laborieuse fondée sur la production de l'être social terrestre fondé sur le travail, et non sur la spéculation spirituelle accomplie dans la prosternation devant les puissants, ces dieux terrestres, incarnation du Dieu céleste, extasiés d'être révévés avec autant de servitude volontaire religieusement ployée et déployée.

Au sein de la société islamique, le moi, autrement dit la mentalité de l'homme musulman, conditionnée et psychologiquement structurée par la religion, n'est pas déterminé par son monde intérieur, mais par les textes coraniques et l'influence omnipotente de la communauté.

Dans la culture musulmane, la société ordonne à la conscience de l'individu d'accomplir une unique mission : se soumettre scrupuleusement au texte coranique. Ainsi, être musulman signifie abdiquer son individualité pour se dissoudre dans la communauté. En islam, il n'y a pas de subjectivité.

Cependant, il en était ainsi du judaïsme et du christianisme (y compris sa variante orthodoxe) du temps de leur règne despotique et meurtrier sous le féodalisme triomphant. C'est l'expansion du mode de production capitaliste dans les pays occidentaux qui a relégué ces religions à un rôle subalterne, périphérique, d'assistant des basses œuvres du capital triomphant. Le retard économique du monde arabe et d'autres peuples du Tiers-monde féodal (primitif, paysan colonisé) explique seul la prévalence et la pérennisation de cette mystique religieuse archaïque. Et la résurgence du djihadisme ne constitue qu'une réaction de survie de la part des anciennes classes dominantes archaïques que le grand capital international instrumentalise pour servir ses intérêts et ralentir le développement économique de ces pays pourvus d'importantes richesses naturelles, convoitées par les puissances impérialistes.

Pour ce qui est de l'Algérie, l'islam radical est apparu au lendemain de l'indépendance de l'Algérie. Il n'est pas inutile de noter d'emblée la congruence historique entre la naissance de l'État-nation algérien et le surgissement de l'islamisme (objet de notre prochain texte). En effet, on ne peut pas comprendre et expliquer l'apparition de l'islamisme sans l'inscrire dans le prolongement de la fondation de l'État algérien. Sans édification de l'État algérien, pas d'enfancement de l'islam radical. Sans structures étatiques éducatives et médiatiques instituées au lendemain de l'indépendance, l'islamisme n'aurait jamais vu le jour.

Il serait demeuré dans la nuit de ses ténébreuses et sages pratiques locales – tribales. En résumé, durant des siècles, les Algériens observaient un islam traditionnel villageois fondé sur la tolérance. Une fois l'Algérie indépendante, l'islam se politise ou plutôt la politique s'islamisme, comme il est de coutume dans un pays musulman où la religion est érigée en religion d'État et l'État en religion, sacralisé comme une déité devant la-

quelle le peuple doit se prosterner. L'islam a toujours été instrumentalisé par les successifs régimes algériens aux fins d'asservissement du peuple et de dévoiement de la politique. L'islam a été délibérément introduit dans l'espace politique pour contrer les forces oppositionnelles bourgeoises et socialistes progressistes.

De toute évidence, l'institutionnalisation de la religion s'est traduite par la régression de sa dimension tolérante et de sa « mission spirituelle ». L'islam est devenu un simple instrument politique au service des États musulmans despotiques.

Le judaïsme, religion minoritaire millénaire, était au XIX<sup>ème</sup> siècle, à la faveur de l'émancipation des Juifs opérée en Europe, en voie d'extinction. En effet, par son émancipation, une grande majorité de Juifs s'était intégrée, voire totalement assimilée à sa société d'accueil », son pays « adoptif » (la France, l'Allemagne, l'Autriche, l'Angleterre, les États-Unis, etc.). Cette religion opprimée, de tout temps « apolitique », dépourvue de toute dimension universelle (car elle ne s'adonne plus au prosélytisme), et donc de toute ambition de domination, va se fourvoyer dans l'impérialisme européen triomphant du XIX<sup>ème</sup> siècle, et se dévoyer dans la religion colonialiste et raciste prépondérante à l'époque (le christianisme sous toutes ses variantes totalitaires chapeauté par le capitalisme triomphant). Tout se passe comme si, devant le déclin de l'empire du judaïsme sur ses ouailles converties au capitalisme libéral et libre penseur, réalité illustrée par l'éloignement de la religion ou conversion au protestantisme ou au catholicisme d'une importante frange judaïque, les instances rabbiniques politisées, soucieuses de stopper l'hémorragie religieuse, ont confectionné un dérivatif politique pour réanimer la foi juive au moyen d'une entreprise impérialiste de création d'un foyer juif sur la base du mythe d'une ancienne nation juive détruite.

C'est la naissance du sionisme, antithèse du judaïsme pacifique millénaire, le début de la religion judaïque dévoyée vers un projet politique raciste colonialiste issu de l'impérialisme européen. La suite, tout le monde la connaît : la fondation coloniale de la Palestine par des sionistes, justifiée et légitimée au nom de l'irrationnel et fallacieux « droit de réappropriation » du sol palestinien effectivement habité durant l'Antiquité par des populations sémites disparates de confession judaïque, mais converties ultérieurement, au fil des siècles et des vicissitudes de l'histoire, au christianisme, puis à l'islam, devenues ainsi palestiniennes (ironie de l'histoire, les protagonistes instigateurs du mouvement sioniste, citoyens européens, américains ou autres, n'appartiennent absolument pas au rameau « racial » sémitique, autrement dit ce ne sont pas des sémites, mais issus des populations turcophones (les Khazars) d'Asie Centrale, converties tardivement au judaïsme, conversion opérée à partir du VII<sup>ème</sup> siècle ; et les populations établies en Palestine, aujourd'hui arabes et musulmanes et moins tardivement chrétiennes, sont les véritables descendantes des multiples tribus antiques de confession judaïque, autrement appelées Juifs).

Rien de nouveau sous le Ciel de Dieu, de Yahvé ou d'Allah : la politique poursuit sa voie serpenteuse au service de la religion, et la religion poursuit sa route tortueuse au moyen de la politique.

« Le degré d'inhumanité d'une religion en garantit la force et la durée : une religion libérale est une moquerie ou un miracle. »

Emil Michel Cioran.

Khider Mesloub



## Projet de transfert des eaux à partir du barrage Kef Eddir à Tipasa Les délais de réalisation réduits à 21 mois

**Le ministère des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique a annoncé lundi dans un communiqué la réduction des délais de réalisation du projet de transfert des eaux à partir du barrage de Kef Eddir (W. Tipasa) à 21 mois au lieu de 27 mois fixés initialement.**

La décision a été prise au terme d'une réunion de travail qui a regroupé, la semaine dernière au siège du ministère, le secrétaire général du ministère, le directeur général de l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT), et le président directeur général (Pdg) de l'entreprise en charge du projet "Cosider Canalisations", en présence de cadres centraux du ministère, de cadres de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL), de l'Organisme national de contrôle technique de la construction (CTC), et du directeur des ressources en eau de la wilaya de Tipasa.

Cette décision intervient en application des instructions du ministre des Ressources en eau et de la sécurité hydrique, Karim Hasni visant à accélérer le rythme de réalisation du projet", selon le communiqué.

Ce projet "d'envergure" prévoit la réalisation de 110 km linéaires de canalisations, 14 stations de pompage, 13 réservoirs d'une capacité de 140 000 m<sup>3</sup>, outre une station de transfert des eaux d'une capacité de production de 210 000 m<sup>3</sup>/jour, devant être réceptionnée en trois étapes, favorisant chacune la production et le transfert de 70 000 m<sup>3</sup> d'eau/jour pour assurer l'approvisionnement des citoyens en eau potable, ajoute le document.

La réception de ce projet se fera en deux phases à partir de 2022, la première phase prévoit la réalisation de la principale station de pompage, d'une canalisation de transfert des eaux vers le réservoir principal assurant l'approvisionnement des communes de Beni Mileuk et Damous (Tipasa). La deuxième phase concernera le raccordement du principal réservoir de la commune de Damous à celui de Sidi Moussa, commune de Nador en passant par la principale station

de pompage dans la commune de Sidi Ghiles, d'une capacité de production de 100 000 m<sup>3</sup>/jour, précise le ministère.

L'entreprise en charge du projet "Cosider canalisations" s'est engagée à mener les travaux de génie civil des réservoirs et de la station de traitement début octobre prochain.

L'approvisionnement du projet notamment en canalisations en fonte est en cours actuellement, à la faveur d'un marché conclu avec l'entreprise publique "ANABIB".

Concernant les améliorations techniques à exécuter à court terme, elles concernent les communes du centre et de l'ouest de la wilaya de Tipasa, a fait savoir la même source, ajoutant que ces modifications interviennent dans le cadre du schéma directeur confié à "SEAAL".

Il sera procédé également au lancement de la réalisation de 60 km linéaires de canalisations pour le transfert des eaux du barrage Kef Eddir à la station de traitement de la commune de Sidi Amar afin d'approvisionner les communes de Tipasa, Sidi Ghiles, Sidi Amar, Menaceur, Hadjout, Merad et Nador.

Ce "projet à vocation régionale" profitera aux wilayas d'Ain Defla et Chlef (communes d'Oued Goussine, Breira, Beni Haoua) et couvrira les besoins de 58 localités rurales dans les communes de Damous, Larhat, Beni Mileuk, Cherchell, Gouraya, Messelmoun, Aghbal, Hadjret Ennous, Sidi Semiane, Sidi Moussa et Nador. Dans le cadre du marché conclu avec "Cosider Canalisations", il sera procédé au raccordement de trois puits dans la commune de Messelmoun pour alimenter la commune de Sidi Ghiles en eau potable, "et ce avec la pose de 10 km linéaires de canalisations en raison du déficit enregistré actuellement dans les eaux superficielles (barrage Boukerdane).

### LAGHOUAT

#### Des projets pour Oued Morra

Des projets de divers secteurs ont été mis en service dimanche dans la daïra d'Oued Morra, wilaya de Laghouat, dans le but d'améliorer les conditions de vie de la population et répondre à leurs attentes. Les opérations consistent en l'inauguration de deux classes d'extension à l'école "Sabba Abdennabi" et la mise en exploitation d'un forage dans la zone de Guelta El-Hamma et des réseaux de gaz naturel et d'assainissement au profit de la zone d'El-Ghorfa, dans la commune d'Oued Morra.

Mettant à profit sa sortie dans la daïra, le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai, s'est enquis aussi des préparatifs de la nouvelle rentrée scolaire, lors de son inspection du lycée "Attia Ahmed" et du collège

"Benameur Youcef" dans la région de Djeddar. La commune d'Oued M'zi, relevant de la même daïra, s'est vu accorder, pour sa part, un projet de réalisation d'une salle de soins au profit de la zone d'ombre de Madena, d'une école primaire baptisée du nom du "Chahid Tahar Ziani" et d'un collège portant le nom du "Chahid Ahmed Abassi". Le chef de l'exécutif de la wilaya de Laghouat a pris connaissance lors de cette sortie des doléances de la population liées notamment à l'amélioration de leurs conditions de vie, et a saisi l'opportunité pour donner des instructions en vue de rattraper, en prévision de la rentrée scolaire, les carences relevées au niveau des établissements pédagogiques de la daïra d'Oued Morra.

### ALGER

#### La SDE fait son bilan

La Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Bologhine pour la Région de distribution d'Alger (RDA) a enregistré 189 cas d'agression sur les réseaux de distribution du gaz depuis début 2021, en raison du non-respect du périmètre de protection par les citoyens et des travaux en cours, a indiqué dimanche un communiqué de la direction (SDA, filiale de Sonelgaz). La direction a enregistré «des agressions répétées et quasi quotidiennes contre les installations électriques et du gaz en raison du non-respect du périmètre de protection par les citoyens et les travaux en cours. Ainsi, depuis le début de l'année jusqu'en septembre, 189 cas d'agression contre les réseaux de distribution d'électricité et de gaz ont été enregistrés», a précisé la même source. La direction a recensé 131 cas d'agression sur le réseau de distribution de gaz naturel et

58 cas d'agression sur le réseau de distribution d'électricité.

Ces agressions «affectent négativement» la qualité et la continuité du service fourni aux clients, outre les pertes matérielles qu'elles engendrent à la direction notamment la quantité d'énergie distribuée et les coûts de réparation des dommages laissés par ces agressions au niveau des réseaux de distribution d'électricité et de gaz, sans parler des dangers sur la «sécurité» des personnes et des biens, ajoute la même source. Concernant les causes de ces agressions, la SDA à Bologhine a expliqué que les travaux de forage à proximité des installations de distribution d'électricité et de gaz sont à l'origine des pannes électriques enregistrées à hauteur de 30%, alors qu'ils représentent 70% des pannes du gaz, soulignant qu'il s'agit d'un problème qui lui coûte un «budget non négligeable»

pour assurer le réapprovisionnement des clients en ces deux substances vitales.

Face à cette situation, et au vu de l'intervention accrue des équipes techniques pour réparer les pannes résultant de ces agressions, la direction a déposé plus de 62 plaintes auprès des autorités judiciaires. Enfin, en regardant les chiffres et les statistiques, la direction explique que ces statistiques montrent clairement l'impact de l'agression sur les réseaux électriques et de gaz sur la qualité du service public et sur le budget de la société en raison du non-respect du périmètre légale de protection, selon ce qui a été précisé dans l'arrêté ministériel conjoint du 14 juin 2011, définissant le périmètre de protection autour des installations et des infrastructures de transport et de distribution d'électricité et de gaz et les conditions et modalités de son exploitation.

#### La Semaine de l'Indonésie

Le coup d'envoi de la «Semaine de l'Indonésie 2021» a été donné dimanche à Alger avec une exposition polyvalente à l'image de la grandeur de l'histoire et des multiples facettes culturelles du «plus vaste archipel du monde». Programmée à l'Hôtel Radisson Blu, sis au quartier de Hydra, à l'occasion des célébrations du 76<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de l'Indonésie, «La Semaine de l'Indonésie 2021» intervient également dans le cadre des relations et des échanges amicaux qu'entretiennent l'Algérie et l'Indonésie. Lors de son allocution d'ouverture enregistrée et projetée sur écran, l'ambassadeur de la République d'Indonésie, Chalief Akbar, a d'abord exprimé «au nom du Gouvernement et du peuple indonésiens ses condoléances suite au décès de l'ancien Président de l'Algérie, Abdelaziz Bouteflika», avant de réitérer sa «grande confiance» que la Semaine de l'Indonésie 2021 à Alger finira à l'avenir par «renforcer et nourrir la relation déjà forte» entre les deux pays.

Jusqu'au 23 septembre, «Voyage en Indonésie» propose, entre autres activités, «des spectacles

culturels», «festival gastronomique», «exposition photos» et des démonstrations culinaires. «Nous apporterons la plus grande sélection des cuisines indonésiennes directement dans votre assiette», peut-on lire sur le document de présentation de l'événement ouvert avec la projection d'un court document filmé présentant les différents volets au programme de cette semaine. Outre les stands dédiés à la présentation de la gastronomie indonésienne et quelques sociétés industrielles dans les domaines pétrolier, touristique et agroalimentaire notamment, la Semaine de l'Indonésie 2021 accueille les visiteurs avec une exposition de photos, comprenant sites et repères par lesquels se distingue l'archipel des 18.306 îles.

Dans cette exposition polyvalente, les visiteurs peuvent ainsi apprécier différents temples (de Shiva et Ulun Danu Bratan à Bali), plages (Kelingking Nusa Penida et Uluwatu), terrasses (Majalengka et Panyaweuayan en Java occidentale et les Rizières du Tagalalang à Bali), îles (Komodo à l'est de Nusa), lacs (Kelimutu Flores), pour finir avec le

gigantisme urbain qui consacre la modernité de Jakarta, la capitale. Suite au décès de l'ancien président algérien Abdelaziz Bouteflika, deux spectacles prévus à l'ouverture de «La Semaine indonésienne 2021»: «Gamelan» de percussion, de flûtes et de xylophones, ainsi que la danse «Nusantara» (terme javanais ancien qui signifie «îles extérieures», généralement utilisé pour désigner l'archipel indonésien) ont été reportés au 23 septembre, jour de la clôture de cet événement.

Généralement représentée par des activités mettant en valeur l'art ancestral dont les miniatures, tableaux de peinture, sculptures sur bois, masques, textiles, vannerie, perles, marionnettes, dinanderie et bijoux, l'Indonésie est également symbolisée par le théâtre «wagang kulit» d'ombres et de marionnettes qui remonte aux épopées hindoues répercutées par le ballet de «Ramayana» ou les danses balinaises exécutées au son lancinant des gongs et tambours de l'orchestre de Gamelan composé le plus souvent d'instruments à percussion, de flûtes et de xylophones.

### MÉDÉA

#### 15 forages "bientôt" en réalisation

Quinze forages seront "bientôt" lancés en réalisation, à travers différentes localités de la wilaya de Médéa, dans le cadre du plan d'urgence, mis en œuvre, début juin, pour assurer une alimentation régulière des foyers en eau potable, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya.

Le but de cette opération est de réduire l'impact de la baisse sensible des capacités de stockage

d'eau potable, due à la sécheresse, et palier à l'assèchement de certaines retenues collinaires, a-t-on expliqué, précisant que l'installation des entreprises en charge de la réalisation de ces forages interviendra, dans les tous prochains jours.

Ces forages seront répartis essentiellement à travers les communes de Berrouaghia, Beni Slimane, Chahbounia, Tablat,

Guelb-el-Kebir et Ouzera où il est enregistré actuellement un déficit en eau potable, a-t-on signalé, ajoutant que d'autres communes, confrontées au même problème, avaient procédé, durant cet été, à la remise en service de certains anciens forages et éviter de grandes perturbations dans l'alimentation des foyers en eau potable.

Une dizaine d'anciens forages sont exploités, à nouveau, au niveau des communes de Médéa, Ksar-el-Boukhari, Ouled-Deid, permettant à ces dernières à combler le déficit occasionné par la baisse des stocks d'eau superficiels, a-t-on noté.

#### Horaires des prières pour Alger et ses environs

14 safar 1443

El Fedjr  
05h08

Dohr  
12h41

Assar  
16h09

Maghreb  
18h50

Icha  
20h08





## TÉBESSA

## La maintenance du réseau d'AEP en question

Ali Chabana

«C'est triste de voir cette eau potable couler comme ça sur la chaussée, ça fait mal au cœur, quand on sait que d'autres quartiers en manquent énormément». Une réflexion pleine de bon sens d'une personne âgée, rencontrée sur l'artère allant de la cité des Bassatines au centre-ville de Tébessa. La vue désolante des fuites d'eau donne à réfléchir sur les opérations de maintenance du réseau de l'AEP, un liquide précieux par ce temps de sécheresse qui devient rare, mais injustement gaspillé par manque de civisme de certains usagers, quand on oublie facilement combien coûte ce service public à l'Etat. En cours de route, mon compagnon du jour me parla des conditions de vie de plus en plus difficiles. Il me disait qu'il est retraité, sa pension de 24 mille dinars

est insignifiante par rapport à la chereté de tout : «Ecoutez mon fils, comment voulez-vous répartir cet argent entre les dépenses, pour entretenir une famille de six personnes» ? et d'ajouter : «Vous voyez, je vais maintenant payer la facture de l'électricité, je n'ai pas de gaz de ville, une virée au marché des légumes me coûtera 2.000 à 3.000 dinars, pour acheter de quoi manger pour une semaine. Non pas de fruits ou de viande, le poulet qui vaut 450 dinars le kilogramme, c'est pas pour moi, une petite bourse qui n'arrive même pas à couvrir la première dizaine de jours du mois». Le bonhomme continue son chemin, l'air hagard, de temps à autre, il relève la tête pour me dire quelque chose qui le rend perplexe, sur l'indifférence des gens, leur insouciance devant la complexité de l'existence. «Pourquoi tant de négligence de la part de certains, dans les moments

délicats où il est exigé plus de solidarité ? Dans le temps, il était plus évident pour s'entraider, je sais que la vie est difficile pour beaucoup comme moi, peut-être moins lotis». Là encore, il rabaisse sa tête un instant, puis il me fait la remarque de cette file d'attente devant une superette, «encore une histoire de pénurie de lait en sachet», tout en m'interpellant : «Avez-vous entendu parler de la hausse des produits alimentaires, les légumes secs s'envolent, les pâtes alimentaires autrefois appelées la nourriture des pauvres, valent aujourd'hui leur pesant d'or, les œufs n'en parlons pas». Pendant le reste du parcours, avant de nous séparer, l'homme au visage bouffi par la lassitude ne cessa de me faire la morale sage de quelqu'un qui s'accroche à son espoir de voir les choses prendre une autre tournure, une meilleure trajectoire, que l'horizon se dégage pour tous.

## CONSTANTINE

## Les lauréats des trois paliers d'enseignement honorés

Les lauréats des examens de fin de cycle des trois paliers d'enseignement scolaire de la wilaya de Constantine, ont été honorés dimanche après-midi par les autorités locales à la maison de la culture Malek Hadad. Il s'agit des 20 premiers à l'examen du Baccalauréat, les 12 premiers à l'examen d'enseignement moyen (BEM) et les 6 premiers à l'examen de passage au cycle moyen (5ème année primaire), selon les précisions fournies par les organisateurs qui ont fait état de 6 personnes aux

besoins spécifiques parmi les lauréats, honorés également. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le chef de l'exécutif local Messaoud Djari, qui a mis en avant les performances scolaires réalisées par les lauréats, en leur souhaitant davantage de succès dans leur parcours, a indiqué que la programmation de l'événement était tributaire de l'évolution de la situation sanitaire qui a connu le pic des contaminations au Covid-19 durant la saison estivale. Le même responsable, rap-

pelant les efforts déployés par l'Etat pour promouvoir l'enseignement à travers notamment la réalisation d'infrastructures éducatives pour améliorer les conditions de scolarisation des élèves, a réitéré l'engagement de l'administration locale à accompagner cet effort pour un meilleur rendement scolaire. De leur côté, les lauréats honorés, accompagnés de leurs parents, ont salué l'initiative qui constitue, selon eux, un encouragement et une reconnaissance de grande valeur.

## OUM EL BOUAGHI

## Une offre de 11.500 quintaux de lentilles et pois chiches contre la spéculation



Pas moins de 11.500 quintaux de lentilles et pois chiches, produits dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, sont destinés à la vente pour lutter contre la spéculation et l'augmentation non justifiée des prix des légumes secs, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale du commerce. L'opération de vente de pois chiches et de lentilles a été lancée la semaine dernière dans les points de vente affiliés à la coopérative de céréales et des légumes secs (CCLS) du chef-lieu de wilaya en plus de ceux relevant de la CCLS de Ain M'lila, en coordination avec les services lo-

caux du commerce, a précisé à l'APS le chargé de la cellule de l'information et de la communication de la même direction Khaled Delileche.

Quatorze (14) points de vente ont été réservés par les deux (2) CCLS au profit des commerçants grossistes, détaillants et transformateurs afin de garantir la commercialisation de ces produits alimentaires à des prix raisonnables et lutter contre toutes formes de spéculation et augmentations non justifiées des prix tout en contribuant à la sauvegarde du pouvoir d'achat du citoyen, a encore affirmé M Delileche. S'agissant des prix de

vente des pois chiches dans les points des deux coopératives des céréales et des légumes secs, au profit des commerçants, ces derniers ont été fixés à 11.434 DA le quintal pour les grossistes et 11.978 DA pour les détaillants tandis que celui réservé directement au profit du consommateur a atteint 120 DA pour le kilogramme, a fait savoir la même source. S'agissant de la production des lentilles, le prix du quintal destiné aux grossistes est de 9.484 DA, 9.915 DA pour les détaillants alors que 100 DA/kg, a été fixé en faveur du consommateur, a-t-on conclu de même source.

## KHENCHELA

## Une commission de régularisation des assiettes foncières agricoles

Une commission de régularisation des assiettes foncières agricoles sur lesquelles des logements et équipements publics ont été construits, a été installée dimanche au siège de la wilaya de Khenchela, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. En exécution de l'instruction interministérielle n°2 des ministères des Finances et de l'Agriculture et du Développement rural relative aux conditions et modalités de régularisation du foncier agricole utilisé dans la construction de projets publics du 8 septembre 2021, le wali Ali Bouzidi et le secrétaire général (SG) de la wilaya, Hadj Farsi, ont installé la commission de wilaya chargée de la régularisation du dossier du foncier agricole utilisé dans la réalisation de logements et équipements publics, dont les chantiers sont achevés ou en cours d'achèvement. La commission de wilaya chargée du dossier est présidée par le chef de l'exécutif local et composée de directeurs locaux des secteurs de l'habitat, des équipements publics, de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction en plus des domaines publics, cadastre, conservation foncière, services agricoles, planification et suivi de budget et la conservation des forêts, selon les précisions fournies par la même source, qui a affirmé que la commission entamera son travail

à partir de lundi, dernier. La commission de régularisation de la situation des assiettes foncières agricoles abritant des logements et équipements publics, établira dans une première étape une fiche technique comprenant l'adresse du foncier, son emplacement et sa nature juridique, en plus de sa superficie et la situation du projet réalisé sur l'assiette avec un plan topographique, puis se réunira (la commission) pour étudier les dossiers déposés au secrétariat de la commission et enfin prononcera les décisions de régularisation sur la base des constats effectués par ses membres, ont expliqué les services de la wilaya. Sur la base des décisions des membres de la commission, le chef de l'exécutif local se chargera de la mission d'achever les procédures administratives relatives à la régularisation de la situation des assiettes foncières utilisées dans la construction de logements et équipements publics en vue d'entamer les procédures de transfert de propriété de manière définitive au profit des bénéficiaires des biens réalisés sur ces terres. L'objectif est d'établir des certificats de conformité au profit des bénéficiaires de logements publics réalisés sur des terres agricoles et de leur donner la possibilité d'obtenir des actes de propriété entre autres, selon les services de la wilaya.

## JIJEL

## Incendies de forêts : recensement de 52 sinistrés

La direction des Services Agricoles (DSA) de la wilaya de Jijel a recensé un total de 52 sinistrés des incendies de forêts enregistrés la semaine dernière, a-t-on appris dimanche auprès de la DSA. Un comité technique composé des représentants de plusieurs secteurs à l'instar de la Conservation des forêts, la Gendarmerie nationale et les services de la daïra d'El Aouana s'est déplacé à Kebaba et Mansoura dans la commune de Selma Benziada (relevant de la même daïra), considérées comme les deux zones les plus touchées par les récents incendies, a-t-on indiqué, précisant que 52 sinistrés ont été dénombrés. Il a été procédé dans ce cadre, a-t-on ajouté, au recensement des biens endommagés et l'identification de leurs propriétaires pour que leurs situations soient

étudiées par une commission de wilaya. Les services de la DSA ont fait savoir dans ce contexte que «l'opération de recensement a touché toutes les personnes sans exception». Les services locaux du même secteur ont également souligné que chaque agriculteur ou personne dont les biens ont été endommagés par les incendies, ayant signalé ses pertes et ayant fait l'objet d'une visite d'inspection et de constat, est inscrit directement dans la liste des victimes pour bénéficier d'indemnisation. Il est à noter que la wilaya de Jijel a enregistré du 14 au 17 septembre en cours pas moins de 20 incendies de forêt, affectant 11 communes dont le plus grand nombre a été constaté dans la commune de Selma Benziada, plus exactement dans les régions de Kebaba et de Mensoura.

### Horaires des prières pour Constantine et ses environs

14 safar 1443

El Fedjr 04h55	Dohr 12h27	Assar 15h56	Maghreb 18h37	Icha 19h54
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## Une rallonge de 14 milliards de DA accordée Livraison de la pénétrante portuaire en février 2022

**Février 2022. C'est l'échéance sur laquelle s'est engagé, devant le wali, le maître d'ouvrage du projet de la pénétrante portuaire pour livrer la 1<sup>re</sup> section port-Canastel. Le nouveau chef de wilaya avait l'air confiant. En tout cas, la rallonge de 14 milliards de DA le mettait en position de force vis-à-vis de ses interlocuteurs, dont le chef du projet.**

H.S.

Fort de l'accord de principe pour l'octroi d'un crédit supplémentaire de 12 milliards de DA, en attendant son officialisation lors d'une réévaluation de l'AP au prochain conseil des ministres, auquel il faut ajouter une enveloppe de 2 MDA déjà acquise, le wali a accordé 5 mois aux responsables du projet pour boucler les travaux du segment port-Canastel en vue de sa mise en service avant le rendez-vous des JM-2022. Une mission «jouable» pour l'Algérienne des Autoroutes (ADA), qui était même en mesure de mener à bout l'opération avant fin 2021 si la solution financière était arrivée à temps. L'insuffisance de l'AP, malgré les réajustements consécutifs qui l'ont portée à environ 55 MDA, n'est pas la seule pierre d'achoppement contre laquelle a buté la connexion entre le port d'Oran et l'autoroute Est-Ouest. Il en existe d'autres, et pas des moindres, parmi lesquelles une série de glissements et d'affaissements du terrain en talus abrupt et d'éboulis dans le massif rocheux surplombant le tracé avec un gros risque d'effondrement d'habitations. Un péril qui a carrément mis à l'arrêt le chantier. De gros ouvrages de confortement s'imposaient, entre autres travaux supplémentaires qui ont inévitablement alourdi la facture déjà consistante. A l'origine, une étude lacunaire et parcellaire qui a plutôt caressé le site. Au vu des incidents survenus ou qui auraient pu survenir, c'est-à-dire du risque encouru en cas d'intervention sur nombre de parties de terrains (ins-

tables) l'on est en droit de se demander si des études géotechniques des sols ont été faites au préalable. Le réajustement de l'AP était donc nécessaire du fait des changements introduits, prévoyant de réaliser un deuxième tunnel à double voie, d'une longueur de 1.680 mètres, afin d'éviter le déplacement de tout un ensemble urbain avec les différents réseaux conséquemment à un risque bien réel de glissement de terrain, côté falaise en contrebas du site en question.

### UN TAUX D'AVANCEMENT- TGLOBALE DE 90%

Le chantier enregistre actuellement un taux d'avancement global de 90%, sur 8 km linéaires de cette 1<sup>re</sup> tranche en 2x3 voies, qui va du port d'Oran à la 1<sup>re</sup> Rocade-est (dite aussi 4<sup>ème</sup> Boulevard périphérique), à hauteur de Canastel. Le parcours commence par une digue maritime, ouvrage longitudinal à base de remblai et de roches et dont la fonction principale est d'empêcher la submersion des basses-terres par les eaux marines, longue de 1.780 m et dont le taux d'avancement actuel est de 96%. Plus en détail, l'opération d'enrochement et de remblayage a atteint 94% alors que celle du BCR (bétons compactés au rouleau) est achevée à 100%. S'ensuit la partie tranchée couverte sur 930 m, une sorte d'excavation à ciel ouvert et comportant une dalle de couverture supportant le terrain reconstitué et réaménagé. Le troisième segment de la liaison est de type section routière (profil mixte), s'étendant sur un linéaire de 3.416m. Concernant les ouvrages de Génie

civil et d'Hydraulique, il y a lieu de noter notamment que pour les dalots, au nombre de 10, la mise en place est à 100%, tout comme le mur de soutènement d'un linéaire total de 1.885 m. Portion suivante, le viaduc. Cet ouvrage d'art long de 692 m est le maillon «déphasé» de la chaîne, peut-on dire en quelque sorte, au vu de son faible taux d'avancement : 30%. Forcément, il tire vers le bas le taux d'avancement global du projet. Le tunnel, enfin, formé de 2 tubes unidirectionnels de 1.600 m chacun. Reste donc à réaliser en définitive et de manière globale, des travaux de terrassement, une petite portion du viaduc, le parachèvement des équipements électromécaniques et, bien-sûr, la chaussée qui viendra en dernier.

Cependant, si la réception du projet est une affaire de très court terme, il est impératif de penser, dès aujourd'hui à la concrétisation de 3 opérations d'une extrême importance. Primo : la 2<sup>ème</sup> tranche du projet sur 18 km qui consiste en la mise à niveau de la Rocade (4<sup>ème</sup> périphérique) jusqu'à l'échangeur de la RN4 et du tronçon de la RN4 à l'échangeur de l'autoroute Est-Ouest. Secundo : le raccordement de la pénétrante portuaire avec l'autoroute Est-Ouest via deux variantes, dont la première concerne selon l'étude d'avant-projet définitif (APD) la mise à niveau sur 18 km de la 1<sup>re</sup> Rocade jusqu'à l'AEO et la seconde entre l'échangeur de Canastel et la 2<sup>ème</sup> Rocade (5<sup>ème</sup> périphérique) sur un linéaire de 5 km. Tertio : le raccordement de la pénétrante portuaire avec la ville d'Oran, côté ouest.

## Bir El Djir Six établissements scolaires raccordés aux réseaux du gaz et de l'électricité

J. Boukraâ

Dans le but d'améliorer les conditions d'enseignement dans les établissements et en prévision de la prochaine rentrée scolaire, la concession de la direction de la Distribution d'électricité et de gaz d'Oran a lancé un programme de raccordement des établissements scolaires en énergie électrique et gaz naturel. Selon un communiqué rendu public hier, «Six établissements scolaires situés sur le territoire de la commune de Bir El Djir ont été alimentés en électricité et en gaz de ville». Parmi ces établissements, il y a 3 écoles primaires, 2 CEM et 1 lycée.

De son côté la concession de la direction de la Distribution d'électricité et de gaz d'Es Sénia a raccordé 100 établissements scolaires au réseau du gaz et 70 autres au réseau électrique, en prévision de la rentrée scolaire 2021/2022 rappelle-t-on. Les équipes de réalisation ont ainsi récemment raccordé 2 écoles au nouveau pôle urbain 'Ahmed Zabana' à Misserghine, dans la zone où les lo-

gements ont été récemment distribués, en plus de 7 autres établissements scolaires à la nouvelle cité des '2.500 logements' à Oued Tlélat. D'autres établissements dans différentes zones, à la cité des '2.000 logements' à Sidi Chahmi, Douar Djefella, Hassi Bounif et El Mohgoun, notamment ont été également raccordés. Notons que 398.099 élèves rejoindront aujourd'hui les bancs de l'école, au titre de l'année scolaire 2021/2022 à Oran.

Les élèves sont répartis sur quelque 900 établissements scolaires dont près de 600 écoles primaires, quelque 200 CEM et une centaine de lycées. La rentrée scolaire sera marquée, à Oran, par la réception de 11 groupes scolaires, 4 CEM et 1 lycée. Ces établissements ont été construits dans les nouvelles cités d'habitat AADL d'Ain El Beida, dans la commune d'Es-Sénia, Ahmad Zabana à Misserghine et d'autres à Oued Tlélat, Belgaid dans la commune de Bir El-Djir. De même que quelque 40 écoles primaires ont bénéficié de travaux d'extension.

## Renforcement de la coopération algéro-libyenne Première exportation de sèches-linges à partir d'Oran

K. Assia

Les sèches-linges fabriqués par la société 'La Gazelle' sise à Es Sénia seront exportés vers la Libye. Une première pour cette société spécialisée dans la fabrication de ce produit national de quoi promouvoir les relations entre les deux pays. Lors de la réunion de la commission de promotion des exportations tenue avant-hier, au siège de la CCIO et regroupant les opérateurs économiques oranais et leurs homologues libyens, le coup d'envoi de cette opération d'exportation a été donné en présence du vice-président M. Rachid Ait Habib, le directeur, les cadres et les membres élus de la CCIO ainsi que le président de la commission chargée de la promotion des exportations M. Mohamed Chalabi. Une occasion pour passer en revue l'ensemble des potentialités économiques de la région. Il s'agit selon des sources responsables de la Chambre d'une opération pilote et qui se veut pionnière dans le renforcement des relations économiques entre l'Algérie et la

Libye. Ceci permet également de valoriser le produit national comme une référence capable de rivaliser avec les standards nationaux explique-t-on. Par ailleurs et selon un bilan de l'entreprise portuaire d'Oran, 278.268 tonnes de différentes marchandises ont été exportées durant les 3 premiers mois de l'année en cours, à partir d'Oran contre 133.285 tonnes, à la même période de 2020, soit une hausse de 144.983 tonnes. Cette hausse est justifiée par le nombre d'exportations de ciment Clinker, qui est passé de 31.200 tonnes au 1<sup>er</sup> trimestre de 2020 à 173.357 tonnes cette année. Ce volume a été multiplié par 5. Les exportations des produits ferreux ont atteint 10.000 tonnes durant cette même période, alors que le port d'Oran n'a enregistré, au premier trimestre de l'année dernière, aucune opération d'exportation de ce genre de marchandises. Les exportations comportent également environ 95.000 tonnes de marchandises diverses, contre 90.000 tonnes au 1<sup>er</sup> trimestre de 2020.

## Cap Falcon Un corps repêché dans une zone rocheuse

Le corps sans vie d'un jeune homme âgé de 25 ans a été repêché, hier, dans une zone rocheuse interdite à la baignade à Cap Falcon. Selon la Protection civile d'Oran, la dépouille non identifiée a été déposée à la morgue de l'hôpital d'Ain El-Turck afin de subir une autopsie. Une enquête est ouverte. **J. B.**

## Coopérative «El Mouloud» Canastel Découverte d'un corps sans vie

Un homme âgé de près de 50 ans a été retrouvé sans vie, dans un comptoir en béton dans un local en construction à la coopérative 'El Mouloud' à Canastel. La victime a été découverte dans un état de décomposition très avancé. Le cadavre de la victime a été déposé à la morgue de l'hôpital 1<sup>er</sup> Novembre 1954 afin de subir une autopsie. **J.B.**

### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

**Narou Abderrahmane**, 77 ans, El Bayadh  
**Hajaj Med**, 83 ans, Les Planteurs  
**Mahi Benchâa**, 67 ans, Haï Sanaouer  
**Benmoulidi Mejhed**, 88 ans, Oran

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

14 safar 1443				
El Fedjr 05h25	Dohr 12h56	Assar 16h25	Maghreb 19h06	Icha 20h23



## Association Chougrani APROSCH 22 concentrateurs d'oxygène pour les hôpitaux de la wilaya

D.B.

A l'instar des autres wilayas du pays, le mouvement associatif et la société civile se sont mobilisés pour soutenir les efforts des pouvoirs publics dans la lutte contre la propagation de la Covid 19. A ce titre, 22 concentrateurs d'oxygène seront remis aux hôpitaux de la wilaya par l'association Chougrani APROSCH. Selon le président de l'association M. Boualem Chougrani, il s'agit de concentrateurs achetés grâce aux dons des citoyens et de nombreux bienfaiteurs de la wilaya. M. Chougrani indique qu'une commission a été mise en place pour désigner les structures sanitaires qui bénéficieront de ces dons. Lors de la troisième vague de la pandémie, la société civile

n'est pas restée les bras croisés et a multiplié appels et initiatives pour faire face à la pandémie galopante. Le collectif Solidarité Covid-19 Oran, créé par des citoyennes et des citoyens qui s'étaient déjà illustrés par des actions de solidarité lors de la première vague au printemps 2020, avait lancé une souscription destinée à financer l'achat d'une centrale d'oxygène, des équipements d'oxygénothérapie et différents médicaments et consommables. Par souci de transparence et pour assurer une traçabilité des mouvements d'argent, le collectif a confié à l'association Chougrani le soin de recevoir les donations sur son compte en banque. Les dons en nature seront, eux, réceptionnés contre décharge. Outre l'achat de concentrateurs d'oxygène, l'associa-

tion a distribué plus de 500 couffins aux démunis à travers les communes de la wilaya et même au niveau des wilayas limitrophes. Selon M. Chougrani, la société Djezzy a remis à l'association 511 couffins d'une valeur de 5.000 DA. D'ores et déjà, plus de 400 couffins ont été remis aux familles nécessiteuses. Des dons ont aussi été remis aux familles sinistrées de Tizi Ouzou dans le cadre des opérations de solidarité initiées par l'association.

Il y a lieu de signaler que l'association Chougrani APROCH est l'une des associations les plus actives au niveau de la wilaya. Outre sa mission humanitaire, l'association s'attèle à l'intégration des jeunes dans le monde du travail grâce à la formation prodiguée au niveau de son centre de formation.

### Sûreté de wilaya

## 4.000 policiers mobilisés pour la rentrée scolaire

K. Assia

Un dispositif sécuritaire spécial 'rentrée scolaire 2021-2022' a été mis en place par les services de la Sûreté de la wilaya d'Oran a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de la communication de ce corps sécuritaire. Celui-ci mobilise un effectif de 4.000 policiers en civil et en uniforme et intervient dans un contexte sanitaire marquée par la pandémie du Covid19. Ce dispositif vient dans la continuité des actions menées par les services et vise

à garantir la sécurité aux alentours des établissements éducatifs à travers l'intensification des patrouilles de contrôle notamment aux heures d'entrée et de sortie des élèves pour fluidifier la circulation routière, préserver la sécurité des élèves et respecter l'application des mesures préventives dans le souci d'endiguer la propagation de Covid-19. Des campagnes de sensibilisation au profit des élèves, en coordination avec la direction de l'Education, sont prévues tout le long de l'année scolaire et porteront sur la sécurité routière,

la protection de l'environnement, le fléau de la drogue et la bonne utilisation d'Internet. Ce dispositif prévoit également un renforcement de la surveillance et du contrôle de tout le territoire en axant plus sur les alentours et les abords des établissements scolaires, tous paliers confondus, les stations de bus, les bibliothèques, entre autres. Il est également question de faciliter la fluidité de la circulation devant ces établissements en incitant les automobilistes et les conducteurs de bus à respecter le code de la route.



## TLEMCEM

## Des oliviers menacés

**Les bons gestes ancestraux de la cueillette des olives semblent de plus en plus disparaître. En effet, de nombreux jeunes et adolescents en difficulté s'adonnent ces jours-ci à la cueillette des olives vertes encore un peu jeunes aux abords des routes.**

Khaled Boumediene

Ces jeunes grimpent aux arbres, scient et font tomber des branches chargées d'olives pour les ramasser ensuite à la main. Ce qui soulève de nombreuses réactions de la part de certains habitants, qui dénoncent un acte de malveillance incompréhensible et inacceptable : «Je suis vraiment écoeuré par ces nombreux groupes de jeunes qui sectionnent et coupent les branches, au vu au su de tout le monde, et ramassent leurs olives où l'huile est à son minimum dans les fruits ! Ce qui est étonnant, c'est que personne ne s'oppose à ces pratiques nuisant aux oliviers d'ornement plantés aux abords des routes nationales et chemins de wilaya ou empêche ces indu-cueilleurs lorsqu'ils sont à l'œuvre ! Le préjudice est estimé à plusieurs centaines d'arbres endommagés», souligne Djillali Lahcène, un enseignant retraité, habitué des randonnées pédestres à travers les champs agricoles de Hennaya où se dressent de nombreux oliviers de petites et grandes tailles le long des routes de Sidi-Abdelli, Remchi, Ain Youcef, Amieur et Bensekrane. Ce dernier montre du doigt le laxisme de certains responsables qui ne font rien pour sauvegarder ces arbres abandonnés mais



qui peuvent constituer une source de revenus supplémentaires pour le secteur de l'agriculture ou les collectivités locales, si un intérêt leur est seulement accordé. «Je suis toujours étonné de voir que d'année en année, le ramassage des olives a lieu de plus en plus tôt, alors que les olives sont encore vertes parfois. Contrairement aux oliviers des champs et des exploitations agricoles qui sont bien surveillés par leurs propriétaires, ces oliviers se trouvent en dehors des exploitations agricoles et des oliveraies n'appartiennent pas à des agriculteurs ou au secteur agricole. Ils sont laissés à leur sort depuis des années. C'est pour cela, qu'ils sont en proie à de fortes dégradations de la part de ces jeunes et adolescents dont le souci est la consommation ou la vente des fruits à certains collecteurs d'olives ambulants pour les revendre aux moulins et huileries. Actuellement ces olives avant maturité sont cédés à

70 DA le kilogramme pour en faire des olives de table noircies avec des colorants acides», précise Djillali Lahcène. Selon un responsable de la chambre agricole de Tlemcen, «des actions de sensibilisation doivent être menées en direction des jeunes et adolescents pour les convaincre d'éviter de tels actes nuisibles aux oliviers situés aux abords des routes. Ces arbres une fois endommagés ne peuvent plus produire leurs olives les années prochaines. Il faut retenir aussi que pour obtenir le meilleur rendement, les olives doivent être idéalement ramassées en novembre ou décembre avant que les températures ne descendent en dessous de 5 °, et en dehors des périodes de pluie. Chez l'olive, la véraison s'étale sur plusieurs mois. Les olives vertes commencent alors à virer au brun rougeâtre, puis au brun violacé avant de devenir progressivement noires, signe qu'elles sont arrivées à maturité».

## 21,7 kg de kif découverts sur une plage

Une quantité de kif traité estimée à 21,7 kg a été découverte par les éléments du Centre de surveillance douanière de Honaïne parmi les rochers de la plage El-Bassite (Honaïne), a-t-on appris, lundi, auprès de la direction régionale des douanes algé-

riennes de la wilaya de Tlemcen. La découverte de la drogue a eu lieu suite à une patrouille de contrôle effectuée dans la région dite «Diwana» sur la plage d'El-Bassite, a précisé la même source.

L'opération s'inscrit, a-t-on ajou-

té, dans le cadre des efforts consentis par le secteur des douanes algériennes pour lutter contre toutes les formes de trafic et la protection de l'économie nationale.

L'amende douanière est estimée à 6,5 millions DA, a-t-on conclu.

## SIDI BEL-ABBES

## 10 établissements éducatifs raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz

Dix (10) nouveaux établissements éducatifs dans la wilaya de Sidi Bel Abbès ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz, en prévision de la rentrée scolaire prévue aujourd'hui, a-t-on appris dimanche auprès de la Société de distribution de l'électricité et du gaz. Sept écoles primaires réalisées dans les communes de Sidi lahcène, Merine, Tenira, Benbadis et la localité de Belouladi relevant de la commune de Amarna ainsi qu'à haï «El Makouni» et haï «El Maqam» au centre-ville de Sidi Bel-Abbès ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz, a indiqué la cellule d'information et de communication de la société.

Deux nouveaux CEM sis à la cité

1.000 logements à Sidi Bel Abbès et la cité 800 logements AADL situés sur la route de Tessala, en plus d'un lycée à la cité 1.500 logements AADL à Sidi Bel-Abbès, ont également bénéficié de l'opération, a-t-on précisé, ajoutant que la mis en service interviendra à la rentrée scolaire prochaine.

Les travaux se poursuivent pour raccorder aux réseaux électricité et de gaz divers établissements éducatifs en cours de réalisation au niveau des nouvelles cités d'habitation à travers la wilaya, a-t-on appris de même source.

Pour rappel, le secteur local de l'éducation a réceptionné, en plus de ces 10 structures, dont l'ouverture est prévue à la rentrée scolaire, 12 autres classes

dans plusieurs communes de la wilaya, selon le directeur de l'Education. Aussi, six cantines scolaires seront livrées à la rentrée scolaire prochaine.

A noter que la wilaya de Sidi Bel-Abbès compte 207 cantines, alors que 38 autres sont en cours de réalisation dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales.

D'autre part, les travaux de réalisation de nombreux établissements éducatifs sont en cours dans divers groupements d'habitation de la région, dans le but d'améliorer les conditions de scolarité dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, qui compte actuellement 468 établissements éducatifs dans les trois paliers de l'enseignement.

## CHLEF

## Deux femmes noyées repêchées

Les unités de la Protection civile (PC) de Chlef sont intervenues dimanche soir pour secourir deux femmes victimes d'une noyade à la plage Oued Zeboudj relevant de la commune de Sidi Abderrahmane (Nord-Ouest de Chlef), indique un communiqué des mêmes services qui précise que les victimes sont décédées lors de leur évacuation. «Les éléments de la Protection civile ont repêché diman-

che vers 19h:00 les corps de jeunes filles noyées, âgées de 19 et 31 ans, au niveau de la plage Oued Zeboudj relevant de la commune de Sidi Abderrahmane, où elles ont reçu les premiers soins avant d'être transférées à l'hôpital de Ténès», précise le communiqué.

Selon la même source, les deux jeunes filles ont rendu leur dernier souffle lors de leur évacuation vers l'hôpital de Ténès.

## MOSTAGANEM

## Enquête sur le décès d'une jeune fille

Les services de police à Mostaganem ont ouvert une enquête sur les circonstances du décès d'une jeune fille de 23 ans, retrouvée morte dans un appartement, a-t-on appris dimanche de la sûreté de wilaya.

Avisés samedi du décès d'une jeune fille à l'intérieur d'un appartement à la cité «5 juillet 1962» à Mostaganem, les enquêteurs de la brigade criminelle relevant de la police judiciaire se sont immédiatement rendus sur les lieux, accompagnés de membres de la police scientifique et d'agents de la protection civile,

a-t-on indiqué. Après le transfert du corps à bord de l'ambulance de la protection civile vers les urgences médico-chirurgicales de l'établissement hospitalier «Che Guevara», le médecin de garde a confirmé le décès de la jeune fille et a délivré un certificat attestant que les causes ne sont pas claires, ajoute la même source.

Les services de police ont ouvert une enquête approfondie sur les circonstances de ce décès après en avoir informé le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem.

## TISSEMSILT

## Une centrale à oxygène pour l'hôpital de Theniet El Had

L'installation d'une centrale de production d'oxygène a récemment été lancée au niveau de l'établissement public hospitalier de Theniet El Had (wilaya de Tissemsilt), a-t-on appris dimanche de la direction de la santé et de la population (DSP). La même source a indiqué que cette station, qui est un don d'un bienfaiteur de la wilaya de Tébessa, sera achevée dans les prochains jours. Le terrain qui abrite cette centrale a été aménagé la semaine dernière, a-t-on ajouté, soulignant que la capacité de production quotidienne de cette station d'oxygène médical est de 24 mètres cubes.

Cette centrale permettra de prendre en charge les besoins des patients présentant des complications du Coronavirus, en cas de pic (enregistrant un grand nombre de patients), en plus de prendre en charge les cas de maladies respiratoires dans la région, a-t-on fait savoir. La mise en service de cette station est prévue dans quelques

jours, selon la même source. La DSP a également indiqué que l'établissement public hospitalier (EPH) de Tissemsilt sera prochainement renforcé par une station de production d'oxygène dans le cadre d'une campagne de solidarité initiée par le bureau de wilaya de l'Association des ulémas musulmans algériens en coopération avec de nombreuses associations locales et comités de quartiers du chef-lieu de wilaya en août dernier.

Par ailleurs, un quota de dix concentrateurs d'oxygène a été récemment distribué aux établissements publics hospitaliers de Tissemsilt, Theniet El Had et Bordj Bounaama, dans le cadre du programme du ministère de la Santé et de la Population.

A rappeler qu'en début août dernier, ces structures sanitaires ont été renforcées par 20 concentrateurs d'oxygène dans le cadre des efforts déployés pour subvenir aux besoins de ces établissements en cette substance vitale.

## AIN TEMOUCHENT

## Une tentative de traversée clandestine par mer mise en échec

Les éléments de la Sûreté de la daïra de Oulhaca (Ain Temouchent) ont mis en échec une tentative d'émigration clandestine par mer et procédé à l'arrestation de sept (7) personnes, a-t-on appris dimanche auprès de la Sûreté de wilaya.

L'opération a été menée suite à l'interception d'un véhicule utilitaire à un barrage de contrôle de sécurité, a-t-on indiqué.

La fouille du véhicule, qui transportait les six mis en cause et un chauffeur, a permis la dé-

couverte d'un zodiac et des équipements de navigation, dont un moteur, des gilets de sauvetage et une pompe, a précisé la cellule de communication et des relations publiques.

Les personnes arrêtées ont été transférées au siège de la Sûreté de daïra de Oulhaca et une enquête a été ouverte. Passés aux aveux, les mis en cause ont reconnu qu'ils tentaient de prendre le large à partir d'une plage située dans la daïra de Oulhaca, a-t-on fait savoir.

## MASCARA

## Près de 2.600 logements publics locatifs à distribuer

Pas moins de 2.593 logements publics locatifs seront distribués à travers la wilaya de Mascara avant la fin de l'année en cours, a affirmé lundi le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya, Saber Mohamed.

Dans un exposé présenté au wali, Abdelkhalek Sayouda, à l'occasion d'une visite d'inspection de plusieurs projets d'habitat, M. Saber a indiqué que 2021 sera l'année de distribution des logements publics locatifs par ex-

cellence, grâce à la distribution de 1.993 unités durant les 9 derniers mois et les préparatifs pour la distribution de 2.593 autres logements dans les trois prochains mois.

Le même responsable a ajouté que 16 communes de la wilaya enregistrent actuellement des travaux de réalisation de 4.758 logements publics locatifs, dont les taux d'avancement des travaux varient entre 1 et 48%.

Ce parc sera achevé dans sa totalité durant l'année 2022, en plus de la

relance des travaux au niveau des 342 logements, à l'arrêt pour différentes raisons techniques.

Le wali de Mascara a inspecté des projets d'habitat de la formule publics locatifs à travers les communes d'Aïn Fares, El-Bordj, Khalouia, Menaouer, Tighenif et Sidi Kada où il a ordonné de mettre en demeure les entreprises réalisatrices ainsi que les bureaux d'études chargés du suivi, en raison du non respect de la qualité des travaux et les délais de réalisation.



# Ce que la Covid-19 nous apprend sur la faim

**JOHANNESBURG –** En Afrique du Sud, le manque d'accès à des quantités suffisantes de nourriture saine touche une part importante de la population. Parce que l'alimentation de ces personnes est riche en aliments transformés, en amidon raffiné, en sucre et en matières grasses, elles sont confrontées au double fardeau de la malnutrition et de l'obésité : à ce que l'on désigne sous le terme de «faim insoupçonnée». Elle est insoupçonnée parce qu'elle ne correspond pas à l'image stéréotypée de la faim relayée par la couverture des famines par les médias. Mais ce problème est omniprésent.



PAR BRITTANY KESSELMAN

Post-doctorante à l'Institut de la Société, du travail et de la politique de l'Université de Witwatersrand

**E**n d'autres termes, le problème n'est pas celui d'une pénurie de nourriture. En Afrique du Sud, la faim est la conséquence d'un manque d'accès. Obtenir suffisamment de calories et de nutriments adéquats dépend en grande partie de vos revenus. Au-delà du coût élevé des aliments sains, la faim insoupçonnée dans le pays reflète la disponibilité limitée de produits nutritifs dans les zones à faible revenu, le coût de l'énergie pour la cuisson et le stockage des aliments et le manque d'accès à la terre pour la production alimentaire des ménages.

La pandémie de COVID-19 et les mesures strictes imposées pour contenir sa propagation ont révélé à tous le nouveau visage de la faim, à l'heure où une foule de personnes qui avaient accès jusque-là à juste assez de nourriture pour survivre se sont soudainement retrouvées sans cette maigre portion. Selon une étude, 47 % des ménages se sont retrouvés à court d'argent pour acheter de la nourriture durant les premières phases du confinement initial en avril 2020. Les pertes d'emplois, la répression contre les vendeurs informels et les hausses de prix causées par les interruptions des chaînes d'approvisionnement mondiales en nourriture et en agriculture ont tous contribué à une forte augmentation de l'insécurité alimentaire. Des images de longues files d'attente de bénéficiaires de l'aide alimentaire d'urgence ont révélé au grand jour l'ampleur de cette crise. L'augmentation de la faim chez les enfants en particulier s'est révélée inquiétante. Elle est pourtant une conséquence logique de la fermeture soudaine des écoles et des programmes de nutrition à l'école.

La pandémie a également rendu plus perceptibles les conséquences de la faim insoupçonnée. Parce qu'une alimentation adéquate est nécessaire au maintien d'un système immunitaire sain, les personnes en situation d'insécurité alimentaire sont plus susceptibles de tomber malades. En outre, il existe une corrélation entre la

gravité de la COVID-19 et le diabète, une maladie associée à une mauvaise alimentation. Les données de Cape Town suggèrent que les diabétiques atteints de la COVID-19 ont couru quatre fois plus de risques d'être hospitalisés et plus de trois fois plus de mourir de la COVID-19 que les autres patients.

Mais alors que la COVID-19 a accru l'insécurité alimentaire et a révélé les conséquences de la faim, elle a également produit des solutions potentielles pour accroître l'accès à des aliments sains et abordables. Face aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, des systèmes alimentaires plus localisés ont commencé à émerger. Lorsque le gouvernement n'a pas pu mettre en œuvre des mesures adéquates pour compenser les répercussions économiques des confinements ou de la fermeture des programmes de nutrition scolaire, des groupes de la société civile ont cherché à combler ce vide. Partout en Afrique du Sud, les réseaux d'action communautaire se sont constitués pour lutter contre la faim, sous la forme de réseaux de bénévoles chargés de la fourniture des repas et d'autres services d'aide à d'autres membres de la communauté.

**A**utour de Johannesburg, par exemple, la Coalition populaire C19 a cherché à établir du lien entre des petits agriculteurs qui avaient perdu l'accès à leurs marchés habituels et les communautés touchées par le besoin d'aide alimentaire. Contrairement à la plupart des rations alimentaires allouées par les pouvoirs publics, qui ont été achetées auprès de grandes entreprises et qui contenaient des denrées non périssables à très faible valeur nutritive, ces rations de légumes ont cherché à soutenir les moyens de subsistance des petits agriculteurs tout en favorisant la santé des ménages vulnérables.

Et pourtant, l'État a une responsabilité importante dans la lutte contre la famine insoupçonnée, en particulier en Afrique du Sud, où le droit à l'alimentation est inscrit dans la Constitution. Et des exemples similaires dans d'autres régions du monde montrent ce qui devient possible lorsqu'un gouvernement engagé collabore avec la société civile pour résoudre le problème de l'insécurité alimentaire.

À Belo Horizonte, au Brésil, que l'on surnomme «la ville qui a mis fin à la faim», certains des programmes notables incluent des «restaurants populaires» qui servent des milliers de repas sains subventionnés chaque jour ; des boutiques de fruits et légumes subventionnées ; une banque alimentaire qui récupère les déchets alimentaires et distribue des re-

pas préparés aux organisations sociales ; et des stands de petits producteurs qui établissent un lien directement entre petits producteurs et consommateurs urbains. Ces programmes, entre autres, soutiennent les moyens de subsistance des agriculteurs et la santé des consommateurs, tout en apportant des avantages économiques et en renforçant le rôle des communautés.

**L**e prochain Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires entend rassembler différentes parties prenantes en vue de créer des systèmes alimentaires plus durables et plus équitables. Mais des mouvements de militants de terrain, des universitaires et des groupes de la société civile ont critiqué le sommet pour avoir court-circuité le Comité de la sécurité alimentaire mondiale de l'ONU en vue de créer un nouveau forum terni par une influence excessive des entreprises, un manque de transparence et un processus décisionnel irresponsable. Ces groupes ont appelé à un boycott et organisent en ce moment une contre-mobilisation mondiale.

Les grandes entreprises qui sont sur le point de dominer le sommet de l'ONU – les sociétés semencières, les producteurs agrochimiques, les entreprises de transformation des produits alimentaires et les chaînes de supermarchés – n'ont pas de véritable solution à la faim. Considérer les produits alimentaires comme des marchandises commercialisables, plutôt que comme un droit humain fondamental, est précisément ce qui a conduit à la crise de la faim insoupçonnée. Ce qui est choquant, c'est que les plus grandes chaînes de supermarchés d'Afrique du Sud ont réussi à générer des profits en 2020, alors même que la moitié des ménages du pays n'étaient pas en mesure de se procurer de la nourriture. Les exploitants de supermarchés se sont vantés de leurs dons alimentaires tout en payant à leurs employés – désignés comme «essentiels» – certains des salaires les plus bas du pays.

**L**es véritables solutions à la crise de la faim insoupçonnée doivent venir de ceux qui sont les plus touchés : les petits agriculteurs qui produisent des aliments sains pour leurs communautés et les consommateurs à faible revenu qui luttent pour avoir accès à une alimentation équilibrée. Ces voix ont été écartées du sommet de l'ONU, mais les initiatives de solidarité qu'elles ont créées durant la pandémie représentent la fondation la plus sûre sur laquelle un système alimentaire plus juste et plus résilient va pouvoir se construire.



# Financer un système alimentaire mondial durable



PAR SIMON ZADEK

Président de la Finance  
for Biodiversity Initiative

Les systèmes alimentaires dans le monde sont non seulement touchés par les changements climatiques (bouleversement des conditions météorologiques et hausse des températures), mais y contribuent aussi substantiellement (par leurs émissions de gaz à effet de serre et par la destruction de la biodiversité). Et s'ils fournissent des millions d'emplois, ceux-ci sont souvent de piètre qualité et mal payés. Le plus grave, c'est qu'ils ne parviennent pas à remplir, au bout du compte, leur objectif, qui devrait être de garantir à tous une alimentation abordable et saine.

Et c'est bien parce que le système alimentaire mondial est aussi précaire que le changement est inévitable. Des réformes radicales visant à mettre en place un secteur inclusif et durable produisant une alimentation réellement nutritive pour la population mondiale pourraient toutefois être lourdes de conséquences à court terme. Faute de stratégies appropriées, la réincorporation des coûts réels de production dans les systèmes alimentaires pourrait précipiter leur faillite, détruire l'emploi rural, provoquer la hausse des prix et accroître la pauvreté.

Les voies qu'il faudrait emprunter pour parvenir à une transition rapide, équitable et sûre et permettre à un système alimentaire mondial durable de fournir à tous une alimentation abordable et saine, font toutefois l'objet d'un vif débat. En témoignent les discussions agitées et peu productives entourant la préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui doit se tenir ce mois-ci durant l'Assemblée générale de l'organisation.

Pour ce qui concerne la production, les partisans de l'agriculture régénératrice

**PÉKIN -** Le système alimentaire mondial n'est pas durable. Si la valeur qu'il dégage chaque année est d'environ 8.000 milliards de dollars, les dégâts qu'il provoque sont estimés à 12.000 milliards. Et ce n'est pas son unique contradiction.

s'opposent vertement à la nouvelle génération de produits alimentaires hors sol, comme les protéines cultivées en laboratoire ou les cultures verticales. Il sera pourtant difficile de développer rapidement et à grande échelle l'agriculture régénératrice. Les systèmes hors sol doivent être considérés comme une part déterminante de la solution, parce qu'ils réduisent considérablement l'empreinte carbone et la consommation d'eau, ont un impact minimal sur la biodiversité et la capacité de fournir rapidement à une vaste échelle de la nourriture bon marché et saine.

Le rôle des capitaux dans cette transition n'est pas moins sujet à controverse.

Il n'est pas inutile de pointer l'influence excessive d'un petit nombre d'acteurs privés sur des décisions dont les conséquences sont sensibles dans l'ensemble du système alimentaire mondial. La financiarisation - la tendance à maximiser la rentabilité financière tous risques déduits - se développe dans tout le système alimentaire mondial, et la concentration des marchés s'accroît. Ainsi dix entreprises seulement contrôlent-elles la moitié du marché des semences dans le monde et quatre firmes agroalimentaires assurent-elles 90% du commerce mondial des grains. Un centième des exploitants agricoles possèdent 65% des terres agricoles disponibles.

La financiarisation renforce la répartition inégale des rendements économiques, captant une partie des revenus des petits exploitants et des communautés, tout en soutenant des modèles économiques qui ne fournissent pas assez de nourriture saine et abordable, tandis qu'ils produisent trop d'aliments contenant d'importantes proportions de sel, de sucre, de graisses et de glucides. En outre, la financiarisation favorise l'action des groupes de pression et par conséquent l'externalisation des coûts de santé publique, le maintien des aides à l'agriculture, dont on con-

naît les effets pervers, ainsi que la neutralité sur le bilan des entreprises des coûts pour le climat et la nature.

Ce qui n'empêche pas les capitaux privés d'être absolument nécessaires au financement de la transition du système alimentaire mondial. Nous devons mobiliser les immenses ressources financières gérées en notre nom collectif par les fonds de pension, les banques et le capital-investissement, tout en réduisant les dangers de la financiarisation.

Dans un récent rapport, Making Finance Work for Food: Financing the Transition to a Sustainable Food System («Mettre les capitaux au service de l'alimentation : financer la transition vers un système alimentaire durable»), la Finance for Biodiversity Initiative analyse en détail le rôle que peut jouer le secteur financier mondial dans la transition dont la planète a besoin. Le rapport, élaboré en association avec la Food System Economic Commission, recense quatre grands axes d'utilisation des outils financiers pour dessiner l'avenir des systèmes alimentaires.

Pour commencer, les modes de financement et la réglementation, appuyés par la prise de conscience des actionnaires et des citoyens, doivent conduire à une internalisation par les investisseurs, lorsque ceux-ci livrent leurs arbitrages, des coûts pour la nature et le climat. Une telle évolution permettrait de se défaire des actifs les plus polluants, d'accélérer les investissements dans des projets respectueux de l'environnement et d'initier le tournant vers une production alimentaire plus nutritive.

Deuxièmement, l'innovation financière, notamment en matière de participations mixtes de capitaux publics et privés, est nécessaire pour accélérer les investissements dans une alimentation saine produite par des formes d'agriculture respectueuses du climat et de la nature, qui per-

mettraient ainsi de diminuer les coûts. Ce type d'innovation pourrait s'appuyer sur des instruments déployables à grande échelle qui fonctionneraient comme des équivalents des tarifs de rachat dont on a pu constater l'utilité pour stimuler les investissements dans les énergies renouvelables.

Troisièmement, les politiques et les financements publics doivent protéger et former à de nouvelles techniques celles et ceux dont les moyens de subsistance seront fragilisés par la transition. L'objectif devrait être de fournir la technologie, de permettre le développement des compétences et d'apporter des capitaux, afin que ces populations acquièrent des exploitations en agriculture régénératrice ou hors sol commercialement viables.

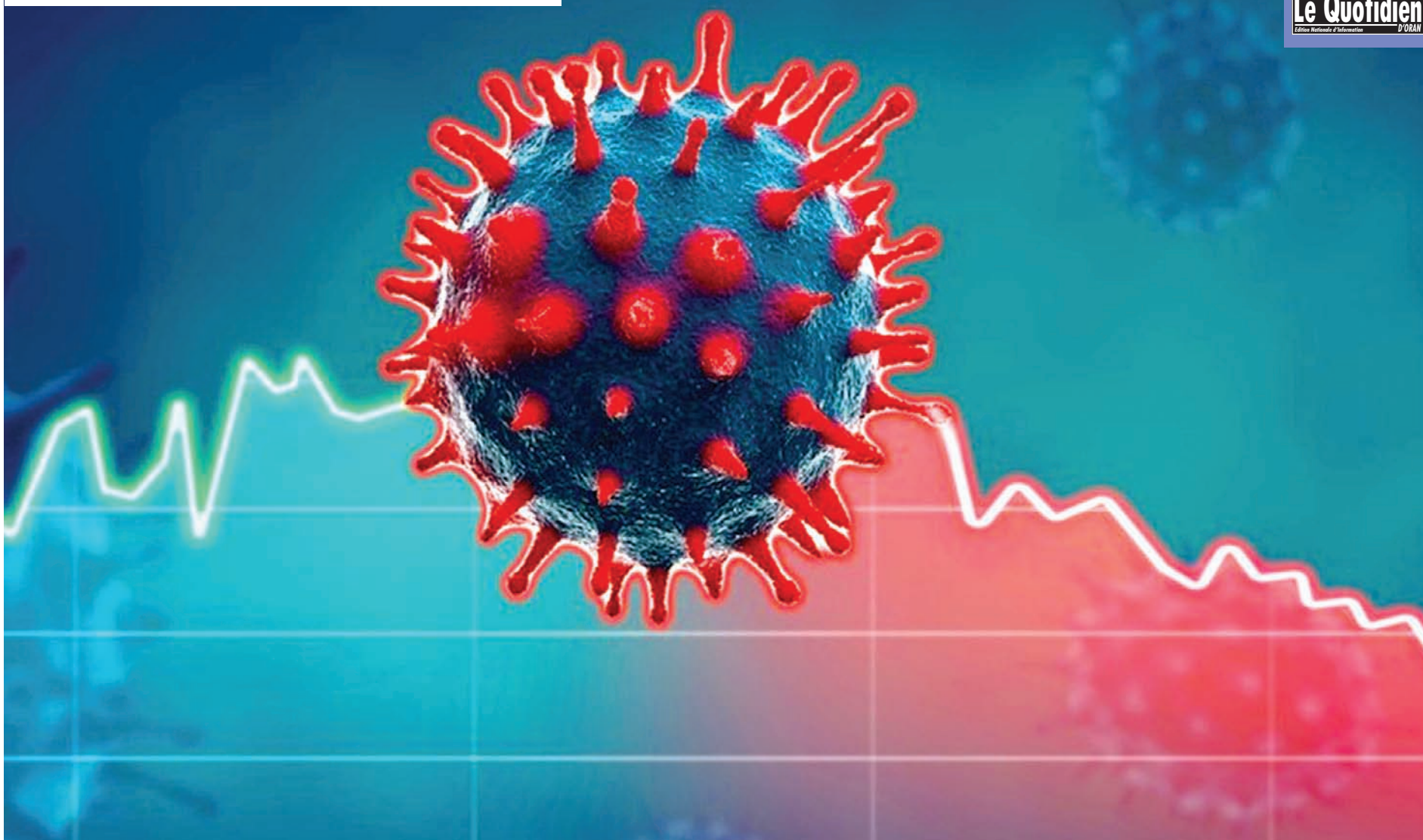
Il nous faut enfin créer les opportunités d'une autonomisation des populations, en exploitant notamment les capacités de l'informatisation. Les consommateurs peuvent influencer la production en adoptant des régimes alimentaires meilleurs et durables. Les investisseurs, les retraités qui ont souscrit à des fonds de pension et les contribuables peuvent réclamer qu'il soit fait un meilleur usage de leur argent.

Surseoir à cette transition vers un système alimentaire mondial plus inclusif et plus durable, ce serait mettre en péril la sécurité alimentaire, détruire des emplois et nous empêcher d'atteindre nos objectifs environnementaux. Nous devons surmonter les résistances non seulement de ceux à qui profitent les systèmes en place, mais aussi de ceux qui cherchent de bonne foi à protéger les populations vulnérables. Une remise à plat globale des investissements et une redéfinition de leurs rendements sont nécessaires pour financer une transition rapide, durable et équitable.

Traduit de l'anglais  
par François Boisivon



# Les risques économiques du Pandexit



PAR HOWARD DAVIES

Président de NatWest Group

Dans les deux cas, le départ n'a pas eu lieu. Même chose pour le Frexit, l'idée d'une sortie unilatérale de la France hors de l'Union européenne, qu'a évoquée l'extrême droite de Marine Le Pen pendant un temps, pour finalement l'abandonner. Le seul candidat aux élections présidentielles françaises à l'avoir explicitement proposée, François Asselineau, n'a remporté que 0,9% des voix.

Ces propositions de sortie semblent déplaire à la plupart des Européens continentaux. À ce jour, seul le Brexit est effectivement devenu réalité, alors même que les sondages recueillis un mois avant le référendum britannique de juin 2016 révélaient que les Français étaient plus nombreux que les Britanniques à se dire mécontents de l'UE, avec une marge de 61% contre 48%.

Toutes ces sorties potentielles ou réelles ont été considérées par la plupart des économistes comme non souhaitables. Voici aujourd'hui qu'une nouvelle «exit» occupe les discussions, que chacun souhaite voir se produire : le Pandexit. Ce mot-valise disgracieux résume l'idée optimiste selon laquelle nous pourrions bientôt considérer le COVID-19 comme de l'histoire ancienne, retrouver nos habitudes d'embrassades (au moins sur la joue), et nous agglutiner dans les rames de tramway et de métro des grandes villes, de New York à Tokyo.

Il fait peu de doutes qu'en termes économiques, les premières conséquences d'un retour aux interactions sociales normales seraient positives. D'après les estimations des chercheurs de la Banque des règlements internationaux (BRI), la pandémie a entraîné

**ÉDIMBOURG - Depuis une dizaine d'années, le déclinaison du suffixe «exit» se multiplient. Le Grexit, possible sortie de la Grèce hors de la zone euro, a été le premier à surgir. L'Italexit a fait une brève apparition, puis a récemment été ravivé par la droite italienne.**

une perte de production de 8% au sein des pays développés en 2020, avec une nouvelle diminution d'un peu plus de 2% prévue pour cette année. L'assouplissement des restrictions de voyage et autres devrait produire une puissante reprise en 2022, dont l'ampleur variera toutefois significativement entre les pays, en fonction des taux d'infection et de vaccination. Enfin, et bien entendu, une nouvelle explosion généralisée du nombre d'infections ou de réinfections pourrait produire une troisième vague de difficultés économiques, si des restrictions sur l'activité devaient à nouveau être adoptées.

Par ailleurs, tous les bienfaits économiques du Pandexit ne seront pas sans nuance. Les banquiers centraux, habitués à transformer les opportunités économiques en problèmes, s'inquiètent d'ores et déjà. Malgré un scénario économique globalement positif, ils entrevoient trois risques importants. «Les dirigeants politiques demeurent confrontés à d'importants défis», a récemment déclaré le directeur général de la BRI, Agustín Carstens. «La dette publique et la dette privée sont très élevées, et les héritages défavorables de la pandémie sont importants».

Ce que sous-entend Carstens, c'est que les dégâts économiques engendrés par le COVID-19 ont été contrés par des «politiques macroéconomiques accommodantes sans précédent» : très faibles taux d'intérêt, dose massive d'assouplissement quantitatif, et soutien budgétaire «considérable». Le degré d'aide budgétaire a varié selon les pays, et s'est révélé beaucoup plus important aux États-Unis qu'en Europe, par exemple. La dette publique a néanmoins explosé partout, et se situe désormais à des niveaux absolument inédits au sein de pays comme l'Italie et le Japon.

Dans ce contexte, la BRI a identifié deux

scénarios défavorables et dangereux. Le premier est de nature essentiellement épidémiologique : apparition de nouveaux variants, nécessitant de nouvelles mesures de confinement et de soutien budgétaire, ce qui pourrait être irréalisable pour certains gouvernements. Je pense toutefois personnellement que de nouveaux confinements seront politiquement impossibles. Si des mutations inédites se propagent rapidement, il nous faudra naviguer à vue le mieux possible, et espérer que les vaccins minimisent le nombre de morts supplémentaires.

Deuxième scénario défavorable, que je considère comme davantage plausible, les pressions actuelles sur les prix pourraient s'intensifier, et l'inflation augmenter encore, ce qui pourrait éventuellement nécessiter une réponse monétaire. L'inflation des prix à la consommation aux États-Unis s'élevait à 5,4% sur l'année au mois de juillet. L'indice Baltic Dry, qui suit les prix de transport des produits secs de base, est en hausse d'environ 170% cette année. Certaines contraintes d'approvisionnement apparaissent également dans de nombreuses régions.

La ligne officielle de la Réserve fédérale et des autres grandes banques centrales consiste à considérer cette poussée inflationniste comme temporaire. Mais comme le dit l'adage français, «rien ne dure autant que le provisoire». Si l'actuel consensus au sein des banques centrales est erroné, comme le pensent l'ancien secrétaire du Trésor américain Larry Summers et plusieurs autres, nous pourrions aller au-devant de problèmes.

Le resserrement monétaire lors du Pandexit aura des conséquences plus sérieuses qu'habituellement. Les banques centrales ayant absorbé un tel volume de dette publique, l'échéance moyenne des obligations d'État

s'est raccourcie, et les bilans du secteur public sont par conséquent plus sensibles qu'habituellement aux changements de taux d'intérêt à court terme. Les gouvernements ne seront certainement pas ravis des politiques de resserrement adoptées par les banquiers centraux de leur pays, car cela pourrait entraîner des conséquences budgétaires directes.

Par ailleurs, ce resserrement monétaire au sein des pays développés, notamment les États-Unis, sera très défavorable pour les marchés émergents. La plupart peinent encore à contrôler la pandémie, et présentent des taux de vaccination contre le COVID-19 bien inférieurs à ceux d'Europe et d'Amérique du Nord, malgré de récents signaux positifs indiquant désormais une plus grande volonté des pays riches de partager leurs stocks de vaccins.

Dans nos réponses face à la pandémie, nous avons tous été confrontés à des défis similaires, et le mix des mesures politiques adoptées a globalement été le même. Dans la période du Pandexit, tout cela pourrait bien changer. Certaines mesures qui revêtent du sens pour les pays aux faibles taux d'infection au COVID-19, et à la dette publique maîtrisable, pourraient signifier une catastrophe économique pour d'autres.

Carstens appelle par conséquent à une normalisation «très progressive» de la politique monétaire, même s'il insiste également sur l'importance du contrôle de l'inflation, et de l'indépendance des banques centrales, comme l'on pouvait s'y attendre. Il aurait pu ajouter que nous aurons besoin d'une plus grande coordination internationale des politiques, qui fait cruellement défaut depuis un an et demi. La BRI elle-même a beaucoup à faire.

Traduit de l'anglais par Martin Morel



## Eliminatoires Mondial-2022 Niger-Algérie décalé au 12 octobre



La rencontre Niger - Algérie comptant pour la 4e journée des éliminatoires de la Coupe du monde Qatar-2022, prévue le 12 octobre à Niamey à 14h00, a été décalée à 19h00 GMT (20h00 algériennes), a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF) lundi. «La FIFA a apporté un autre changement concernant, cette fois-ci, l'horaire de la rencontre Niger-Algérie comptant pour la 4ème journée des éliminatoires de la Coupe du Monde de la FIFA - Qatar

2022 prévue le mardi 12 octobre 2021 au stade du Général Seyni Kountché de Niamey, puisqu'elle a été décalée à 19h00 GMT (20h00 heure algérienne) au lieu de 14h00", indique un communiqué de la FAF publié sur son site officiel.

Pour rappel, la FAF a demandé, dans le même sillage, de décaler l'horaire du match de la 3e journée, Algérie - Niger, prévu le vendredi 8 octobre au stade du Chahid Mustapha-Tchaker de Blida pour 20h00 au lieu de 17h00, com-

me fixé au préalable. A noter que trois plages horaires sont retenues par la FIFA pour la diffusion des rencontres des éliminatoires du Mondial-2022 à savoir : 13h00 GMT, 16h00 GMT et 19h00 GMT, et où chaque fédération a la latitude de choisir l'horaire qui lui convient. Après deux journées jouées, l'Algérie et le Burkina Faso sont en tête du groupe A avec quatre points chacun, suivis du Niger (3 pts) et de Djibouti qui ferme la marche avec zéro point.

## Mondial biennal La FIFA va consulter les fédérations le 30 septembre

La Fifa compte organiser un «sommet en ligne» le 30 septembre pour consulter ses fédérations membres sur son projet controversé de Coupe du monde organisée tous les deux ans, au lieu de l'actuel rythme quadriennal, a annoncé lundi la fédération internationale de football. «A la suite des invitations adressées début septembre aux parties prenantes, y compris à l'ensemble des confédérations, des discussions seront organisées dans les semaines à venir», écrit la Fifa dans un communiqué. «La Fifa a également convié ses associations membres à un premier sommet en ligne le 30 septembre 2021.

Ce sera l'une des nombreuses

occasions d'établir un débat ouvert et constructif au niveau mondial et régional au cours des prochains mois», fait-elle valoir. Le débat autour d'une Coupe du monde tous les deux ans a été relancé ces derniers jours dans le quotidien français L'Equipe par l'ex-entraîneur Arsène Wenger, directeur du développement de la Fifa. Celui-ci préconise une compétition de sélections chaque année, en alternant Mondial et compétitions continentales, comme l'Euro ou la Copa America. L'UEFA, la puissante confédération européenne de football, s'y est opposée, assurant que cela «diluerait» le «joyau» du football mondial, selon son

président Aleksander Ceferin. La Conmebol sud-américaine a également fait part de son refus, affirmant que ce projet n'avait «aucune justification sportive». Le président de la Fifa, Gianni Infantino, a promis que des décisions seraient prises d'ici la fin de l'année sur la proposition de refonte de la Coupe du monde. Dans cette campagne d'opinion, la Fifa a d'ailleurs diffusé jeudi un sondage en ligne faisant état d'une légère majorité d'amateurs de football soutenant l'idée d'un Mondial «plus fréquent». Cette étude contraste avec la nette opposition manifestée par plusieurs dizaines d'associations nationales de supporters.

## MC Oran C'est la reprise des entraînements

C'est hier que le Mouloudia d'Oran a repris les entraînements en prévision de la nouvelle saison, sous la houlette de l'entraîneur Azzeddine Ait Djoudi, lequel a nié s'être retiré des commandes techniques de ce club de Ligue 1 de football.

«Certes, je suis rentré chez moi ce week-end, mais cela ne signifie nullement que j'ai songé à me retirer, et ce, quelques jours seulement après avoir signé mon contrat avec le MCO. D'ailleurs, je serai de retour à Oran dans les prochaines heures», avait assuré l'entraîneur en question depuis quelques jours, avant

d'ajouter qu'il compte diriger sa «première séance d'entraînement lundi, « surtout que l'effectif est presque arrêté». Dans les milieux Hamraouis, on avait évoqué avec insistance le départ d'Ait Djoudi, consécutivement à des divergences avec le président du club, Tayeb Mahiaoui, notamment, dans le dossier de recrutement.

L'intéressé n'a pas voulu s'exprimer sur la question, promettant de dévoiler sa feuille de route concernant sa nouvelle expérience au sein du club phare de la capitale de l'ouest «une fois avoir enclenché les préparatifs de la

nouvelle saison», a-t-il précisé. L'effectif du MCO, qui a terminé cinquième au précédent exercice du championnat, a connu des changements sensibles cet été. Pas moins de 17 joueurs sont partis, au moment où le président Mehiaoui poursuit toujours son opération de recrutement. Pas plus tard d'ailleurs que le week-end passé, la direction du MCO s'est assurée les services des deux gardiens de but, Soufi (ex-WA Tlemcen) et Della (ASM Oran), ainsi que des joueurs Koulikhir et Chadli (RC Relizane), Allati (MC Alger) et Khadir (USM Bel-Abbes), a-t-on fait savoir.

## CS Constantine Des objectifs revus à la hausse

M. Zeggai

L'an dernier, le CS Constantine avait consommé trois entraîneurs, à savoir Denis Lavagne, Abdelkader Amrani et Hamid Hamdi. Pour cette nouvelle saison, les dirigeants du Chabab ont fait appel à Cherif Hadjar, un technicien qui a déjà fait ses preuves, notamment à l'O. Médéa récemment. Côté effectif, plus d'une dizaine de nouveaux joueurs ont été recrutés cette intersaison, portant ainsi le nombre à plus de 35 recrues depuis 2019 dont le malien Traoré et le soudanais Shiboub, ainsi que le franco-algérien Bentahar. A première vue et à travers cette instabilité à tous les niveaux, on peut dire que les responsables du CS Constantine sont bien loin de la réalité du terrain et des bienfaits de la réussite d'une équipe de football. Ne dit-on pas que «le caractère de la vraie hauteur du positif est la stabilité pérenne»? Aujourd'hui, le public du Chabab ne semble pas, selon les commentaires des réseaux sociaux, convaincu par l'opération de recrutement et sur les critères déterminés.

A présent, pour un départ de près d'une quinzaine d'éléments pour différentes raisons, ils sont une douzaine de nouveaux éléments ayant paraphé un

contrat avec le CSC. Il s'agit, selon notre source, de Benchaira (ex-JSK), Debbih (ex-ASAM), Belahouel (ex-CRB), Mimouni (ex-NRB Grarem), Messibah (ex-PAC prêt), Koupkou (ex-CRB), Aïboud (ex-CRB), Belaïli (ex-ASAM), Hamza et Ilim (ex-USMBA), Boukritt (ex-ASMO) et Hamzaoui (ex-Tractor FC/Iran).

A noter que certains d'entre eux ont été libérés par leurs clubs respectifs pour insuffisances techniques. Par ce recrutement, il nous semble assez difficile de compenser les départs de certains joueurs cadres ayant une grande influence au sein du Chabab. C'est le cas de Lamri et Haddad qui se sont engagés avec le HBCL, Abid annoncé au MCO, Yettou, Bentahar, Bedbouda, Djanit, Redjimi et probablement Zaâlani qui ont émis le vœu de changer d'air sans oublier Amrane qui a reçu une proposition de résiliation de contrat. Lors d'une intervention sur les ondes de la radio locale, le directeur général de la SSPA/CSC, Mohamed Ramzi Gasmi, a essayé d'apporter quelques explications sur l'effectif d'une manière générale.

Mais sans pour autant convaincre les fidèles des «Vert et Noir». Aujourd'hui, on se demande qui a été à l'origine du départ de Mi-

loud Hamidi, de Yacine Bezzaz et les autres changements survenus ces dernières années?

Le directeur général de la SSPA/CSC a pris une lourde responsabilité en matière de gestion technique de l'équipe. A-t-il raison? A-t-il tort? Seul le terrain nous le dira. Pour cela, la formation constantinoise a repris le travail par un stage à Tikjda sous la houlette du nouveau staff technique, composé de l'entraîneur en chef Cherif Hadjar et de ses adjoints, Abdelghani Aouamri et Lotfi Boudras, nous a-t-on fait savoir. Le CSC, selon nos informations, enchaînera avec un second regroupement à Ain Benian pour entamer la série des matches amicaux. Ainsi donc, après avoir bouclé le recrutement, place aux choses sérieuses avec Cherif Hadjar qui s'est dit satisfait des conditions de travail. Une nouvelle aventure commence pour le nouveau coach et les responsables qui se sont fixés comme objectif de jouer les premiers rôles et gagner des titres avec le CSC qui mérite, par sa grandeur, son histoire et l'engouement populaire qu'il suscite, une meilleure prise en charge. C'est du moins l'exigence des milliers d'inconditionnels des Sanafirs.

## FAF - Saison 2021-2022 Les dates des différents championnats fixées

Le bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF) a fixé les dates des différents championnats de la saison 2021-2022 dont ce-

lui de la Ligue 1 professionnelle qui débutera les 22 et 23 octobre prochains, a indiqué dimanche l'instance fédérale.

Les dates des différents

Les dates du coup d'envoi	
<b>Ligue 1</b>	: les 22 et 23 octobre 2021
<b>Ligue 2</b>	: le 26 octobre 2021
<b>Ligue Inter-régions</b>	: les 29 et 30 octobre 2021
<b>Championnats régionaux</b>	: les 6 et 7 novembre 2021
<b>Championnats de wilaya</b>	: les 13 et 14 novembre 2021.

championnats ont été fixés par le bureau exécutif de la FAF lors de sa réunion statutaire du 16 septembre 2021, précisant toutefois que ces dates restent tributaires de l'accord des pouvoirs publics et des autorités sanitaires.

Quant au coup d'envoi du championnat de la Ligue 2, il a été fixé pour le 26 octobre prochain.

## ASO Chlef Confiance renouvelée à Samir Zaoui

La formation de l'ASO Chlef devait débuter hier les entraînements en prévision du nouvel exercice 2021-2022, au moment où la direction a annoncé le renouvellement de sa confiance à l'entraîneur Samir Zaoui.

La reprise des entraînements a eu lieu au niveau du terrain de football du centre de préparation régional de la ville à partir de 17h00, a précisé le club de Ligue 1 via sa page officielle Facebook. La prolongation du contrat de l'entraîneur Zaoui intervient après que ce dernier a réussi à éviter la relégation aux Chélifiens qu'il avait rejoints au milieu de l'exercice passé.

L'ancien défenseur international avait fait un premier passage à l'ASO, club où il a réalisé l'essentiel de sa carrière de joueur, lors de l'exercice 2018-2019 et qui



a été couronné par une accession en Ligue 1, rappelle-t-on. Côté effectif, l'ASO a enregistré jusque-là plusieurs départs, dont deux éléments clés, en l'occurrence Beldjilali, parti en Arabie Saoudite et Benzaza qui a rejoint l'USM Alger. En

revanche, le club vient de se renforcer par les services du gardien de but Sofiane Kacem (ex-JSM Skikda), Senouci Foughloul (MC Oran), Youcef Narbasla (JS Aïn Defla) et Akib Jouba (USM Harrach), souligne-t-on de même source.



## Ligue des champions d'Afrique L'ESS et le CRB fixés sur leurs adversaires du 2<sup>e</sup> tour



L'Entente Sportive de Sétif, lourdement battue par les Gambiens du FC Fortune (3-0) au match «aller» du tour préliminaire de la Ligue des champions africaine de football, a réussi l'exploit de se qualifier au prochain tour de l'épreuve, après sa victoire 3-0 (5-4 aux tirs aux but), dimanche soir, au stade du 8-Mai 1945 à Sétif, pour le compte du match «retour». Les buts de la rencontre ont été inscrits par Muhammad Sawaneh (3 CSC), Benayad (20) et Djabou (67).

Lors du prochain tour, l'ESS af-

frontera les Mauritaniens du FC Nouadhibou. Ce tour, prévu entre le 15 et le 17 octobre pour les matchs aller, et du 22 au 24 du même mois pour le retour, verra l'entrée en lice du tenant du titre, Al Ahly du Caire (Egypte) qui croquera le fer avec les Nigériens de l'US Gendarmerie Nationale. Le deuxième représentant algérien dans cette compétition, le CR Belouizdad a également décroché sa qualification au prochain tour de l'épreuve, après avoir dominé les Nigériens d'Akwa United (2-0) au tour préliminaire «retour», dispu-

té dimanche soir au stade Omar Hamadi. Un résultat ayant suffi au bonheur des Belouizdads, champions d'Algérie en titre, qui s'étaient petitement inclinés au match «aller» (1-0). Les buts de la rencontre ont été inscrits par Khalfallah (71) et Nessakh (83 s.p). Lors du 2<sup>e</sup> tour préliminaire, le CRB croquera le fer avec les Ivoiriens de l'ASEC Mimosas. A l'issue des doubles confrontations, les 16 vainqueurs accéderont à la phase de groupes, tandis que les 16 perdants seront reversés en barrages de la Coupe de la Confédération.

### OGC Nice

## Delort et Boudaoui s'illustrent face à Monaco

Les internationaux algériens de l'OGC Nice, Andy Delort et Hicham Boudaoui ont été buteurs lors du nul (2-2) concédé par leur club face à Monaco, dimanche pour le compte de la 6<sup>e</sup> journée du championnat français de Ligue 1. Delort, qui a rejoint le mois passé le club de Côte d'Azur, a inscrit son premier but de la saison, concrétisant un bon service de l'international espoirs Amine Gouiri (1-1, 52<sup>e</sup>), égalisant après l'ouverture du score de Monaco par Aleksandr Golovin (0-1, 39<sup>e</sup>). L'autre international

algérien, Hicham Boudaoui s'est aussi distingué par son but qui a permis à Nice de prendre les devants à la 73<sup>e</sup> (2-1), avant que Wissam Ben Yedder n'égalise (2-2, 77<sup>e</sup> sur pénalty). Le derby azuréen, joué sans public, aurait pu basculer en fin de match en faveur de Nice. Andy Delort, ancien Montpelliérain, avait obtenu un pénalty, après que sa frappe a été contrée de la main par Badiashile, mais Amine Gouiri a complètement manqué son tir, ce qui a sans doute coûté deux points à son équipe. Les regrets sont donc

pour Nice, qui a manqué l'occasion de frapper un grand coup contre un rival régional et un adversaire pour l'Europe. Monaco, à l'inverse, se contentera sans doute de ce point à l'extérieur, deux jours et demi après un succès contre le Sturm Graz en Ligue Europa (1-0).

Il est à rappeler que l'attaquant algérien Andy Delort (29 ans) a rejoint l'OGC Nice pour un contrat de trois ans, assorti d'une année en option et un montant de 10M Euros, selon plusieurs sources proches des deux clubs.

### Turquie

## L'Allemand Stefan Kuntz nouveau sélectionneur

L'entraîneur allemand Stefan Kuntz sera le sélectionneur national de la Turquie à partir de lundi, a annoncé la fédération turque de football (TFF). L'instance a indiqué dans un communiqué qu'un accord a été trouvé avec l'ancien international allemand de 58 ans (25

sélections), pour succéder à Senol Gunes, licencié vendredi, moins d'un mois après la lourde défaite turque contre les Pays-Bas (6-1).

Champion d'Europe comme joueur avec la Maanschaft en 1996 et passé par Besiktas, Stefan Kuntz était entraîneur de l'équipe d'Alle-

magne des moins de 21 ans depuis 2016. Il a atteint trois fois de suite la finale du championnat d'Europe et remporté le titre à deux reprises (2017 et 2021). Il a par la suite été à la tête de l'équipe allemande olympique, éliminée dès les phases de poule à Tokyo.

### Tennis - Circuit africain des U14

## L'Algérie avec dix représentants en Tunisie

L'Algérie est représentée par dix jeunes tennismen (six garçons et quatre filles) dans le tournoi du circuit africain (IFT/CAT) des moins de 14 ans, entamé ce dimanche en Tunisie. Il s'agit de Chakib Laihem,

Mohamed-Chérif Amir Hamdouda, Ouassim Benguergoura, Belkacemi Zakaria, Yacine Meghari et Nacer Ghoul chez les garçons, ainsi que Maria Badache, Wissal Boudjemaoui, Cerine Kaïdi et Imène Ghet-

tas chez les filles. Après cette compétition, les jeunes internationaux algériens prendront part à un autre tournoi du circuit africain (IFT/CAT) prévu du 26 septembre au 4 octobre en Egypte.

## Echecs - Championnat d'Algérie juniors Nasr Lina et Brahami Lamine sacrés

Les échéphiles Nasr Lina du NB Mohammadia et Brahami Lamine du CF Aokas Béjaia ont remporté les titres du championnat d'Algérie des échecs individuel juniors, clôturé samedi soir à bordj El Kifan, après trois jours de compétition. Chez les filles, une domination totale de Nasr Lina, avec 7 victoires sur huit rondes, devant ses coéquipières du même club Nasr Manal (6 points) et Nasr Ryma (5 points). Chez les garçons, Brahami Lamine

a terminé à la première place avec 7 points devant Hallal Tarik du Sporting Seddikia Oran (6 points) et Zane Rayan du CS Béjaia qui a complété le podium avec 5 points.

Cette phase finale, disputée selon le système suisse en huit rondes à la cadence de 45 minutes au finish avec ajout de trente secondes par coup joué, a été jugée d'un niveau technique très élevé, par le directeur de la compétition, l'arbitre international, Tabti Merouane, A

l'issue de cette phase finale du championnat d'Algérie individuel, les deux premiers chez les filles et garçons représenteront l'Algérie au championnat d'Afrique, prévu du 3 au 11 décembre prochain à Monrovia (Libéria). Cette compétition, organisée par la ligue de wilaya d'Alger des échecs en collaboration avec la Fédération algérienne des échecs, a regroupé 39 jeunes échéphiles filles et 40 garçons de 16 ligues de wilayas du pays.

## Championnats européens

### Angleterre - Coupe de la Ligue

<b>Aujourd'hui</b>		
<b>(19h45):</b>	QPR	- Everton
	Preston NE	- Cheltenham Town
	Fulham	- Leeds United
	Brentford	- Oldham Athletic
	Watford	- Stoke
	Wigan	- Sunderland
	Norwich City	- Liverpool
	Burnley	- Rochdale
	Sheffield United	- Southampton
	Manchester City	- Wycombe Wanderers

<b>Mercredi</b>		
<b>(19h30):</b>	Brighton	- Swansea
<b>(19h45):</b>	Manchester United	- West Ham
	Chelsea	- Aston Villa
	Arsenal	- AFC Wimbledon
	Millwall	- Leicester
	Wolverhampton	- Tottenham

### Espagne - 6<sup>e</sup> journée

<b>Aujourd'hui</b>		
<b>(18h30):</b>	Getafe	- Atlético Madrid
<b>(21h00):</b>	Athletic Bilbao	- Rayo Vallecano
	Levante	- Celta Vigo

<b>Mercredi</b>		
<b>(18h30):</b>	Espanyol	- Alavés
	Séville FC	- Valence
<b>(21h00):</b>	Real Madrid	- Majorque
	Villarreal	- Elche

<b>Jeudi</b>		
<b>(18h30):</b>	Grenade	- Sociedad
	Osasuna	- Betis
<b>(21h00):</b>	Cadix	- FC Barcelone

### Italie - 5<sup>e</sup> journée

<b>Aujourd'hui</b>		
<b>(17h30):</b>	Bologne	- Genoa
<b>(19h45):</b>	Atalanta	- Sassuolo
	Fiorentina	- Inter Milan

<b>Mercredi</b>		
<b>(17h30):</b>	Salernitana	- Vérone
	Spezia	- Juventus Turin
<b>(19h45):</b>	AC Milan	- Venezia
	Cagliari	- Empoli

<b>Jeudi</b>		
<b>(17h30):</b>	Sampdoria	- Naples
	Torino	- Lazio Rome
<b>(19h45):</b>	AS Rome	- Udinese

### France - 7<sup>e</sup> journée

<b>Mercredi</b>		
<b>(18h00):</b>	Montpellier	- Bordeaux
	Monaco	- Saint-Etienne
	Nantes	- Brest
	Lille	- Reims
	Rennes	- Clermont
<b>(20h00):</b>	Lens	- Strasbourg
	Lyon	- Troyes
	Metz	- Paris SG
	Angers	- Marseille
	Lorient	- Nice

## Cyclisme - Mondiaux 2021 Filippo Ganna reste maître du chrono



Filippo Ganna reste maître du chronomètre: l'Italien a privé le Belge Wout van Aert de l'or dans le contre-la-montre des Mondiaux de cyclisme, dimanche à Bruges, en ouverture des compétitions. Si la Belgique a pris deux places sur le podium, avec la troisième place de Remco Evenepoel, la (grande) foule des spectateurs a entendu l'hymne italien après l'arrivée de la course. Pour saluer la performance de Ganna, vainqueur à la moyenne de 54,37 km/h sur le parcours ultra-plat tracé à partir de Knokke-Heist et long de 43,3 kilomètres.

Le géant piémontais (1,93 m), qui compte désormais 16 victoires sur route à l'âge de 25 ans, s'est imposé pour la première fois sur un

contre-la-montre dépassant les 40 kilomètres. Dans sa gestion de l'effort, il a conservé des forces pour faire mieux que van Aert, qui comptait 6 secondes d'avance sur lui au premier pointage (Km 13,8) mais moins d'une seconde au relevé suivant (Km 33,3). A l'arrivée, Ganna a repoussé le Belge à 5 secondes, un écart sensiblement inférieur à celui de l'année passée quand il avait remporté le titre sur route sur le circuit italien d'Imola (26 sec sur 31,7 km). Evenepoel, longtemps détenteur du meilleur temps, s'est incliné pour sa part de 43 secondes. Fair-play, van Aert, qui venait à peine de boucler son parcours, a brièvement félicité son rival, la référence actuelle en matière de contre-la-montre.



## Italie L'AC Milan résiste à la Juve



La Juventus et l'AC Milan se sont neutralisés (1-1) dimanche dans le choc de la 4e journée de Serie A, un résultat qui fait davantage l'affaire des Rossoneri (2e) que des Bianconeri, toujours sans succès et scotchés dans les profondeurs du classement (18e). Les premiers points abandonnés par Milan et la Roma (battue à Vérone 2-3) font les affaires de l'Inter Milan, leader provisoire à la différence de buts, et de Naples (3e, 9 pts), qui pouvait prendre seul la tête hier. La Juventus, elle, reste loin, encore au ralenti avec seulement deux points. La voilà 18e et relégable, à égalité de points avec Cagliari (19e) ! Les Turinois, dans la foulée de leur première victoire de la saison en Ligue des champions cette semaine (3-0 à Malmö), ont pourtant rapidement pris les devants grâce à Alvaro Morata

(4e). La Juve, jouant bas et compact avec un milieu solide (Locatelli, Rabiot), a ensuite maîtrisé un match assez fermé, face à des Milanais un peu brouillons et assez inoffensifs en l'absence de Zlatan Ibrahimovic et Olivier Giroud (blessés).

Mais la première victoire en championnat qui se dessinait pour Massimiliano Allegri s'est envolée à un quart d'heure de la fin, sur une tête autoritaire d'Ante Rebic sur corner (76e). Selon les statistiques de la Ligue italienne, c'est seulement la quatrième fois de son histoire que la Juve ne réussit pas à gagner l'un de ses quatre premiers matches de championnat, la première fois depuis soixante ans !

La Roma de José Mourinho, qui comme Milan avait fait le plein jusqu'ici, a connu son premier revers, victime de la révolte de l'Hellas

Vérone vainqueur 3-2 pour marquer ses premiers points du championnat. Face à un autre mal classé, Cagliari, la Lazio a également été bousculée et a dû s'employer à domicile (2-2) pour éviter une troisième défaite de rang, après ses revers à Milan (2-0) en Serie A puis contre Galatasaray (1-0) en Ligue Europa. Les Laziali menaient grâce à une tête de l'inévitable Ciro Immobile (45e), pour son cinquième but de la saison. Mais les Sardes, avec eux aussi un nouvel entraîneur pour rebondir (Walter Mazzarri a remplacé Leonardo Semplici), ont joliment renversé la situation grâce à Joao Pedro (46e) puis Keita Baldé (62e). A l'énergie, les joueurs de Maurizio Sarri (suspendu après son exclusion à Milan la semaine dernière) ont sauvé un point grâce à l'entrant Danilo Cataldi (83e).

## Espagne

### Un Real Madrid renversant à Valence

Le Real Madrid a conservé sa position de leader de la Liga dimanche après avoir renversé Valence (2-1), au stade Mestalla, grâce notamment à un but de Benzema en fin de rencontre lors de l'avant-dernier match de la 5e journée. Avec 13 points, les joueurs de Carlo Ancelotti devançant l'Atletico Madrid (11 pts) et Valence (10 pts), qui concède son premier revers de la saison. Les Colchoneros avaient concédé le match nul dans leur antre, samedi, face à l'Atletic Bilbao (0-0), et manqué l'occasion de prendre, seuls, la tête du classement. Encore menés à la 86e minute (1-0), les coéquipiers de Luka Modric ont fait la différence en trois minutes, à la faveur de Vinicius (86e) et de l'international français (88e), auteur de son sixième but de la saison en championnat. Il reste en tête des meilleurs buteurs de la Liga, devant l'attaquant brésilien (5 buts). Une issue improbable tant les Madrilènes, éprouvés après leur succès lors du premier match de Ligue des champions à l'Inter (1-0) mercredi, ont subi face à une séduisante équipe valencienne. Le



match a également été marqué par les blessures de trois joueurs en 25 minutes, lors de la première période, dont le latéral droit espagnol Carvajal (26e). Plus tôt dans la journée, la Real Sociedad n'a pas saisi l'occasion de prendre la tête du classement contre Séville (0-0), 6e, et reste au pied du podium, au quatrième rang. Le Bétis Séville

s'est fait rejoindre à la dernière minute par l'Espanyol Barcelone (2-2) et reste aux portes du Top 10. La cinquième journée de Liga se clôture lundi soir, avec le match de Barcelone (10e), dont l'état s'est dégradé cette semaine après la déroute subie contre le Bayern en Ligue des champions, opposé à Grenade (17e).

## Allemagne Le Bayern prend la tête après cinq journées

Après cinq journées de Bundesliga, le Bayern, vainqueur des neuf dernières éditions, passe en tête: Wolfsburg, leader jusqu'à cette semaine, a été tenu en échec à domicile dimanche par Francfort (1-1) et abandonne la première place à la différence de buts. Les deux équipes sont à 13 points, mais le Bayern, qui a atomisé le promu Bochum 7-0 samedi, compte une différence de 16 contre 5 pour les «Loups». La bonne affaire de ce dimanche a toutefois

été réalisée par Dortmund, qui s'est assuré la troisième place à une longueur des deux leaders en battant l'Union Berlin 4-2 à domicile, avec un nouveau doublé d'Erling Haaland, toujours au coude à coude avec Lewandowski au classement des buteurs. Sept buts en cinq journées: les deux canonnières prodiges de la Bundesliga ne se lâchent pas d'une semelle, et au but du Polonais de 33 ans samedi contre Bochum (7-0), le Norvégien de 21 ans a répondu

dimanche par deux réalisations somptueuses. Leipzig, l'autre ténor des cinq dernières saisons, est pour le moment en dehors du coup, avec quatre points seulement, soit une seule longueur d'avance sur la zone de relégation.

Dans le premier match de dimanche, le Bayer Leverkusen, vainqueur autoritaire (3-1) à 10 contre 11 à Stuttgart, s'est assuré la quatrième place, celle qui donnera accès à la prochaine Ligue des champions.

## France Le PSG toujours souverain, Marseille dauphin

Impitoyable, le Paris Saint-Germain a poursuivi contre Lyon (2-1) sa série de victoires en Ligue 1 grâce à un but de Mauro Icardi à la dernière seconde, dimanche pour la première de Lionel Messi au Parc des Princes et la 6e journée de L1. L'effectif du PSG est redoutable: si Messi n'a pas marqué pour ses débuts à la maison, Icardi a surgi d'un banc riche pour donner aux Parisiens leur sixième victoire en autant de matches de L1. Le PSG a toujours des réglages collectifs à assurer, mais on bosse mieux en gagnant, après le petit couac de Bruges (1-1), mercredi en Ligue des champions. Dans un match offensif, une belle publicité pour la Ligue 1, l'OL n'a pas démerité mais repart sans rien, après trois victoires consécutives, Ligue Europa comprise. Le Parc des Princes, qui voyait Messi jouer pour la première fois pour le PSG, rêvait de fêter ça par un but de la «Pulga», mais il faudra attendre. L'OL a cru gâcher la pendaïson de crémaillère de Messi et refaire le coup de l'an dernier, s'imposer 1-0 au Parc, après l'ouverture du score de Lucas Paqueta (53e). Mais Neymar, de retour vers la grande forme, a obtenu et transformé un penalty (65e s.p.). Puis Kylian Mbappé s'est arraché pour servir



Icardi, buteur d'une tête décroisée (90e+3).

Mauricio Pochettino a encore du travail pour faire sonner son orchestre. Les Parisiens comptabilisent 18 points sur 18 possibles avec déjà une avance confortable de cinq longueurs sur leur dauphin Marseille. L'été se prolonge pour l'OM, qui a maintenu sa bonne dynamique devant son public. Le jeune buteur sénégalais Bamba Dieng, l'une des révélations du début de saison, a marqué son 3e but en deux matches de Cham-

pionnat (47e), pour lancer les Phocéens. La recrue Amine Harit (71e) a plié l'affaire ensuite. Ce succès permet aux joueurs de Jorge Sampaoli (13 pts, un match en moins) de doubler Angers (11 pts), leur prochain adversaire, pour prendre la deuxième place derrière le PSG (18 pts). Invaincus depuis le début de la saison (avec un match en moins), les Aiglons ont raté l'occasion de voler plus haut: le nul concédé contre l'AS Monaco (2-2) les a privés du podium.

## Angleterre United et Chelsea rejoignent Liverpool, Brighton s'accroche

Un but de Cristiano Ronaldo et un penalty arrêté par De Gea d'un côté et un derby maîtrisé à Tottenham de l'autre ont permis à Manchester United et Chelsea de rejoindre Liverpool en tête de la Premier League, dimanche, au terme de la cinquième journée. Attendus au tournant après leur déconvenue à Berne (défaite 2-1 contre les Young Boys), mercredi en Ligue des Champions, les Red Devils ont renversé de justesse West Ham (2-1) grâce à un arrêt de David De Gea sur penalty à la toute dernière seconde. Avec

13 points, ils comptent le même total que Liverpool et Chelsea, vainqueur à Tottenham (3-0), mais sont troisièmes à la différence de but (+9), derrière les Reds et les Blues (tous deux +11). Cette victoire au scénario complètement fou et après des décisions arbitrales contestées - deux penalties refusés à Ronaldo à 1-1 - conforte un Ole Gunnar Solskjær, fragilisé. Bien contenu pendant 45 minutes par Tottenham, Chelsea a forcé le destin pour l'emporter 3 à 0 et se hisser en tête. Dans un match marqué par l'hommage à l'at-

taquant Jimmy Greaves, champion du monde en 1966 et décédé dimanche à 81 ans après avoir porté le maillot des deux équipes, le jeu a longtemps été sapé par des imprécisions dans la dernière passe ou le dernier geste. Un deuxième revers 3-0 pour Tottenham et un 15e match sans prendre de but pour Chelsea en championnat sur les 24 disputés sous Tuchel, une proportion record dans l'histoire de la Premier League. Le troisième match de l'après-midi a vu Brighton confirmer son bon début de saison en battant Leicester (2-1).



## Attentat du Drugstore en 1974 Troisième procès pour Carlos

Un dernier procès, uniquement pour fixer la durée de sa peine: 47 ans après l'attentat meurtrier du Drugstore Public, Ilich Ramirez Sanchez, dit Carlos, est rejugé à partir de mercredi à Paris pour cette attaque qui lui a valu deux condamnations à la perpétuité.

Ce nouveau procès, ordonné en novembre 2019 par la Cour de cassation, doit durer trois jours et porte uniquement sur le quantum de la peine, puisque la culpabilité du Vénézuélien dans l'attentat qui a fait deux morts et 34 blessés en 1974 avait été reconnue définitivement par la justice.

Figure du terrorisme «anti-impérialiste» des années 1970-80, Carlos avait été condamné en mars 2017 à la réclusion criminelle à perpétuité pour avoir lancé une grenade dans la galerie marchande du grand magasin parisien, une peine confirmée un an plus tard en appel.

Mais la Cour de cassation avait partiellement cassé l'arrêt de la cour d'assises, qui avait déclaré Carlos coupable d'assassinats et tentatives d'assassinats par «l'effet d'une puissance explosive», mais aussi de transport d'une grenade «sans motif légitime».

Ce transport étant «une opération préalable nécessaire à la commission des autres infractions», la plus haute juridiction judiciaire avait considéré que Carlos avait été condamné deux fois pour la même chose.

Le «révolutionnaire professionnel» autoproclamé, aujourd'hui âgé de 71 ans, affronte donc une cour d'assises spéciale, en charge des crimes terroristes, pour la troisième fois dans cette affaire.

«Un procès simplement pour fixer la peine, ce n'est pas sérieux. Soit on fait un procès, soit on ne fait rien», a déclaré l'avocate de Carlos, Isabelle Coutant Peyre - qui était devenue sa compagne en détention - critiquant aussi les «délais irraisonnables» de la procédure. «Tout est ouvert», a-t-elle toutefois considéré.

### ARRÊTÉ AU SOUDAN

Incarcé en France depuis son arrestation en 1994 au Soudan, Carlos a déjà été condamné deux fois à la peine maximale par la



justice française, pour un triple meurtre en 1975 à Paris et pour quatre attentats à la bombe commis en France en 1982 et 1983 (11 morts et 191 blessés).

L'attaque du Drugstore avait eu lieu le 15 septembre 1974 à Paris, vers 17H10: une grenade lancée par un homme depuis le restaurant en mezzanine avait explosé dans la galerie marchande en contrebas, à l'angle du boulevard Saint-Germain et de la rue de Rennes.

Pour l'accusation, cet attentat visait à faciliter la remise en liberté d'un Japonais arrêté à Orly, membre de l'Armée rouge japonaise (ARJ) dont un commando venait également d'exiger la libération lors d'une prise

d'otages à l'ambassade de France à La Haye. Ce mouvement était proche d'une branche du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) dont Carlos était devenu l'un des bras armés en Europe.

La grenade jetée au Drugstore était, selon cette hypothèse, le moyen de pression choisi par Carlos pour accélérer la libération du révolutionnaire nippon.

Sans ADN ni aveux, Carlos avait été reconnu coupable à partir d'un faisceau d'éléments à charge, dont le témoignage d'un ancien compagnon d'armes repent, Hans Joachim Klein.

Selon l'enquête, la grenade utilisée au Drugstore provenait d'un même lot volé dans

une base américaine en Allemagne que celles retrouvées chez une maîtresse de Carlos et celles abandonnées après la prise d'otages de La Haye.

Le Vénézuélien avait lui-même revendiqué cette action dans une interview parue fin 1979 dans le magazine El-Watan Al-Arabi, un entretien que l'intéressé a ensuite affirmé n'avoir jamais donné.

A son procès en appel, en mars 2018, le «Chacal» s'était volontiers livré au récit de ses années de cavale et de son engagement politique, expliquant que la violence s'était «imposée» à lui, tout en rechignant à reconnaître les crimes pour lesquels il a été condamné.

## Dubaï

### Les expatriés libanais à la rescousse des proches restés au pays



Dans un quartier du centre de Dubaï, où les grosses voitures circulent entre de gigantesques gratte-ciels, Jennifer Houchaime confie son sentiment de «culpabilité» et sa détermination à «aider» ses proches restés au Liban, pays plongé dans l'une des pires crises économiques au monde.

«Comment rester assise dans le confort de ma maison climatisée, avec un réfrigérateur plein, en sachant que mon peuple, mes amis

et ma famille galèrent là-bas?», s'interroge cette Libanaise de 33 ans, consultante dans le secteur hôtelier.

«La culpabilité est très, très forte! De la culpabilité, de la honte et de la nostalgie, tout ce qui vous conduit chez un psychiatre en fait», confie-t-elle à l'AFP.

Dans la riche et cinquante cité-Etat du Golfe, l'importante diaspora libanaise se mobilise pour venir en aide aux leurs, confrontés de-

puis fin 2019 à l'effondrement de l'économie du Liban avec d'interminables coupures d'électricité, une inflation liée à la déliquescence de la monnaie et de graves pénuries en tout genre.

Accusant une classe politique considérée quasi-unanimement comme incompétente et corrompue, la population manque de tout, de l'essence aux médicaments en passant par le pain et diverses denrées dans un pays qui n'a plus les moyens d'importer. Plus des trois quarts des Libanais vivent désormais dans la pauvreté.

Les réseaux sociaux regorgent de messages de Libanais appelant à envoyer des produits de base: lait infantile, couches, médicaments, café ou encore serviettes hygiéniques.

Se défiant des autorités libanaises, les expatriés libanais de Dubaï ont pris l'initiative d'acheminer eux-même de l'aide. Lorsqu'ils rentrent au pays, Jennifer Houchaime et ses amis entassent dans leurs valises médicaments et produits alimentaires de base. «On veut essayer d'aider notre famille et nos amis autant que possible.»

### «COMBLER CE VIDE»

Face à la multiplication de ces initiatives d'entraide, la compagnie aérienne Emirates, basée à Dubaï, a autorisé jusqu'à fin septembre dix kilos de bagages supplémentaires pour ses clients se rendant au Liban.

Basée au Liban, Aya Majzoub, chercheuse à l'ONG Human Rights Watch, constate que la confiance envers les autorités locales n'a jamais été aussi faible.

«Il n'est pas surprenant que des initiatives locales et populaires aient vu le jour pour combler ce vide tout en contournant le gouvernement considéré comme corrompu, inefficace et incompétent», dit-elle à l'AFP.

«Au cours des dernières décennies, les res-

ponsables libanais ont dilapidé des milliards de dollars d'aide internationale, s'enrichissant tout en appauvrissant le pays», fustige-t-elle.

Un récent voyage au pays a ouvert les yeux de Dima Hage Hassan. «J'étais au Liban, j'avais de l'argent, j'avais de l'essence dans ma voiture. Mais j'ai fait le tour des pharmacies sans pouvoir trouver de médicaments pour les otites de ma mère», raconte à l'AFP cette créatrice de contenu numérique indépendante, âgée de 38 ans.

«C'est très différent quand on est sur place, on ressent ce que les gens ressentent. On se sent très coupable de la façon dont on peut dépenser l'argent», ajoute l'expatriée libanaise, faisant référence au mode de vie dubaïote, connu pour ses restaurants hors de prix et ses gigantesques centres commerciaux.

### «FAIRE NOTRE PART»

La Libanaise Sarah Hassan, qui vit aussi à Dubaï, fait sa valise pour se rendre dans son pays pour la deuxième fois en moins de deux mois. Elle emporte médicaments, crèmes, ventilateurs à piles et serviettes hygiéniques.

«J'ai acheté deux ventilateurs parce que ma grand-mère est très âgée et nous voulons qu'elle se sente bien» quand il n'y a pas d'électricité, raconte-t-elle à l'AFP.

«Plusieurs de mes amis vont aussi au Liban, donc nous faisons tous notre part», ajoute cette femme de 26 ans qui travaille pour une grande marque de bijoux française.

«J'ai été il y a un mois au Liban, c'était la première fois en deux ans. J'étais tellement choquée. Puis vous revenez ici, dans le confort de votre maison. Tout est à portée de main», confie Sarah Hassan.

Elle aussi ressent une «culpabilité si étouffante». «Ce n'est pas juste que tous ces gens souffrent pour des choses aussi basiques», soupire-t-elle



## De «nombreuses» habitations détruites, selon les autorités Eruption volcanique aux Canaries



**D**e nombreuses maisons ont été «détruites» par la lave sur l'île espagnole de La Palma, dans l'archipel touristique des Canaries, où un volcan est entré en éruption dimanche, ont indiqué les autorités lundi.

Cette éruption, la première en 50 ans sur cette île, a entraîné l'évacuation de près de 5.000 personnes. «Il y a de nombreuses habitations détruites», a assuré à l'AFP une porte-parole du gouvernement régional des Canaries, en précisant que le décompte exact était «encore en cours».

Interrogé par la télévision publique (TVE), le maire de El Paso, l'un des villages évacués par les autorités, a assuré qu'une vingtaine de maisons au moins étaient «totalement détruites» dans sa commune.

«La lave n'a absolument rien laissé sur son passage», a témoi-

gné Sergio Rodriguez, en soulignant que les habitants étaient «dans l'incertitude». Ils ne «rentrent pas chez eux avant un bon moment, très certainement», a-t-il ajouté.

Des médias espagnols ont évoqué le chiffre d'une centaine d'habitations affectées par les conséquences de l'éruption.

L'éruption de la Cumbre Vieja a débuté dimanche peu après 15H00 locales (14H00 GMT).

Elle a entraîné l'évacuation d'environ 5.000 personnes, prises en charge par les autorités. Le gouvernement régional des Canaries a précisé lundi matin sur Twitter ne pas prévoir de nouvelles évacuations à ce stade, les coulées de lave se dirigeant «vers la mer».

D'après le président de la région des Canaries, Angel Victor Torres, le volcan Cumbre Vieja contiendrait entre 17 et 20 millions de

mètres cubes de lave. Pour cette raison, l'éruption «va se poursuivre», a-t-il prévenu dans une vidéo mise en ligne sur Twitter.

«D'après le comité technique, tout semble indiquer qu'il ne va pas y avoir de nouveaux points d'éruption», a ajouté l'écu, en assurant que «la sécurité» des habitants était «garantie».

Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez, qui devait aller à New York pour l'assemblée générale des Nations Unies, a décidé de se rendre immédiatement dans l'île où il est arrivé dimanche soir pour suivre l'évolution de la situation et des opérations.

Le volcan Cumbre Vieja était sous haute surveillance depuis une semaine, en raison d'un énorme regain d'activité sismique. La dernière éruption sur l'île de La Palma avait eu lieu il y a 50 ans, en 1971.

## La justice américaine fixe le calendrier Plainte mexicaine contre les fabricants d'armes

**L**a justice américaine a fixé le calendrier d'examen de la plainte déposée par le Mexique à l'encontre des principaux fabricants d'armes américains, a annoncé dimanche le ministère mexicain des Affaires étrangères.

La cour fédérale du Massachusetts, où a été déposée début août la plainte du Mexique, a fixé au 22 novembre la date à laquelle les fabricants d'armes américains pourront présenter leurs arguments. Le Mexique aura ensuite jusqu'au 31 janvier 2022 pour y répondre et les entreprises concernées jusqu'au 28 février pour avancer de nouveaux arguments, avant la fin du procès prévue au premier semestre de l'an prochain.

Le Mexique avait intenté début août une action en justice sans précédent aux Etats-Unis contre les plus gros fabricants d'armes américains accusés d'encourager la violence des narcotrafiquants mexicains. La plainte a été déposée à l'encontre de neuf fabricants d'armes, dont Smith & Wesson, Beretta, Colt, Glock, Century Arms, Ruger et Barrett, accusé de commerce illégal au Mexique.

Le gouvernement mexicain estime qu'entre 70 et 90% des armes récupérées sur les scènes de crime proviennent d'un trafic depuis les Etats-Unis.

Certaines de ces armes, des fu-



sils Barrett de calibre 50, des pistolets Smith & Wesson et des fusils Ruger et Colt, ont aussi été retrouvées après l'attentat de juin 2020 contre le chef de la police de Mexico, Omar Garcia Harfuch, indique la plainte déposée par le Mexique.

De nombreuses armes arrivent sur le territoire mexicain dans le cadre de ce que l'on appelle communément «l'opération hormiga»: des intermédiaires achètent de petites quantités d'armes aux Etats-Unis, où il est aisé de les acquérir, puis leur font passer la frontière.

Selon le ministre mexicain des

Affaires étrangères, Marcelo Ebrard, cette procédure sans précédent vise à obliger les entreprises américaines non seulement à indemniser financièrement le Mexique pour les dommages causés au fil des ans, mais aussi à mettre en oeuvre des mesures de contrôle et de discipline à l'égard de leurs distributeurs.

Le Mexique, qui compte 126 millions d'habitants, est en proie à une vague de violence depuis 2006, date à laquelle le gouvernement du président de l'époque, Felipe Calderón (2006-2012), a lancé une opération militaire contre les cartels de la drogue.

## Massivement expulsés du Texas Les Haïtiens en colère et angoissés face aux gangs



**U**sées par les mois de voyage à travers l'Amérique centrale, les familles haïtiennes expulsées en nombre dimanche oscillent entre la colère du traitement subi aux Etats-Unis et l'angoisse de vivre à nouveau dans leur pays désormais en proie à la violence des gangs.

Les Etats-Unis avaient suspendu les expulsions de migrants haïtiens en situation irrégulière suite au séisme qui avait ravagé la moitié sud d'Haïti, le 14 août, mais le regroupement en quelques jours de plus de 15.000 migrants, dont une majorité d'Haïtiens, sous un pont au Texas a changé la donne.

En moins de deux heures, trois vols partis du Texas ont atterri dimanche sur le tarmac de Port-au-Prince: jamais les autorités migratoires haïtiennes n'ont eu à gérer un tel afflux.

A leur descente du bus venus les chercher au pied de la passerelle, les familles ont déversé leur colère et frustration sur les employés administratifs et les photojournalistes, sommés de ne pas prendre d'images.

«Biden sait bien ce qu'il fait mais il s'en fiche. Il nous traite, nous et nos enfants pire que des bêtes» hurle une femme, les larmes coulant sur son visage.

Autour d'elle, quelques hommes acceptent de se confier sur les conditions dans le centre géré par l'administration migratoire étasunienne, à proximité du pont sous lequel ils avaient passé plusieurs nuits.

### PAS DE LITS NI DE DOUCHES

«On n'a pas eu de lits pour dormir: on dormait avec seulement une fine bâche plastique pour nous couvrir, alors que l'espace était trop climatisé. Et on dormait à même le sol en béton» témoigne Garry Momplaisir qui a passé cinq jours dans le lieu.

«On n'a pas pu se doucher. Il y avait des toilettes mais aucun endroit prévu pour nous laver» ajoute l'homme de 26 ans, expulsé en compagnie de sa femme et leur fille de 5 ans.

Le processus d'enregistrement par les autorités haïtiennes s'éternisant, beaucoup de parents ont profité de l'attente pour donner une toilette sommaire à leurs plus jeunes enfants.

### ENFANTS CHILIENS EXPULSÉS EN HAÏTI

Selon les manifestes des trois vols consultés par une journaliste de l'AFP, près de la moitié des 327 Haïtiens expulsés par les Etats-Unis dimanche ont moins de 5 ans et sont tous

nés hors d'Haïti. Car avant d'arriver à la frontière mexicano-étasunienne, ces Haïtiens avaient vécu plusieurs années au Chili et au Brésil, où ils avaient émigré au courant des années 2016 et 2017.

«A Santiago, j'avais un petit commerce, mon mari travaillait. On arrivait à économiser de l'argent: c'est ce qui nous a permis de faire toute la route vers les Etats-Unis» témoigne une jeune femme qui se fait surnommer Jeanne, refusant de décliner son identité par peur d'être stigmatisée.

Avec Maël, leur fils de trois ans détenteur d'un passeport chilien, Jeanne et son mari ont traversé le sous-continent américain en deux mois, une route migratoire considérée aujourd'hui parmi les plus périlleuses selon les organisations humanitaires. «C'est une chose inexplicable. Personne ne peut vraiment témoigner de cette horreur» soupire la jeune Haïtienne. «Si j'avais su ce que j'allais vivre, jamais je n'aurais fait ce voyage», frémit-elle, au bord des larmes. Le couple dit avoir dépensé 7.000 dollars américains pour arriver jusqu'au Mexique et 2.000 dollars additionnels pour arriver à la frontière texane. Comme d'autres familles expulsées vers Port-au-Prince dimanche, ils croyaient, à tort, pouvoir bénéficier de l'extension du statut migratoire spécial TPS.

L'administration Biden a bien étendu l'octroi aux Haïtiens du TPS, destiné aux ressortissants de pays dangereux ou frappés par des catastrophes naturelles, mais uniquement aux ressortissants qui se trouvaient sur le sol américain avant le 29 juillet.

Ses études en gestion bouclées, Jeanne avait aussitôt quitté Haïti en 2016. «Si j'avais pu trouver du travail, jamais je ne serais partie. Maintenant la situation du pays a tellement empiré» s'inquiète-t-elle.

Sa mère résidant à l'étranger, Jeanne va suivre son conjoint et vivre avec sa belle-famille, au cœur d'un quartier périphérique de Port-au-Prince totalement contrôlé par un gang depuis le début de l'année.

«Imaginez: des types ont pu entrer chez le président et le tuer dans sa chambre. Et moi? Je ne peux pas être à l'aise» angoisse la femme de 28 ans, évoquant l'assassinat de Jovenel Moïse tué par un commando armé le 7 juillet. En sous-effectif, les autorités haïtiennes ont achevé en fin d'après-midi dimanche l'enregistrement de tous leurs ressortissants expulsés des Etats-Unis. Lundi, trois nouveaux vols en provenance du Texas étaient prévus à destination de Port-au-Prince.



## Finlande

### Les campagnes face à l'exode des femmes

*Avec sa rivière et sa haute église en bois, le village d'Enonkoski dans l'est de la Finlande a du charme.*

Mais pas pour les jeunes femmes qui comme un peu partout dans le pays nordique fuient les campagnes, laissant des contingents masculins derrière elles. «Toutes mes amies aussi sont parties», témoigne Viivi Rinkinen, qui a quitté à l'âge de 16 ans cette bourgade de 1.400 habitants, dont deux fois plus de jeunes hommes que de jeunes femmes.

«C'était un peu ennuyeux, je voulais de l'action», explique-t-elle à l'AFP. Partie faire son lycée en ville à deux heures de route, elle vit désormais sous le soleil de Malte, en mer Méditerranée.

En Finlande, plus de la moitié des communes rurales comptent aujourd'hui un déficit supérieur à 20% du nombre de femmes par rapport à leurs congénères masculins, au grand dam des autorités locales qui tentent d'enrayer le phénomène.

Cet exode est surtout alimenté par l'écart de niveau scolaire: les filles obtiennent souvent de meilleurs résultats, ce qui les pousse à poursuivre des études supérieures ailleurs.

Parallèlement, les emplois hautement qualifiés pour les femmes restent plus rares dans les campagnes, où des professions à dominante masculine sont un important vivier d'emplois.

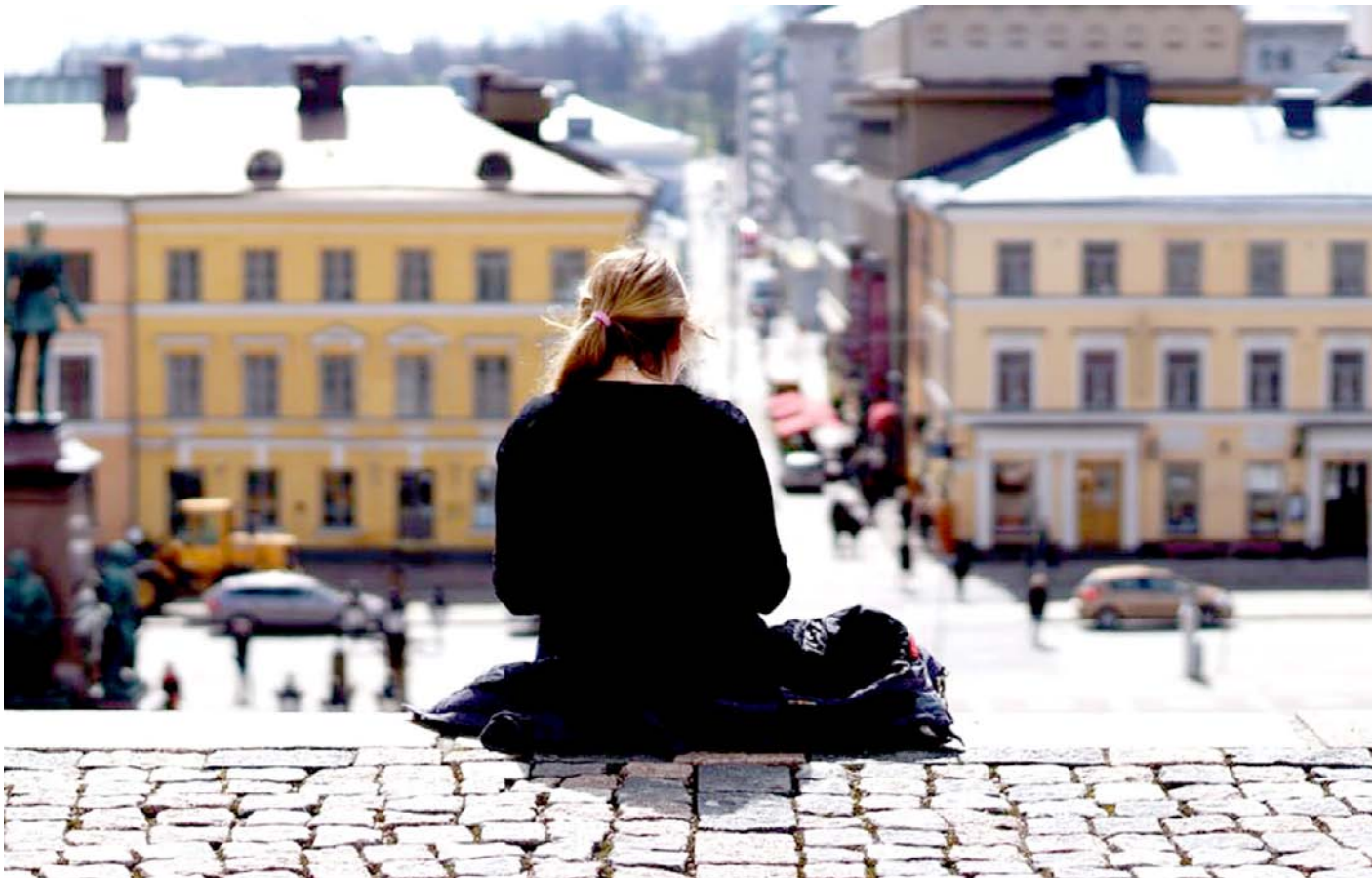
#### INQUIÉTUDES

«Nous, on aime rester là où nous sommes nés, nous n'aimons pas partir pour tremper nos doigts de pieds dans d'autres eaux», lance Leevi Natunen, un opérateur de machine forestière de 20 ans rencontré par l'AFP à Enonkoski, à 350 kilomètres d'Helsinki.

«Les filles ne sont pas intéressées par le travail dans les fermes, contrairement à nous», ajoute son ami Miika Leikas, 20 ans également, employé lui dans le bâtiment.

Une situation que déplore Timo Aro, du cabinet de conseil en développement régional MDI: «notre marché de l'emploi est encore polarisé entre les emplois dits masculins et les emplois féminins». «La tendance au départ des jeunes femmes existe depuis longtemps mais on en parle davantage aujourd'hui», grâce à de meilleures données et à un intérêt croissant pour la question, ajoute-t-il.

Bien que le taux de natalité soit plus élevé à la campagne, le départ massif des jeunes



femmes vers les villes accélère un exode rural déjà important.

Confrontées à une fuite des jeunes qualifiées et à une facture croissante des soins aux personnes âgées, certaines municipalités rurales cherchent désormais à garder et faire revenir les femmes.

En Cajanie, vaste région à sept heures de route au nord d'Helsinki, les autorités ont interrogé 500 jeunes femmes dans le cadre d'un projet pilote visant à comprendre cet exode.

«Nos politiciens sont inquiets», alerte Minna Komulainen, chargée du développement au Conseil régional. «Il est naturel que les gens partent ailleurs pour étudier, mais notre problème est de savoir comment les faire revenir ensuite».

Outre la question de l'emploi, plus de la

moitié des personnes interrogées estiment également que la voix des jeunes femmes n'est pas entendue dans le processus décisionnel local. L'image négative de cette région frontalière de la Russie, réputée pauvre et intolérante, n'aide pas non plus.

La Cajanie a mis en place une campagne avec les entreprises pour créer davantage d'opportunités pour les jeunes femmes, stimuler leur participation à la vie politique et diffuser une image plus inclusive et dynamique de la région.

#### TÉLÉTRAVAIL

«L'un des problèmes est que les services sont progressivement délocalisés vers les grandes villes», déplore Markus Lindroos, animateur à Heinävesi, à une heure d'Enon-

koski. «J'aimerais que le gouvernement comprenne qu'il y a une vie en dehors du péri-phérique d'Helsinki.»

Mais contre toute attente, le Covid-19 a ajouté sa touche d'optimisme dans cette pittoresque campagne finlandaise.

«Le passage au télétravail signifie que vivre à Enonkoski n'est pas un problème pour le moment, j'y vois des opportunités», juge la maire Minna Laurio.

Et pour les jeunes restés sur place, comme Atte Tuominen, la vie à Heinävesi à aussi ses atouts, avec ou sans femmes: «mes amis et moi passons beaucoup de temps ensemble à faire du sport, à pêcher et à faire d'autres activités dehors».

«Il y a encore des filles dans les villes voisines, il ne faut pas aller loin», glisse ce coach sportif de 22 ans.

## Burundi

### Les catastrophes naturelles ont forcé 100.000 personnes à quitter leur maison



Les inondations et autres catastrophes naturelles ont forcé au moins 100.000 personnes à fuir leur maison ces dernières années au Burundi, affirme l'ONG Save the Children dans un rapport publié lundi.

Ce pays d'Afrique de l'Est connaît depuis 2015 une profonde crise politique qui a fait 1.200 morts et poussé à l'exil quelque 400.000 Burundais. Mais aujourd'hui, «plus de 84% de tous les déplacés internes au Burundi (...) l'ont été en raison de ca-

tastrophes naturelles plutôt qu'en raison de conflits, principalement à cause de la montée (des eaux) du lac Tanganyika, le deuxième plus grand d'Afrique», affirme l'ONG anglaise.

En avril, le lac est ainsi monté d'environ 4 mètres par rapport à son niveau normal, détruisant des centaines de maisons, note l'ONG, qui opère au Burundi.

L'ONG, qui lutte pour la protection des enfants, souligne que ces derniers ont été parti-

culièrement touchés. «Il est estimé que 7.200 déplacés - soit 7% du total - sont des bébés de moins d'un an», ajoute le texte.

Les enfants plus vieux ne peuvent plus aller à l'école, et beaucoup ne reçoivent qu'un repas par jour, ajoute Save the Children.

«Le monde semble avoir oublié le Burundi, qui paye déjà le prix fort du changement climatique global, et les enfants sont les plus touchés», a déclaré Maggie Korde, directrice pour le Rwanda et le Burundi.

«Nous voyons des familles qui avaient auparavant des maisons solides, tous les enfants à l'école, et deux parents qui travaillaient, réduites à vivre dans des tentes, sans emploi, sans nourriture, où les enfants sont obligés de travailler pour un dollar par jour pour soutenir leur famille», ajoute-t-elle.

L'ONG cite notamment le cas d'Arielle, une adolescente dont la maison a été une nuit engloutie par une brusque montée du lac et qui transporte et empile des briques pour environ un euro par jour. «Je mange la plupart des jours, mais certains jours je rate tous les repas», affirme la jeune fille de 17 ans.

«La situation concernant les inondations est devenue pire qu'avant», affirme de son côté Marie, agricultrice et mère de 3 enfants. «J'ai peur que les enfants meurent de faim».

Il y a deux ans, des pluies torrentielles ont touché près de 2 millions de personnes en Afrique de l'Est, faisant au moins 265 morts, selon un décompte établi par des médias.

Elles étaient liées à un phénomène baptisé «dipôle de l'océan Indien»: une différence de température à la surface de la mer entre les zones est et ouest de l'océan, provoquant une humidification de l'air et des pluies, en Afrique de l'Est.

Selon un projet de rapport des experts climat de l'ONU les inondations déplaceront chaque année en moyenne 2,7 millions de personnes en Afrique d'ici 2050.



## A Bagdad avant les législatives, indifférence et désillusion

«C'est que des promesses». A la terrasse d'un café de Bagdad, Sajad sait déjà qu'il ne va pas voter aux législatives anticipées d'octobre en Irak, accueillies avec indifférence et désillusion par une large partie de la population.



Sur les places publiques et les grandes avenues de la capitale irakienne, ici et là des bannières géantes de candidats sont visibles. Il y a bien sûr des politiciens aguerris, mais la plupart sont des inconnus du grand public.

Si à travers le pays les rassemblements électoraux mobilisent des partisans, des notables locaux et d'influents chefs de tribus, au quotidien le cœur n'y est pas. Et pour des observateurs, le taux de participation au scrutin du 10 octobre pourrait s'avérer bien plus bas encore que pour les élections de 2018.

«Je n'ai pas de carte électorale, et je ne compte pas m'inscrire», concède Sajad, 23 ans, tee-shirt blanc et crâne rasé, tatouages à l'avant-bras.

Initialement prévues en 2022, les législatives anticipées sont une des rares concessions offertes par le pouvoir pour désamorcer le mouvement de contestation inédit, déclenché à l'automne 2019 pour dénoncer corruption endémique, chômage des jeunes et délinquance des services publics.

«Je vois des portraits dans la rue, mais je ne connais ni les noms ni les programmes», lâche Sajad, employé d'une maison de production, installé avec des amis sur un trottoir animé. «Je pense qu'ils ont tous le même programme, +on va faire ceci, on va faire cela+. C'est que des promesses».

### «CE SONT LES MÊMES»

Dans sa boutique où il vend tout type d'huiles ménagères, Mohamed le di-

plômé en économie n'est pas convaincu. A 30 ans, il reporte sans cesse l'idée du mariage, à cause des difficultés économiques. Pour lui, les élections «n'apportent aucun changement».

«Les services de base, on ne me les fournis pas. Pourquoi je vais voter?», ajoute-t-il, dans un pays abonné aux délestages électriques quotidiens.

«La dernière fois que le revêtement des routes a été fait dans mon quartier, c'était avant 2003».

Dans sa circonscription à Bagdad, il connaît deux des cinq candidats, mais ne s'est pas donné la peine de consulter leur programme. «Ce sont les mêmes factions politiques depuis 2003. Ce qui change c'est les visages».

«Ceux qui votent, c'est parce qu'on leur a promis un boulot. Ou alors c'est pour un proche ou quelqu'un de leur tribu», accuse le jeune homme, dénonçant ce clientélisme.

En principe, le 10 octobre, près de 25 millions d'électeurs sont appelés à choisir parmi les plus de 3.200 candidats en lice pour 329 sièges au Parlement. Un quota de 25% a été réservé aux femmes.

Le scrutin à liste -qui favorisait les partis- a été remplacé par un scrutin uninominal visant, en théorie, à promouvoir les indépendants. Mais les candidats peuvent toujours se présenter au nom d'un parti ou d'une coalition. Et il est fort probable de voir les blocs traditionnels coopter les notables et les potentats locaux qui remporteront la course dans chacune des 83 circonscriptions.

Et bien souvent en Irak, les alliances se font et se

défont après le scrutin.

### «APATHIE ET DÉSEPOIR»

Difficile de prédire un grand gagnant. Dans cet Irak polarisé, le camp chiite pro-Iran du Hachd al-Chaabi rivalise avec le courant sadriste, du très populaire leader chiite Moqtada al-Sadr. Pour la politologue Marsin Alshamary, le scrutin se tiendra dans un climat «d'apathie et de désespoir, surtout parmi les jeunes».

«Le taux de participation n'a fait que décliner au fil des élections en Irak», reconnaît la chercheuse.

En 2018, la participation s'était établie à 44,52%, selon des chiffres officiels -gonflés selon les détracteurs. «Il y a de fortes chances que ça soit pire» cette année, avertit-elle.

Il y a aussi les espoirs déçus du soulèvement d'octobre 2019 qui n'a rien changé -ou si peu- tandis que des dizaines de militants ont même été victimes d'enlèvements, d'assassinats ou de tentatives d'assassinat.

Personne n'a revendiqué ces attaques. Mais pour les militants, il s'agit des «milices», dans un pays où les groupes armés financés par l'Iran n'ont cessé de gagner en influence.

Alors à tout juste 28 ans, Ali ne veut pas être complice du «crime» que représentent pour lui ces élections, en raison d'un contexte antidémocratique.

«Il n'y aura pas d'élections transparentes», regrette le jeune homme. «L'argent des politiques domine, il y a une prolifération des armes dans toutes les circonscriptions. Celui qui a les armes va gagner».

## APARTEMENTS

■ Loc F2, 4<sup>e</sup> Millénium + F3 et F4 Maraval + F3, 14<sup>e</sup> Akid + F4, 3<sup>e</sup> Es Senia + F4 réside Golf + garage + étage villa 1<sup>er</sup> 240 m<sup>2</sup> cité Emir Aek, St-Hubert + villa 500 m<sup>2</sup> St-Hubert - 041.36.16.43/42

■ Vente appart F3, 90 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> étage, acté, nouvelle construction à la rue Dehiba Brahimi, Maraval / Oran - Tél : 0771.79.28.36

■ A louer F4, au 1<sup>er</sup> étage, à 150 m<sup>2</sup> du café Dubaï (Haï Essabah) Oran - Tél : 0661.20.17.15

■ Loue F3 Yasmine, 11<sup>e</sup> (2U) - F3 Cavaignac, 3<sup>e</sup> (3U) - F2 Semi-meublé, Miramar 1<sup>er</sup> (3,5U) - F2 Meublé Ain el Turck, 1<sup>er</sup> (4,5U) - F1 St-Pierre, RDC (1,5 U) - ag ABDALLAH : 041.38.62.87/0770.40.87.48

## VILLAS

■ A vendre villa, 550 m<sup>2</sup>, R+1 / RDC actée, façade 14m, ancien bâti située à l'Hippodrome El Makari /Oran - Tél : 0770.61.00.15

■ Vds villa R+1, 250 m<sup>2</sup>, Rdc : 1 sal, 1 cuisine, 1 garage + hammam +1 SDB, 1 WC/1<sup>er</sup> étage 4 pces, WC, SDB, terrasse accessible coop Djebbari, Haï Felaoucen, El Barki, Oran - 0795.63.34.70

■ A vendre villa, 300 m<sup>2</sup>, 150 m<sup>2</sup> bâtis, 150 m<sup>2</sup> jardin Coopérative Mahfida, Bir el Djir, Belgaïd, Oran, contact - 0793.47.16.60

## EMPLOIS

■ Une société cherche des femmes de ménage pour un salaire de 18.000 par mois - Tél : 0770.34.95.81

■ Ecole privée recrute enseignante de français pour le primaire, sérieuse, compétente et assidue - Téléphone: - 0558.90.43.30 - 0550.31.66.52

■ Société privée dans l'agro-alimentaire cherche comptable avec expérience. Contacter 0549.83.99.51/0660.42.68.77

## TERRAINS

■ A vendre lot de terrain superficie 35 hectares à Mascara - tél : 0672.71.57.88

## LOCAUX

■ Cherche location hangar, surface globale 2.500 m<sup>2</sup>- 3.000 m<sup>2</sup>, surface couverte stockage nécessaire 2.000 m<sup>2</sup> - 2.500 m<sup>2</sup> surface cour + locaux d'administration 500 m<sup>2</sup>, Zone d'installation El Remchi - 0770.30.93.17 - 0770.43.67.23

■ A vendre magasin sous les Arcades 61, rue Larbi Ben M'hidi Oran. contacter -0793.47.16.60

## DIVERS

■ Vends plusieurs machines pour la fabrication de fil en coton (filature) à Oran - 0661.20.17.15

■ Donne location numéro de taxi à Oran - 0559.34.81.03

■ Loue licence de taxi à Oran, contacter - 0771.22.43.66 à partir de 14h

■ Société à Oran met en vente un lot de visserie industrielle + lot de roulements - 0557.68.28.55 - 0770.31.33.71

■ Docteur Lazouni test gratuitement, audition : enfants, adultes Tlemcen, Batna, Khenchela, M'Sila - Tél : 0560.20.27.65

### A.TEMOUCHENT :

Vds maison de maître 05 pièces, cour et véranda + 05 magasins, sup 430 m<sup>2</sup>, donnant sur 02 rues principales, au 1<sup>er</sup> terrasse vide avec piliers 300 m<sup>2</sup>  
Tél : 0782.80.13.36 / 0771.41.07.86

### PENSÉE

Une pieuse

pensée est

demandée à la

mémoire de

notre très cher

père et grand-père

REMAOUN Mohamed

Rappelé à Dieu Le Tout-

Puissant, le 21 septembre 2017

Que le Paradis soit, incha'Allah,

sa demeure éternelle

الله يرحمك برحمته الواسعة  
إنا لله وإنا إليه راجعون

### PENSÉE

BOUHADJAR

Djamel,

toi qui étais la joie

de vivre. Il est

difficile de croire

que cela fait deux

ans, jour pour jour

que tu n'es plus là.

Rien ne pourra consoler ta disparition, ni

les jours, ni les mois, ni les ans. Toi qui

étais synonyme de générosité envers ta

grande famille. Ton image, ton sourire

sont toujours présents pour nous

Djamel.

Tu étais tout pour nous, le père, le frère

et l'ami de tes enfants. Repose Djamel

en paix et que Dieu t'accorde Sa

Miséricorde. Ta petite famille qui t'aimait

et qui t'aimera toujours et qui ne

t'oubliera jamais.

اللهم اجعل قبره روضة من رياض الجنة

اللهم ارحمه واعطه عتقه واغفر له يا ذا الجلال والإكرام يا حي يا قيوم

### PENSÉE

Cela fait 40 jours

que Ange

KROUSSA

Mohamed

Bahaa Eddine

A rejoint le

Seigneur des

mondes

A cette occasion ton oncle Kada, ses

parents Medjahed, Sara ses frères

Samar, Hadil Noor, Louay, Chaïmaa,

Siham, Nesserine, Hauria et Fatima

demandent, à tous ceux qui

connaissent les KROUSSA, amis et

voisins, d'avoir une pieuse pensée à

la mémoire du défunt et prier Dieu Le

Tout-Puissant de lui accorder

Clémence et Miséricorde et de

l'héberger dans Son Vaste Paradis.

اللهم اغفر له وارحمه وأسكنه مسكنه جنتك

### Importante Entreprise Industrielle en pleine expansion sise à Oran : Recherche

1. Responsable Moyens généraux
2. Responsable des Achats internationaux
3. Ingénieurs Méthode
4. Ingénieurs Electromécanique
5. Ingénieurs Automatique
6. Chimistes
7. Chargée des Ressources humaines
8. Chef de parc
9. Gestionnaire des stocks
10. Opérateurs Machines
11. Opérateurs Utilités
12. Agent environnement
13. Agent de Télésurveillance (Femme)

### Exigences des postes

- Diplôme dans la spécialité
- Expérience plus 02 ans dans le domaine industriel

### Avantages :

- Cadre de travail agréable
- Postes évolutifs
- Salaire motivant
- Transport assuré

Veuillez envoyer vos CV détaillés par mail à :  
recrus2022@gmail.com

### Cherche jardinier qualifié pour entretien et gardiennage dans une propriété privée

Qualités: Expérience dans le domaine, bonne moralité, résidant à Oran-ville

Veuillez envoyer votre CV sur l'adresse mail suivante :

NORC.ACTIV25@gmail.com

Ou appeler le numéro suivant: 041.38.62.84



## 2

**10.50** Tout le monde veut prendre sa place  
**12.00** Journal 13h00  
**12.55** Ça commence aujourd'hui  
**14.05** Ça commence aujourd'hui  
**15.15** Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre  
**17.05** Tout le monde a son mot à dire  
**17.40** N'oubliez pas les paroles  
**19.00** Journal 20h00

### 20.05 Voyage au centre de la mémoire



**Présenté par Michel Cymes, Faustine Bollaert, Fabien Olicard**  
*La mémoire est une incroyable fonction du cerveau qui renferme l'histoire intime de chaque individu et le définit. Mais comment fonctionne-t-elle exactement ? À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la maladie d'Alzheimer, Faustine Bollaert et Michel Cymes partent à la rencontre de grands scientifiques pour expliquer les mécanismes de la mémoire et comprendre comment la maladie d'Alzheimer les modifie.*

## 3

**10.25** Outremer.l'info  
**11.25** 12/13 : Journal national  
**13.05** Un cas pour deux  
**15.10** Des chiffres et des lettres  
**16.00** Slam  
**17.45** Questions pour un champion  
**17.25** Ensemble pour l'autonomie  
**17.28** Le 18.30  
**18.30** 19/20 : Journal national  
**19.00** Saveurs de saison  
**19.20** Plus belle la vie  
**19.50** Tout le sport

### 20.05 Alex Hugo



**Série policière - France - 2020**  
**Saison 7 - Episode 1/4**  
**- La voie de l'esprit**  
**Avec Samuel Le Bihan, Lionnel Astier, Michaël Fitoussi, Fabien Baïardi**  
*Alors qu'il se promène en montagne, Alex parvient à empêcher Elise, une jeune fille, de se suicider. Il la ramène au poste et tente de la faire parler. Là, elle finit par reconnaître qu'elle a été agressée durant une soirée masquée. Elle ne sait pas à quoi ressemble son agresseur. Alex comprend que son agresseur a probablement mis de la drogue dans un de ses verres.*

## 4

**11.10** Annie & Pony  
**12.00** Luo Bao Bei  
**13.05** Une saison au zoo  
**15.20** Scooby-doo : mission environnement  
**15.25** Ninjago  
**16.10** Angelo la débrouille  
**16.55** Oscar & Malika, toujours en retard  
**18.25** Une saison au zoo  
**19.00** The Artist : les masterclass  
**19.25** Culturebox l'émission

### 20.10 Peintres femmes, entre ombre et lumière (1780-1830)



*Dans une époque agitée, de l'Ancien Régime à la Restauration, en passant par la Révolution française et l'Empire, alors que la place et le rôle des femmes suscitent débat et questionnements, elles ont exposé, reçu des prix, vendu leurs œuvres. Elles ont côtoyé les peintres les plus reconnus de leur temps, se sont créées des cercles de relations, artistiques et commerciales pour briller dans le marché de l'art.*

## 5

**10.45** La quotidienne  
**12.05** Le grand survol de la planète  
**12.40** Le magazine de la santé  
**13.35** La vie secrète du zoo  
**14.05** La vie pas si rose du saumon fumé  
**15.00** Uttarakhand, aux sources du Gange  
**15.55** C Jamy  
**16.30** C à dire ?!  
**16.45** C dans l'air  
**18.00** C à vous  
**19.00** C à vous la suite  
**19.55** La brioche, un plaisir gonflé !  
**20.45** Chocolat chaud, ras le bol !

arte

TF1

**10.55** L'Europe dans tous ses (petits) Etats  
**11.50** Arte journal  
**12.00** Arte Regards  
**12.35** Une jeune fille disparaît  
**14.35** Italie, l'histoire vue du ciel  
**15.00** L'Europe dans tous ses (petits) Etats  
**15.55** Invitation au voyage  
**16.40** X.enius  
**17.10** L'Espagne sauvage  
**18.45** Arte journal  
**19.05** 28 minutes  
**19.50** Pétrole, une histoire de pouvoir  
**21.40** Coup de poker sur l'essence

**11.15** Crimes et faits divers : la quotidienne  
**14.05** Si près de chez vous  
**16.20** Influences  
**17.25** The Big Bang Theory  
**19.30** Influences  
**20.05** Blanche-neige et le chasseur

C8

**11.45** William à midi  
**13.20** Inspecteur Barnaby  
**17.10** Le 6 à 7  
**18.14** TPMP : Le before  
**19.38** Touche pas à mon poste !  
**20.15** La prisonnière du désert



CINE +  
FRISSE 19.50

ELLE

**Thriller - France - Allemagne - Belgique - 2016**

**Avec Isabelle Huppert, Laurent Lafitte, Anne Consigny, Charles Berling**  
Dans sa belle maison pavillonnaire, sous l'oeil impassible de son chat, Michèle Leblanc est agressée par un homme masqué qui prend aussitôt la fuite. Mais après l'agression, Michèle, redoutable femme d'affaires, à la tête d'une entreprise de jeux vidéo, décide de faire comme si de rien n'était. Elle s'occupe de son fils, Vincent, futur papa qui a du mal à s'affirmer, et impose ses idées au sein de la société de jeux vidéos qu'elle dirige.

RTL9 19.55

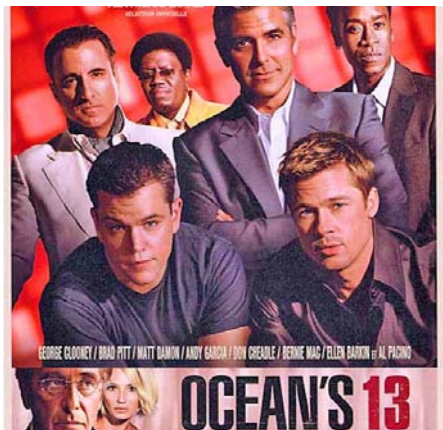
EN TERRITOIRE ENNEMI



**Film de guerre - Etats-Unis - 2001**

**Avec Owen Wilson, Gene Hackman, Gabriel Swann, Charles Malik Whitfield**  
Chris Burnett, un lieutenant prêt à quitter l'armée, se voit confier une dernière mission. Avec Michael Stackhouse, il doit survoler et photographier un territoire de Bosnie. Une mission de routine à 8000 mètres d'altitude dans un avion F-16. Mais un missile touche l'appareil. Les deux pilotes survivent au crash mais Michael est ensuite tué par des tireurs embusqués tandis que Chris réussit à s'enfuir.

CINE +  
PREMIER 19.50  
OCEAN'S THIRTEEN



**Comédie policière - Etats-Unis - 2007**  
**Avec George Clooney, Brad Pitt, Al Pacino, Matt Damon, Andy Garcia**  
Reuben, un des membres du gang de Danny Ocean, s'est mis en affaire avec Willy Bank pour un projet de construction d'hôtel. Mais celui-ci trahit Reuben et le met sur la paille. Afin de venger leur ami, Danny et ses complices décident de mettre sur pied un cambriolage encore plus impressionnant que leurs précédents coups. Ils trouvent un allié inattendu : leur ancien ennemi Terry Benedict, un rival de Bank.

# TÉLÉVISION

TF1

### 20.05 Koh-Lanta la légende



**08.25** Familles nombreuses : la vie en XXL  
**10.00** Les feux de l'amour  
**11.00** Les douze coups de midi  
**12.00** Journal  
**12.45** Météo  
**12.55** Meilleures amies pour la vie  
**14.40** Sous l'emprise de ma meilleure amie  
**16.30** Familles nombreuses : la vie en XXL  
**17.35** Ici tout commence  
**18.10** Demain nous appartient  
**19.00** Journal

**Présenté par Denis Brogniart**

*La compétition fait toujours rage au sein des deux tribus de Koh Lanta, avec les hommes d'un côté et les femmes de l'autre. Tous faisant partie des aventuriers ayant marqué l'histoire de l'émission, qui célèbre ses 20 ans à travers cette saison exceptionnelle, ils disposent de compétences hors normes. Ils savent donc qu'ils doivent tout donner pour tenter de remporter les épreuves d'immunité ou trouver un collier, seuls moyens d'échapper à coup sûr à une possible élimination lors du conseil.*

6

### 20.05 Beaux-parents



**Comédie - France - 2019**

**Avec Josiane Balasko, Didier Bourdon, Charlie Bruneau, Bruno Salomone**  
*La vie est belle pour Harold. Il vit avec Garance, qu'il aime profondément et avec laquelle il projette d'avoir un enfant. Et les parents de la jeune femme Coline et André, l'adorent comme s'il était leur fils. Mais tout prend fin quand, à la suite d'un quiproquo, Garance est convaincue qu'Harold l'a trompée avec une collègue de bureau au cours d'un congrès. Seulement, Harold est innocent et rêve de convaincre sa compagne.*

CANAL+

**09.38** A.D.N.  
**11.06** Rencontres de cinéma  
**11.32** En aparté  
**12.04** Schitt's Creek  
**12.27** Shadowplay  
**14.22** Wildland  
**15.48** Summerland  
**17.25** The Tonight Show Starring Jimmy Fallon  
**18.07** Rencontres de cinéma  
**18.21** La boîte à questions  
**18.29** Groland le zapoi  
**18.40** Schitt's Creek  
**19.30** Ils ont dit  
**19.33** En aparté

### 20.09 La dernière lettre de son amant



**Drame - Grande-Bretagne - France - 2021**  
**Avec Shailene Woodley, Joe Alwyn, Wendy Nottingham, Felicity Jones**  
*A Londres, en 1965, Jennifer Stirling, encore marquée par un accident survenu quelque temps plus tôt, revient s'installer dans la maison qu'elle partage avec son mari Lawrence. Des décennies plus tard, Ellie Haworth, une journaliste qui a du mal à se remettre d'une rupture amoureuse, se réveille un peu désorientée dans la chambre d'Andrew, un amant d'un soir, avant de le quitter précipitamment pour se rendre à sa rédaction.*

PLANETE +

**09.02** Nazis : de l'ascension à la chute  
**10.47** Le monde de Khéops  
**12.21** Very Food Trip  
**13.18** La vie de la terre  
**14.54** Des marques en péril  
**16.37** Faites entrer l'accusé  
**18.05** Very Food Trip  
**19.05** American Pickers, la brocante made in U.S.A.  
**19.55** Hunting Hitler : les dossiers déclassifiés  
**21.27** Mystères d'épaves

TFX

**08.30** Mamans & célèbres  
**11.30** Friends  
**15.10** Mamans & célèbres  
**17.00** La bataille des couples  
**19.00** Friends  
**20.05** Bébé mode d'emploi




W9

**09.30** W9 Hits Gold  
**10.35** W9 Hits  
**11.50** NCIS  
**15.40** Un dîner presque parfait  
**17.50** Les Marseillais vs le reste du monde  
**19.50** Football : Qualification pour la Coupe du monde féminine 2023





 Vous saurez bien mener votre barque dans un dédale de possibilités. Une proposition subtile que l'on vous fera risque de vous charmer.



## Libye : deux militaires morts dans la collision de deux hélicoptères



Deux militaires ont été tués dimanche lors de la collision en vol de deux hélicoptères des forces armées loyales au maréchal Khalifa Haftar dans l'est de la Libye, selon un porte-parole.

«L'impact direct entre deux hélicoptères a causé la mort du général Abouzeid al-Barassi et du technicien Milad al-Assebeï», a déclaré le général Miloud el-Zouay porte-parole des forces spéciales sous le commandement du maréchal Haftar, chef d'une armée qui contrôle l'Est et une partie du sud du pays. «L'équipage du deuxième appareil est sorti indemne» de cet accident survenu dimanche après-midi près de Messous, une localité à environ 130 km au sud-est de Benghazi, deuxième ville libyenne. «Les deux appareils effectuaient une mission militaire», a ajouté le porte-parole sans donner plus de précisions sur la nature de cette mission.

## Macron «demande pardon» aux harkis



Le président Emmanuel Macron a «demandé pardon» lundi au nom de la France aux harkis, auxiliaires musulmans ayant combattu aux côtés de l'armée française durant la Guerre d'Algérie, annonçant l'adoption prochaine d'une loi «de réparation». «Aux combattants, je veux dire notre reconnaissance; nous n'oublierons pas», a déclaré le président lors d'une cérémonie d'hommage à Paris. «L'honneur des harkis doit être gravé dans la mémoire nationale», a-t-il ajouté.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Russie : six morts dans une fusillade à l'université de Perm



Un étudiant a tué six personnes dans une fusillade lundi à l'université de Perm, ville de l'Oural dans l'est de la Russie, avant d'être blessé et arrêté, a indiqué le Comité d'enquête du pays.

Les incidents armés de ce type se sont multipliés en Russie ces dernières années, entraînant un durcissement de la législation sur le port d'armes. «Le 20 septembre, un étudiant se trouvant dans l'un des bâtiments de l'université (...) a ouvert le feu sur les gens autour.

En conséquence, six personnes sont mortes et plusieurs

ont été blessées», a indiqué dans un communiqué cet organe chargé des enquêtes les plus importantes du pays. Il a ajouté que le bilan «était en train d'être précisé». L'auteur a «été blessé lors de son arrestation étant donné qu'il opposait une résistance», a ajouté le Comité d'enquête, qui n'a pas dans l'immédiat donné d'informations sur le mobile du tireur. Fuyant la fusillade, des étudiants ont sauté des fenêtres du premier étage d'un bâtiment de l'université, selon des vidéos publiées sur les réseaux sociaux.

Une autre vidéo, tournée depuis une fenêtre, a montré un individu vêtu entièrement de noir ouvrant le feu et se dirigeant vers l'entrée d'un bâtiment. L'assaillant, dont l'identité a été établie mais pas révélée, a pénétré sur le campus à onze heures locales selon le service de presse de l'université. Le drame récent le plus grave remonte à octobre 2018, lorsqu'un lycéen avait tué 19 personnes avant de se donner la mort dans un lycée de Kertch, ville de la péninsule ukrainienne de Crimée que la Russie a annexée en 2014.

## Burundi : deux morts dans une attaque à la grenade

Deux personnes ont été tuées et huit autres blessées dimanche soir par l'explosion d'une grenade dans un bar de la capitale burundaise Gitega, a appris lundi l'AFP d'une source policière. Cette attaque intervient moins de deux jours après des tirs de mortier revendiqués par le groupe rebelle RED-Tabara sur l'aéroport de la capitale économique Bujumbura, qui n'avaient pas fait de dégâts.

Le bar appartenait à un officier de police et y étaient réunis «de nombreux officiels et membres du parti au pouvoir». L'attaque a été confirmée par deux témoins, qui évoquent une dizaine de blessés évacués dans les hôpitaux de la capitale. Il n'était dans l'immédiat pas possible d'établir l'identité des assaillants. Aucun responsable burundais n'a voulu réagir publiquement à



ces deux attaques, alors que les médias officiels ont reçu l'injonction de ne pas les évoquer. Tard samedi soir, veille du départ du président pour New York, où il doit participer à l'assemblée générale de l'ONU, le groupe rebelle RED-Tabara a mené une attaque sur l'aéroport international Melchior Ndadaye de Bujumbura. Ces tirs, entendus jus-

qu'au centre-ville, n'ont pas fait de dégâts et le trafic aérien a continué. Apparu il y a 10 ans, le RED-Tabara, qui a sa base arrière au Sud-Kivu, en RD Congo, est aujourd'hui le plus actif des groupes rebelles burundais. Il est accusé d'être à l'origine de nombreuses attaques ou embuscades mortelles à travers le pays depuis 2015.

## Médias : la suppression du Djamaâ El Djazair sur une photo de la Une d'un quotidien suscite la consternation du ministère de la communication

Le ministère de la Communication a qualifié lundi, dans un communiqué, la suppression par le quotidien El Watan de Djamaâ El Djazair sur la photo du convoi funéraire de l'ex-Président, Abdelaziz Bouteflika, de «violation flagrante des lois» et «entorse aux règles du professionnalisme».

«La suppression étonnante de Djamaâ El Djazair de la Une du numéro 9438 du quotidien El Watan, paru le 20 septembre 2021, a suscité une grande consternation et incompréhension du fait de la sensibilité de cet acte, bizarre et injustifié, par apport à l'affect même de la Nation en ce sens qu'il s'agit du plus fort symbole et fondement de l'identité nationale et composantes de la personnalité algérienne, ciblés par divers voies et moyens», a relevé le ministère de la Communication.

## Le parti du Kremlin victorieux des législatives



Le parti Russie Unie de Vladimir Poutine s'orientait dimanche soir vers une majorité claire au Parlement, à l'issue de législatives marquée par la répression et l'exclusion de presque toute opposition anti-Kremlin. La formation au pouvoir récoltait 45,32% des voix, selon des résultats portant sur un tiers des bureaux de vote. «Je vous félicite tous pour cette victoire propre et honnête», a lancé face à des partisans l'un des dirigeants du parti, Andreï Tourtchak.

Le parti du Kremlin devance les communistes du KPRF (21,82%) et semble pouvoir conserver sa majorité des deux tiers à la Douma, la chambre basse du Parlement. Ces scores témoignent néanmoins d'une baisse par rapport à 2016, lorsque Russie Unie avait obtenu 54,2% des voix et les communistes 13,3%. La moitié des 450 sièges de députés sont attribués à la proportionnelle. Les autres le sont au scrutin majoritaire et Russie Unie était en tête dans 190 de ces circonscriptions, selon la Commission électorale.

Compte-tenu du résultat préliminaire des communistes, les partisans de l'opposant emprisonné Alexei Navalny, revendiquaient eux le succès de leur stratégie du «vote intelligent», consistant à appeler à voter pour les candidats les mieux placés pour gêner ceux de Russie Unie, faute d'avoir pu participer aux élections. Ils accusaient également les autorités de falsification massives lors du décompte nocturne des voix, dénonçant la «faillite morale» du pouvoir.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### FLOT JUVÉNILE

Plus du quart de la population algérienne rejoindra à partir d'aujourd'hui l'institution éducative. Lourde ruée que ce flot juvénile accompagné par le souci parental à priori braqué sur les conditions d'accueil et l'esprit gardé sur les sacrifices financiers à consentir par la majorité des foyers.

L'épidémie s'interpose encore au milieu de cette rentrée et il est heureux que les autorités aient pris les devants pour éviter de grands accros pour les enfants et les ados aidées fort heureusement par un virus qui a l'air de se replier.

Mais les impondérables réels du moment aussi prenants qu'ils soient ne doivent pas détourner l'attention du fardeau incommensurable que le pays devra affronter. La génération montante aura vite

fait de raccourcir les ans et le temps et l'on devine déjà la masse incalculable des nécessités et des besoins que les adultes de demain exigeront légitimement. Emplois, logements, santé, loisirs sont le lot présagé fabuleux auquel le pays devra faire face. Les tracasseries imposées aujourd'hui par la pandémie paraîtront fétu de paille à côté de l'énorme pesée des inextricables difficultés de demain. Pour des raisons connues, les unes historiques et objectives, les autres étalées en trompe-l'œil, il est nécessaire de s'avouer que le rythme du développement du pays n'est pas au niveau de la demande citoyenne. Le monde de l'habitat est de plus en plus noyé de demandes pressantes et ce ne sont ni les facilités débonnaires ni les

recasements dans l'urgence qui feront preuve d'un sauvetage. L'emploi est logé à la même enseigne.

L'expansive démographie est dans la démesure et il est infantile de continuer à se complaire dans le gargarisme des records des chiffres pour se donner bonne figure et ne pas se rendre compte que le fleuve social est depuis longtemps en colère. Le nombre et la qualité ont rarement fait bon ménage. Gérer le présent n'est déjà pas une tâche facile. La redondance des problèmes que soumettent le logement et l'emploi est infinie et paraît demeurer infinissable car derrière chaque élève du présent sont tapis pour demain le besoin d'un logement et d'un emploi.

Et il n'est pas du tout évident que les armes pour un avenir serein et heureux soient dans son cartable.